

lettre au parti ouvrier polonais

jacek kuron

karol modzelewski

cahiers «rouge»

**documents
de formation
communiste**



n° 4

DANS LES CAHIERS « ROUGE »

1. *Eléments de théorie économique marxiste*
 2. *La médecine confisquée*
 3. *De la bureaucratie*
 4. K. MODZELEWSKY, J. KURON :
Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais
 5. *L'intervention en Tchécoslovaquie, Pourquoi ?*
Construire le parti révolutionnaire
Construire l'Internationale !
 - 6-7. I. *Théorie et système d'organisation*
 - 8-9. II. *De l'internationalisme à l'Internationale*
 - 10-11. III. *Dialectique des secteurs d'intervention*
 12. *Le deuxième souffle. Problèmes du mouvement étudiant*
 13. *Pédagogie et Crise de la Bourgeoisie*
- Spécial : *Le « complot trotskyste » en Tchécoslovaquie*

SERIE CLASSIQUES

1. LÉON TROTSKY, *Nature de l'Etat soviétique*
2. LÉON TROTSKY, *La révolution permanente en Russie*

SERIE « MARX OU CREVE »

1. *Marxisme et petite-bourgeoisie*
2. Denise AVENAS, *Economie et politique dans la pensée de Trotsky*

Préface à la 3^e édition

Le 2 janvier 1969, le procès de Karol Modzelewski et Jacek Kuron a commencé à Varsovie. A vrai dire, il ne s'agit pas d'une première mais d'une récidive : en juillet 1965 les deux militants avaient été condamnés l'un à trois ans, l'autre à trois ans et demi de prison pour avoir écrit une « lettre ouverte au Parti Ouvrier » à la suite de leur exclusion du parti et de son organisation de jeunesse.

Cette lettre, l'un des plus importants documents qui nous soit parvenu d'Europe de l'Est depuis la deuxième guerre, exprime excellemment les raisons et la nature de l'opposition politique des marxistes révolutionnaires à Gomulka et à son régime.

Parmi les principaux thèmes figurent notamment la nécessité de renverser la bureaucratie polonaise et d'établir un gouvernement fondé sur des conseils ouvriers démocratiquement élus ; la recherche de perspectives internationalistes que la politique des « voies nationales au socialisme » avait depuis longtemps fait oublier.

Relâchés une année avant la fin de leur détention prévue, Modzelewski et Kuron furent à nouveau arrêtés après les importantes manifestations de mars dernier.

Cette fois, on les accuse principalement :

— d'avoir des liens avec le mouvement trotskiste mondial et en particulier d'avoir reçu de la IV^e Internationale une ronéo et des stencils ;

— d'avoir formé une organisation dans le but de promouvoir des manifestations ;

— d'avoir préparé les manifestations de mars dans le logement de Modzelewski.

Un mois auparavant une autre série de condamnations avait été prononcée :

— Seweryn Blumstein, étudiant en économie politique à l'Université de Varsovie : 2 ans et demi de prison ;

— Joseph Dasczegawand, étudiant en philosophie : un an et demi ;

— Kastrowicki et Tojolski : 1 an. Motifs : action entreprise par des « ratés politiques » « complot germano-sioniste »... !

Quant à Andrzej Duracz, étudiant en histoire, on dut l'acquitter vu l'inconsistance de son dossier.

Mais d'autres charrettes suivront sur lesquelles doivent monter :

— Adam Micknik, étudiant en histoire ;

— Henrik Szlavfer, étudiant en économie ;

— Barbara Torenicyk, fille d'un ex-ministre de l'industrie légère ;

— Alexander et Eugewisz Smolar, assistants en économie.

Pour mieux les confondre l'on fait appel aux ressources

d'un réel arsenal qui a fait ses preuves en des temps moins orageux pour la bureaucratie : la calomnie (Barbara Torenicyk aurait été entretenue par l'émigration polonaise lors de son séjour à Paris) ; « aveux » extorqués par la force (Heva Grudniska « cuisinée » selon la méthode Beria se rétracte une fois libérée) ; fabrication de faux (une lettre « signée » par Kuron et Modzelewski incitant leurs camarades à tout « avouer » est présentée aux accusés).

En outre de nombreux étudiants sont exclus de l'université et envoyés à l'armée dans des bataillons disciplinaires.

La dureté de la répression s'explique rationnellement. La bureaucratie a été d'autant plus effrayée que les manifestations souvent très violentes n'ont pas été le fait des seuls étudiants. La participation active des jeunes ouvriers, le soutien et la solidarité de la population devant les brutalités policières sont significatifs de l'écho rencontré dans toute la société polonaise par la lutte des étudiants.

Cette lutte s'est développée dans un contexte de crise économique et politique profonde dont voici quelques indices :

— la réalisation du dernier plan quinquennal est déficitaire de 500.000 emplois ;

— le « boum » démographique joint à des objectifs économiques réalisés seulement sur le papier entraîne un chômage dont les jeunes sont les premières victimes. Le secteur des biens de consommation, la construction de logements sont considérablement en retard. Les prix (viande et transports particulièrement) augmentent plus vite que les salaires.

La bureaucratie voit sa marge de manœuvre se réduire sans cesse davantage après douze ans d'incurie et d'oppression qui ont abouti à une situation explosive. Les bureaucrates pour sauvegarder leurs privilèges ne peuvent avancer que des expédients impuissants à résoudre quelque problème que ce soit. Leur aile dure, le groupe réactionnaire des « Partisans », tente de se frayer le chemin du pouvoir en diffusant une idéologie nationaliste, chauvine et anti-sémite.

C'est la seule alternative que la bureaucratie actuellement instable et désarmée peut opposer à une classe ouvrière désabusée et à une intelligentsia déçue qui ne croient plus aux vertus du socialisme à la Gomulka.

S'il est vrai que le combat des étudiants n'a pu tenir toutes ses promesses, si la classe ouvrière demeure temporairement dans l'expectative, il n'en est pas moins vrai que manifestations et condamnations ont laissé des traces et alimentent le renouveau de la vie politique.

Isolés en 1964, Kuron et Modzelewski ont aujourd'hui des lecteurs, des disciples, des partisans dont l'activité militante contribue à préparer la révolution politique anti-bureaucratique toujours plus nécessaire et inévitable.

Nos tâches internationales sont claires :

Diffusons dès sa parution (prochainement) la « Lettre ouverte au Parti Ouvrier polonais ».

Organisons des « cercles rouges » pour l'étude et le commentaire de cette lettre.

Tenons des meetings de masse pour faire participer le mouvement de Mai au développement désormais inexorable d'un secteur primordial de la révolution mondiale.

22 janvier 1969.

INTRODUCTION

En juillet 1965 et en janvier 1966 ont eu lieu à Varsovie deux procès que les correspondants de la presse étrangère dans cette ville ont reliés, en raison des affinités politiques entre les accusés, mais la justice polonaise n'a pu établir aucun lien organisationnel. Dans le premier procès, au banc des accusés étaient deux jeunes universitaires, Karol Modzelewski et Jacek Kuron. Modzelewski est le fils d'un ancien dirigeant communiste décédé, qui fut le premier ministre des Affaires étrangères de la République Populaire de Pologne, à sa création. Karol Modzelewski fut un des leaders de la jeunesse universitaire de Varsovie en octobre 1956. Plus tard, il animait un cercle de discussion à l'Université où il exprimait ouvertement des opinions critiques à l'égard de la politique du Parti et de l'Etat. Kuron est également le fils d'un vieux cadre communiste. Le premier a été condamné à trois ans et demi de prison, le deuxième à trois ans de la même peine. Les accusés du second procès, Ludwik Haas, Romuald Smiech et Kazimierz Badowski, appartenant aux générations d'avant la guerre, condamnés chacun à trois ans de prison, étaient des maîtres de conférence d'histoire et d'économie dans les Universités de Varsovie et de Cracovie. Ludwik Haas était membre de l'organisation trotskyste polonaise avant la deuxième guerre mondiale. Lors de l'entrée des troupes soviétiques en Pologne, en 1939, il fut arrêté et vécut ensuite dix-sept années déporté dans des camps soviétiques. Selon les témoignages de personnes qui le connurent là, il se conduisit très courageusement. A son retour en Pologne, il s'affirma publiquement comme trotskyste. Il contribua à animer un cercle d'intellectuels où il était remarqué par sa valeur exceptionnelle. Il travaillait à la section d'histoire du Comité Central des Syndicats Polonais.

Ainsi, les hommes qui ont été condamnés n'avaient cessé de s'exprimer publiquement, de faire connaître publiquement les opinions pour lesquelles ils ont été emprisonnés, alors qu'une activité clandestine eût été parfaitement justifiable. L'attitude du pouvoir à leur égard en a apporté une justification a posteriori, s'il en était encore besoin. Comme ils étaient intervenus publiquement non sur des questions épisodiques, mais sur les problèmes les plus généraux de la société, il était plausible de penser qu'ils avaient chez eux des notes sur papier. Une perquisition chez Modzelewski en novembre 1964 fait découvrir à la police un mémoire inachevé de 128 pages dactylographiées. L'existence de ce texte entraîne l'exclusion de Modzelewski et Kuron du Parti et des Jeunesse, ce texte n'étant pas porté à la connaissance des organismes qui excluent ou qui sont appelés à ratifier les exclusions.

Modzelewski et Kuron, relâchés et se sentant guettés par une arrestation beaucoup plus prolongée, écrivent une « lettre ouverte »

adressée à ceux qui doivent ratifier les exclusions. Ils y rassemblent les opinions qu'ils avaient publiquement défendues. Ce texte a commencé à circuler clandestinement. Au printemps dernier, l'organe de l'émigration bourgeoise polonaise *Kultura* se plaignait que *Modzelewski* et *Kuron*, inspirés d'un « dogmatisme » marxiste, avaient refusés que cette « lettre ouverte » lui soit transmise. Mais en août dernier, *Kultura* a publié en brochure la « lettre ouverte ». Il est douteux que les auteurs du document aient entre temps changé d'attitude à l'égard de *Kultura*. Quoiqu'il en soit, nous publions ci-après cette « lettre ». Le texte polonais qui nous est parvenu comporte certaines différences, en général minimes, avec celui paru dans l'édition de *Kultura*.



La « lettre ouverte » de *Modzelewski* et *Kuron* a été écrite dans les débuts de l'année 1965. Aucun lecteur ne peut manquer d'être impressionné par sa valeur exceptionnelle à maints égards. Il s'agit, tout d'abord, du premier document marxiste révolutionnaire en provenance d'un Etat ouvrier depuis qu'a été anéantie l'Opposition de gauche et que *Trotsky* a été assassiné. Cela seul suffirait à donner à ce document un grand intérêt historique. Mais il témoigne, en outre, de la très haute culture marxiste de ses auteurs et de leur capacité à effectuer une analyse rigoureuse de la société polonaise et à formuler, dans les conditions difficiles où ils vivaient, un programme valable d'un véritable parti révolutionnaire de la classe ouvrière polonaise.

Sur la base des statistiques officielles, ils dressent le tableau véridique des conditions dans lesquelles vivent les ouvriers, les paysans, les techniciens, etc..., depuis la formation de la nouvelle Pologne. Il n'est aucunement besoin de s'étendre dans cette introduction sur cette partie très importante du document. Mentionnons que les auteurs insistent avec vigueur sur le fait que la stabilisation qui a succédé assez tôt à l'Octobre polonais de 1956 s'est établie grâce aux réserves économiques assemblées dans les années précédentes, que les effets des modifications apportées par Octobre 1956 sont actuellement épuisés et que de nouvelles réformes seront désormais de faible efficacité. Ils rejoignent sur ce point les conclusions auxquelles la IV^e Internationale était arrivée en faisant le bilan de la « déstalinisation » au lendemain du XXIII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique.

Les auteurs de la « lettre ouverte » montrent la vigueur de leur pensée, non seulement dans l'analyse de la situation depuis la formation de la nouvelle Pologne, mais encore et surtout, dans le programme qu'ils formulent pour permettre à la classe ouvrière de sortir la société de la crise où l'a menée la gestion bureaucratique et la faire progresser sur la voie du socialisme. Ce programme ne comporte pas seulement des mesures d'amélioration immédiate du sort des travailleurs et des mesures pour mettre un terme à la stagnation de l'agriculture. Il comporte également toute une partie solidement argumentée qui a trait à la structure du pays, condamnant impitoyablement toute retraite dans une direction droitière et faisant la plus large confiance à la classe ouvrière : création de Conseils Ouvriers, et d'un Conseil Central des délégués ouvriers, élection et révocation des délégués, pluralité des partis — précisément des groupes politiques reconnus par la classe ouvrière — indépendance des syndicats

PAGE VII manquante

selon eux, est fourni à présent par la Yougoslavie. A ce propos, ils font une critique serrée de l'« autogestion » telle qu'elle existe en Yougoslavie sans démocratie à l'échelle nationale. Leur document apporte une démonstration lumineuse du fait que l'« autogestion » à la Liberman et autres réformateurs présents est, dans la société soviétique, le programme des technocrates qui demandent de meilleures conditions et des privilèges plus étendus pour assurer un accroissement plus important de la production.

La théorie de Modzelewski et Kuron se distingue moins des multiples théories de la nouvelle classe exploiteuse par cette différence entre bureaucratie politique dirigeante opposée à la technocratie — ce qui relèverait plutôt de la subtilité du raisonnement — que par une différence fondamentale : ils se situent sur un tout autre plan de classe que la plupart de ceux qui ont été combattus par Trotsky et la IV^e Internationale. Chez presque tous les théoriciens de la nouvelle classe, la révolte contre Staline et les post-staliniens conduit à la négation du marxisme, au scepticisme envers la classe ouvrière et le socialisme, à une adulation de la démocratie bourgeoise ; la dénonciation des crimes du Kremlin a mené nombre d'entre eux dans le sillage de Washington. Absolument rien de pareil chez Modzelewski et Kuron. Ils dénoncent le capitalisme, et notamment la démocratie bourgeoise. Ils ont confiance dans la capacité du prolétariat à remplir sa mission historique. Ils s'appuient sans réserve sur le marxisme et font de puissants efforts pour le dégager de la gangue stalinienne qui l'a si longtemps défiguré. C'est pourquoi nous pensons qu'entre eux et les mouvements trotskystes la divergence est plutôt d'ordre terminologique que politique.

Dans ses polémiques sur la nature de classe de l'Union Soviétique, Trotsky savait que de tels cas se produisaient. Nous ne pouvons mieux faire que reproduire ici ce qu'il a écrit au cours de la dernière grande controverse qu'il eut sur cette question immédiatement après la signature du pacte Hitler-Staline, pendant le premier mois de la dernière guerre mondiale.

« Commençons par poser la question de la nature de l'Etat soviétique, non sur le plan sociologique abstrait, mais sur celui des tâches politiques concrètes. Admettons pour le moment que la bureaucratie soit une nouvelle « classe » et que l'actuel régime en Union Soviétique soit un système spécial d'exploitation de classe. Quelles nouvelles conclusions politiques s'en suivraient-elles de ces définitions ? La IV^e Internationale a reconnu depuis longtemps la nécessité de renverser la bureaucratie au moyen d'un soulèvement révolutionnaire des travailleurs. Rien d'autre n'est proposé par ceux qui proclament que la bureaucratie est une « classe » exploiteuse. Le but à atteindre par le renversement de la bureaucratie est le rétablissement du régime des Soviets, en excluant de ceux-ci la bureaucratie actuelle. Rien d'autre ne peut être proposé, et n'est proposé par les critiques de gauche. La tâche des Soviets régénérés est de collaborer avec la révolution mondiale et de construire une société socialiste. Le renversement de la bureaucratie pré-suppose par conséquent le maintien de la propriété étatique et de l'économie planifiée. Ici réside le cœur de tout le problème. »

« Il est inutile de dire que la répartition des forces productives parmi les différentes branches de l'économie et, en général, tout le contenu du plan seront fortement changés lorsque ce plan sera

déterminé, non par les intérêts de la bureaucratie, mais par ceux des producteurs eux-mêmes. Dans la mesure où la question du renversement reste toujours liée à celle du maintien de la propriété nationalisée (étatique), nous qualifions la révolution future de *politique*. Certains de nos critiques (Ciliga, Bruno et d'autres) veulent, quoi qu'il advienne, appeler la révolution future *sociale*. Accordons cette définition. Quel changement substantiel apporte-t-elle ? Elle n'ajoute rien du tout aux tâches de la révolution que nous avons énumérées. »

« Nos critiques, en règle générale, prennent les faits comme nous les avons établis il y a longtemps. Ils n'ajoutent absolument rien d'essentiel à notre estimation soit de la position de la bureaucratie et des travailleurs, soit du rôle du Kremlin sur la scène internationale. Dans tous ces domaines, non seulement ils s'abstiennent de contester notre analyse, mais au contraire ils se basent entièrement sur elle, et même se limitent totalement à elle. La seule accusation qu'ils apportent contre nous est que nous ne tirons pas les « conclusions » nécessaires. De cette analyse, il ressort que ces conclusions sont d'une nature purement terminologique. Nos critiques refusent d'appeler l'Etat ouvrier dégénéré un Etat ouvrier. Ils exigent que la bureaucratie totalitaire soit appelée une classe dirigeante. La révolution contre cette bureaucratie, ils proposent de la considérer comme n'étant pas politique, mais sociale. Si nous leur faisons cette concession terminologique, nous placerions nos critiques dans une position très difficile, car ils ne sauraient que faire de leur victoire purement verbale. »

« Ce serait, par conséquent, une sottise que de rompre avec des camarades qui, sur la nature sociologique de l'U.R.S.S., ont une opinion différente de la nôtre, dans la mesure où ils sont solidaires de nous en ce qui concerne les tâches politiques. »

(L'U.R.S.S. en guerre, 25 septembre 1939.)

Il ne s'agissait pas de la part de Trotsky d'une spéculation abstraite, ou même d'une innovation, à proprement parler. Au cours de la lutte contre le stalinisme montant, en 1926-1927, l'Opposition de gauche ne fut pas constituée seulement par le bloc de la fraction Trotsky et de la fraction Zinoviev. La fraction dite du centralisme démocratique (les « décemistes » avec V. Smirnov, Sapronov, etc.) qui niait la nature ouvrière de l'Etat soviétique signe la plate-forme de l'Opposition de gauche pour le XV^e Congrès. Dans le cas des jeunes révolutionnaires polonais, aujourd'hui emprisonnés, nous ne pouvons pas ne pas tenir compte du fait que la bureaucratie au pouvoir les a privés des sources de documentation sur la vie de l'Opposition de gauche et des possibilités d'échanges de vues sur le plan international. Aussi, ce qui rapproche la « lettre ouverte » des positions de notre mouvement est infiniment plus important pour nous que la divergence en question.

L'accord sur les tâches politiques ne devait toutefois pas, pour Trotsky, entraîner une mise à l'écart des discussions sur les divergences théoriques ou même terminologiques. Dans l'article déjà cité, il disait aussi :

« Mais, d'autre part, nous ferions preuve de cécité, que d'ignorer des différences purement théoriques et même terminologiques car,

au cours de développements ultérieurs, elles peuvent acquérir de la chair et du sang et conduire à des conclusions politiques diamétralement opposées. »

Cette introduction n'est pas le lieu où nous procéderons à ce débat, nous ne ferons ici que quelques brèves remarques. La généralisation théorique de Modzelewski et Kuron se base sur un fait réel, l'omnipotence de la bureaucratie politique centrale dans les Etats comme la Pologne. Mais, cette omnipotence ne fait pas d'elle un propriétaire collectif. Les auteurs de la « lettre ouverte » y reconnaissent que, dans ces pays, il n'y a pas des marchés des moyens de production (en dehors de la force de travail des ouvriers), que la bureaucratie n'achète pas à elle-même ses moyens de production, qu'elle en dispose à sa guise. Elle en dispose, le terme est excellent. La propriété étatique et la planification ne suffisent pas à qualifier une société de socialiste, mais elles ne font pas non plus d'un groupe aussi restreint que la bureaucratie politique centrale le propriétaire des moyens de production dans la période où, pour des raisons conjoncturelles déterminées, il dispose quasiment sans contrôle de ceux-ci. A notre avis, Modzelewski et Kuron commettent une confusion similaire, mutadis mutandis, à celle que font ceux qui, dans le capitalisme des monopoles, présentent les managers comme une classe opposée aux actionnaires. La fonction de gestion s'est dissociée de celle de propriété, elle ne l'a pas supprimée. Les managers sont des capitalistes, tout aussi bien que les actionnaires. On ne peut de même opposer socialement la bureaucratie politique centrale aux technocrates. En Union Soviétique et dans les autres Etats d'Europe Orientale, il faut aussi noter que les technocrates ne demandent aucun bouleversement politique profond, aucun remaniement social; leur programme est celui d'un aménagement de l'économie plus à leur profit et d'une garantie de leur statut. De Staline, le plus omnipotent des « bureaucrates politiques » à Kossiguine, un éminent technocrate, il n'y a pas eu de solution de continuité.

Dans leur document, Modzelewski et Kuron déclarent que le régime de la bureaucratie politique centrale a été « objectivement utile » pendant un certain temps quand la Pologne, à la sortie de la guerre, a commencé son édification économique mais qu'en moins de dix ans il est devenu pernicieux pour le développement des forces productives, les intérêts de cette bureaucratie politique étant contraires à ceux de l'immense majorité de la population. L'histoire n'a jamais donné d'exemple d'une classe dirigeante qui soit en quelques années devenue un frein ou un obstacle au développement des forces productives. Il s'agit bien là d'une couche sociale portée au pouvoir dans des circonstances exceptionnelles — exerçant en raison de celles-ci une dictature économique et politique qui n'a aucune légitimité historique et dont « l'utilité » temporaire est très sujette à discussion.

* *

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous apprenons que Ludwik Haas a été libéré, fin août-début septembre, pour raisons de santé. Mais tous les autres condamnés sont encore en prison.

Les arrestations et les condamnations ont soulevé beaucoup d'émotion dans l'intelligentsia et dans la jeunesse universitaire polonaise. Les correspondants de la presse étrangère à Varsovie l'ont

mentionné. Au procès de Modzelewski et Kuron, des personnalités éminentes, le physicien Infeld, le philosophe Kolakowski, le critique Slonimski et d'autres encore, sont venus témoigner l'estime qu'ils avaient pour les accusés.

Hors de Pologne, une des premières protestations est venue du Vietnam Day Committee, de l'Université de Berkeley, en Californie. Ces jeunes qui, aux États-Unis, sont à la pointe du combat contre l'agression impérialiste au Vietnam, ont envoyé le message suivant :

« Nous soussignés qui avons protesté et qui continuerons à protester contre les violations de la liberté dans notre propre pays, et qui sommes engagés maintenant même dans la défense des libertés civiques de dissidents américains tels que le club W.E.B. Du Bois et d'autres qui ont subi les attaques du gouvernement, sommes stupéfaits que les citoyens polonais Haas, Modzelewski, Smiech, Badowski et Kuron, aient été condamnés à des peines de prison pour l'exercice des droits politiques que nous considérons comme élémentaires. Nous protestons contre cette atteinte à la liberté. Nous réclamons la libération des accusés et que leurs droits politiques, comprenant le droit à distribuer de la littérature de protestation et à organiser une opposition politique, soit affirmé. »

D'une lettre de protestation adressée le 24 avril dernier à Gomulka et au Comité Central du Parti polonais, par Isaac Deutscher. citons :

« Vous n'avez pas, pour autant que je sache, mis en prison et enchaîné aucun de vos trop nombreux et virulents opposants anti-communistes, et vous méritez la considération pour la modération avec laquelle vous les traitez. Mais pourquoi refusez-vous ce traitement à ceux qui vous critiquent sur la gauche ? Haas, Modzelewski et leurs amis ont été amenés devant le tribunal, les mains liées et sous bonne garde. Des témoins ont raconté comment ils ont levé leurs poings enchaînés selon le vieux salut communiste et ont chanté *l'Internationale*. Ce détail en dit long sur leur caractère politique et leur loyauté. Combien de vos dignitaires, Vladyslaw Gomulka, entonneraient aujourd'hui *l'Internationale* de leur propre volonté ? »

Le courage politique, intellectuel, moral de ces emprisonnés est digne des plus hautes traditions révolutionnaires, dignes de ces victimes de Staline dont ils se revendiquent : le vieux Parti communiste polonais formé par Rosa Luxemburg et l'Opposition de gauche soviétique, organisée par Léon Trotsky. La publication de cette brochure est pour nous plus qu'une œuvre d'information politique, c'est aussi, et avant tout, un appel à la solidarité internationale pour obtenir leur libération.

Le 24 septembre 1966.

Nous tenons à remercier très chaleureusement les amis connus et inconnus qui nous ont fait parvenir ce document et tous ceux qui nous ont aidés à assurer cette édition.

PREFACE A LA DEUXIEME EDITION

Dix-huit mois se sont écoulés depuis la première édition de cette brochure. Entre-temps, ses auteurs, ayant accompli leur peine, avaient été libérés. Entre-temps aussi, la jeunesse universitaire et les intellectuels polonais d'avant-garde n'avaient cessé de demander leur libération, tout en résistant aux mesures du pouvoir portant atteinte à la liberté de création culturelle. Aujourd'hui, nous procédons à cette réédition, alors que la jeunesse universitaire polonaise a manifesté dans les rues des grandes villes du pays. Modzelewsky et Kuron ont été à nouveau arrêtés, la presse polonaise — plus officielle que jamais — leur attribuant nommément la responsabilité politique de ces manifestations.

En reconnaissant en Modzelewsky et Kuron les leaders politiques de la jeunesse universitaire, les gouvernants polonais réfutent par cela même toutes les accusations infâmes qu'ils ont lancées. Car le programme politique des manifestants est là dans les pages de cette « lettre ouverte aux membres du Parti ouvrier polonais », écrite il y a trois ans. C'est un programme de lutte antibureaucratique pour donner vie à un Etat ouvrier démocratique dans la tradition de Marx, de Rosa Luxemburg, de Lénine et de Trotsky.

Les accusations officielles sont aussi piètres qu'odieuses. Hooliganisme ! A-t-on jamais entendu des hooligans chanter l'Internationale ?

Dans la prétendue origine ou instigation sioniste des manifestants, il faut surtout voir un appel des autorités aux sentiments antisémites encore répandus en Pologne. Cela dénote le caractère réactionnaire de ces autorités. Si hooliganisme il y avait, c'était précisément dans ce slogan des dirigeants polonais, déjà lancé en juin 1967, lors de la guerre israélo-arabe, au grand scandale de tous les marxistes révolutionnaires solidaires de la révolution arabe, qui savent que la lutte nécessaire contre le sionisme ne peut jamais comporter l'équivoque qui nourrit l'antisémitisme.

Au cours de ces manifestations, le pouvoir polonais a eu comme allié — et cela dit beaucoup — le groupe « Pax », ces catholiques dont le dirigeant Piasecki fut avant 1939 antisémite et profasciste. qui ont été constamment les serviteurs du gouvernement, de Bierut à Gomulka, et seront demain les larbins de Moczar si celui-ci l'emporte.

« Jeunesse dorée » ? Si cette accusation était vraie, il faudrait alors expliquer comment cette jeunesse dorée aurait pu entraîner derrière elle une telle majorité de jeunes. Mais, par cette injure, le pouvoir a montré là où le bât le blesse. Car, ce qui est vrai, c'est que, parmi ces jeunes, se trouvent les fils et les filles de vieux communistes occupant de hautes fonctions. Ces jeunes élevés dans un milieu se réclamant du communisme sont d'autant plus

sensibles aux différences entre ce que peut être la société socialiste et les caricatures odieuses qu'en donnent les bureaucrates. Dans la répression, le pouvoir polonais a tout de même fait preuve d'innovation. Jadis Staline, après avoir éliminé les oppositionnels, frappait leurs descendants ; Gomulka, lui, remonte des fils aux pères.

Les gouvernants polonais savent que ces accusations sont mensongères. La seule qui, pour eux, soit vraie, c'est celle de « ratés » car Modzelewsky et Kuron se sont engagés dans une voie qui n'offre aucun débouché dans les appareils du pouvoir.

En écrivant cette brochure, Modzelewsky et Kuron faisaient le point de leurs expériences de 1956 et de ce qui s'ensuivit, et les perspectives qu'ils traçaient ne pouvaient alors leur paraître très immédiates. Ils viennent de retrouver la geôle qu'ils avaient à peine quittée. Mais les récents événements, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Union soviétique, dans une certaine mesure aussi en Chine, sont autant d'indices d'une nouvelle étape dans la désintégration des régimes bureaucratiques. Les formes sont sans aucun doute variables d'un pays à l'autre. Ainsi, Dubcek fait penser au Gomulka de 1956 cherchant un appui dans l'intelligentsia contre les « natoliniens » tchèques, et le Gomulka d'aujourd'hui donne son appui aux mesures les plus rétrogrades des dirigeants soviétiques. Mais on retrouve partout un trait commun : des couches jeunes sont entrées en mouvement et il ne sera pas possible de les intimider.

Elles ont un exemple pour lequel on ne peut avoir de qualificatifs trop élogieux, celui du peuple vietnamien. Il n'y a pas de stimulant plus puissant à la rébellion que celui de ce peuple, numériquement peu nombreux et doté de moyens après tout réduits, infligeant des pertes cuisantes et même une défaite au plus puissant des impérialistes. Qui pourrait craindre d'affronter des forces de coercition beaucoup plus réduites ?

Les manifestations actuelles de l'intelligentsia de plusieurs Etats ouvriers où, en l'absence de formations politiques indépendantes, elle remplit une fonction exigée par les circonstances, se font encore sur des mots d'ordre généraux, tels ceux du respect des droits formellement inscrits dans la Constitution. Mais, après, viendront s'insérer normalement des mots d'ordre exprimant les intérêts de diverses couches ou catégories sociales. Si Modzelewsky et Kuron sont à nouveau l'objet de la répression, c'est parce que leur texte est une importante contribution au programme d'un parti révolutionnaire faisant sien le drapeau du marxisme révolutionnaire d'Octobre 1917, que la IV^e Internationale a porté pendant de longues années.

Par cette deuxième édition de la brochure de Modzelewsky et Kuron, nous les saluons ainsi que tous ceux qui préparent un « nouveau printemps » polonais, qui ne sera pas aussi fugitif que celui de 1956.

Le 14 mars 1968.

Par décision du Comité de Section de l'Université de Varsovie du 24-11-64, nous avons été exclus du Parti. De plus, le 14-12-64, par décision du Comité d'Université du Z.M.S. (1), Karol MODZELEWSKY a été également exclu de l'organisation de la jeunesse. Ces exclusions ont été motivées par le fait que nous avons rédigé un mémoire analysant la situation actuelle en Pologne et donnant un projet de programme. Ce texte a été saisi le 14-11, jour de notre arrestation, par les organes de Sécurité. Le Service des Enquêtes du Ministère de l'Intérieur suit dans cette affaire une information pour infraction à l'article 155, § 1 et 2 du Code Pénal de 1932. En rapport avec notre affaire, ont été exclus du Parti les camarades Stanislaw GOMOLKA et Joanna MAJERCZYK, et le camarade Eugeniusz CHYLA a été rayé de la liste des candidats au Parti. Les camarades GOMOLKA et CHYLA ont été également exclus de l'Union des Jeunes Socialistes. Les camarades GOMOLKA et CHYLA n'ont pas pris part à l'élaboration de notre texte, mais il leur est reproché de s'être partiellement solidarisés avec celui-ci comme aussi avec notre attitude et nos opinions. Cette lettre ouverte est écrite uniquement de notre propre initiative et en notre nom et pas en celui des autres camarades exclus du Parti en rapport avec notre affaire.

Les instances du Parti et les autorités du Ministère de l'Intérieur ont donné à cette affaire un retentissement considérable. Nous ne voulons pas parler des informations données publiquement par certains militants du Parti et de hauts fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur, en dehors de l'Université. A l'Université, de telles informations ont été données à une réunion du bureau du Z.S.P. (2), à une réunion de bureau de la cellule du Parti de la maison d'étudiants de la rue Kickiego, à une réunion du Comité d'Université du Z.M.S., à une conférence électorale de la section d'Université du Z.M.S. Des réunions consacrées à notre affaire ont été tenues dans les cellules du Parti des Facultés de Psychologie, de Pédagogie, d'Histoire, d'Economie Politique (deux fois) et de Philosophie. La résolution décidant notre exclusion du Parti ayant été adoptée au nom de la Section de l'Université doit donc être portée à la connaissance de tous ses membres. Nous espérons alors que notre affaire sera discutée dans toutes les cellules de la faculté ainsi qu'aux réunions du Z.M.S.

N'étant plus membres du Parti, nous n'avons plus la possibilité de participer à ses réunions. Nous ne pouvons donc pas répondre aux reproches qui nous sont faits, ni même redresser la version officielle qui a déformé nos opinions et les a présentées sous un jour faux. La plupart des membres du Parti à l'Université n'ont pas

(1) Union des Jeunes Socialistes.

(2) Association des Etudiants

lu notre texte et n'en connaissent que ce que veulent bien leur dire les secrétaires et les activistes du Comité de l'Université qui, dans ce domaine, possèdent pratiquement le monopole de l'information pour le Parti et encore plus pour les membres du Z.M.S. : à tel point que le Comité Universitaire du Z.M.S., bien qu'il ait eu à se prononcer sur l'exclusion de trois camarades, n'a pas reçu notre texte, mais a dû se contenter du rapport du Bureau Exécutif et de la résolution du Plénum du Comité Universitaire du Parti.

On sait qu'à l'aide de citation de telle ou telle phrase arbitrairement détachée du contexte, on peut présenter n'importe quel document de façon inexacte. D'après nous, les rapports officiels sur notre texte se caractérisent par une très grande liberté par rapport à l'original. Citant quelques ou au maximum une vingtaine de phrases choisies ad hoc, on crée l'impression qu'il s'agit d'un amas de mots d'ordre violents, démagogiques et sans fondement, qui — chose incompréhensible — nécessite 128 pages dactylographiées. Pourtant, quoiqu'on dise du bien-fondé de notre analyse et de la valeur politique des conclusions que nous en tirons, elle constitue une construction logique. On ne peut l'ébranler qu'en critiquant l'ensemble du raisonnement, et non en épataant le lecteur ou l'auditeur par des citations auxquelles, en les détachant du contexte, on donne un sens contraire à celui qu'elles ont en réalité. De plus, la relation officielle non seulement passe sous silence l'analyse contenue dans le texte, mais se contente d'opposer quelques lieux communs à sa partie programmatique qui a cependant une importance décisive quant à l'appréciation du caractère politique de ce document. Les relations et les prises de position officielles se servent enfin d'invectives à l'encontre du texte (« démagogie primaire ») et du niveau intellectuel et moral de ses auteurs (« hypocrisie », « défaut d'honnêteté » et même « manque de courage civique »). On y rencontre des falsifications dont nous avons du mal à penser qu'elles sont le fait de l'inconscience (on nous impute que nous réclamons que l'ouvrier conserve pour lui l'intégralité du produit de son travail, on nous impute que nous incitons les ouvriers à baisser le rendement du travail pour réduire l'exploitation).

Dans cette situation, nous croyons nécessaire d'informer les membres du Parti et du Z.M.S. de l'Université de Varsovie de nos opinions véritables et de l'attitude politique qui en découle, et ce, de la seule manière dont nous disposons, c'est-à-dire par une lettre ouverte. Nous nous adressons aux membres du Parti et à ceux de l'organisation de la jeunesse dirigée par le Parti, bien que nos opinions et le document que nous avons décrit aient été qualifiés d'« anti-parti ». Si ce terme, tant usé, doit signifier que nous adoptons une attitude contraire à la pratique politique du Parti et que nous apprécions négativement son rôle social, nous ne protestons pas contre son emploi à notre égard. Au reproche d'hypocrisie et de malhonnêteté envers nos camarades du Parti qui nous est fait nous opposons ce qui suit :

1^o Nous sommes arrivés à notre attitude actuelle progressivement et par une lente évolution de nos opinions, partiellement, au cours et à la suite du travail sur notre texte auquel nous avons consacré près de six mois mais principalement sous l'influence de la situation sociale et politique dans le pays et de l'expérience de notre travail dans le Parti et au Z.M.S., au cours de la dernière année (fermeture du club de discussions, attitude du Parti à l'égard de la lettre des

34 intellectuels et envers le meeting du 14-4-64, liquidation de la discussion au Z.M.S. par des procédés exclusivement disciplinaires, etc...).

2° Nos opinions avaient un caractère oppositionnel par rapport à la politique actuelle de la direction du Parti, ce qui était connu de tous car nous les proclamions publiquement tant au club de discussions que dans les réunions du Parti et du Z.M.S., souvent malgré les avis des instances du Parti. Cela nous a valu des mises en garde et des sanctions de la part de gens qui s'abstenaient de faire connaître ouvertement leurs opinions (par exemple au club politique) et qui nous reprochent maintenant d'avoir été hypocrites. Nous avons été finalement privés — ceci même avant notre exclusion du Parti et du Z.M.S. — de la possibilité d'avoir des activités politiques dans les Jeunesses, ce qui signifiait pratiquement, à l'Université, l'impossibilité de toute activité politique -en général.

3° Nous avons l'intention, après la mise au point de notre texte, de faire connaître les thèses qu'il contient auprès de toutes les tribunes accessibles et ensuite, avec cette motivation politique, de rendre nos cartes du Parti. Le texte n'a pas été terminé (il manque deux chapitres, de plus, les chapitres économiques constituaient plutôt un brouillon que la forme définitive de l'analyse et devaient être encore mis au point). A la suite de l'intervention du Ministère de l'Intérieur, les instances du Parti se sont saisies de l'affaire et nous avons été exclus du Parti et du Z.M.S.

Dans ces conditions, nous considérons le fait de notre départ du Parti comme tout à fait compréhensible et non sujet à discussions, et ce, indépendamment de la forme et des circonstances dans lesquelles il a eu lieu. Ceci signifie que nous nous sommes séparés politiquement de nos camarades du Parti et du Z.M.S. Mais la divergence d'opinions n'affecte en aucune façon notre estime pour leurs convictions et pour eux-mêmes. Cette estime qui, même lorsqu'il y a divergence profonde sur les principes et les attitudes politiques, exige une information honnête, nous incite à présenter aux membres du Parti et du Z.M.S. de l'Université de Varsovie un résumé de l'analyse et du programme contenus dans le texte saisi par le Ministère de l'Intérieur et que constituent notre plate-forme idéologique actuelle.

I. POUVOIR DE LA BUREAUCRATIE

Selon la doctrine officielle, nous vivons dans un pays socialiste. Cette thèse repose sur l'identification de la propriété étatique des moyens de production avec leur propriété sociale. L'acte de nationalisation aurait transféré l'industrie, les transports et les banques à la société en pleine propriété et les rapports s'appuyant sur la propriété sociale seraient par définition socialistes.

Ce raisonnement semble être marxiste. En réalité, on a introduit dans la théorie marxiste un élément qui lui est foncièrement étranger, à savoir la conception formaliste et juridique de la propriété. La notion de propriété étatique peut dissimuler des contenus différents suivant le caractère de classe de l'Etat. Le secteur étatisé de l'économie nationale des pays capitalistes n'a rien de commun avec la propriété sociale. Il en est ainsi non seulement parce qu'il existe, en dehors de ce secteur, des sociétés capitalistes privées, mais avant tout parce que l'ouvrier de l'usine appartenant à l'Etat est privé de toute propriété réelle car il n'a aucune influence sur l'Etat et ne possède, par conséquent, aucun contrôle de son travail et du produit de celui-ci. L'histoire connaît des exemples de sociétés de classes avec leurs antagonismes dans lesquelles la propriété étatique des moyens de production était prédominante (le mode de production asiatique).

La propriété étatique des moyens de production n'est qu'une forme de la propriété. Elle appartient aux groupes sociaux auxquels appartient l'Etat. Dans un système d'économie nationalisée, ne possède une influence sur l'ensemble des décisions économiques (donc sur la disposition des moyens de production et sur la répartition et l'emploi du produit social) que celui qui participe aux décisions des pouvoirs publics ou peut les influencer. Le pouvoir politique est lié au pouvoir exercé sur le processus de production et de répartition.

A qui appartient le pouvoir dans notre Etat? A un seul Parti, pratiquement monopolistique, au Parti Ouvrier Unifié Polonais. Toutes les décisions essentielles sont prises d'abord dans le Parti et plus tard seulement dans les organismes officiels du pouvoir étatique. Aucune décision d'importance ne peut être prise et réalisée sans avoir été sanctionnée par les autorités du Parti. Cela s'appelle le rôle dirigeant du Parti et, puisque le Parti monopolistique se considère être le représentant des intérêts de la classe ouvrière, son pouvoir doit garantir celui de la classe ouvrière.

Si nous ne voulons pas, cependant, apprécier le système d'après ce qu'en pensent et disent ses dirigeants, nous devons voir quelle possibilité a la classe ouvrière pour influencer sur les décisions du pouvoir d'Etat.

En dehors du Parti, elle n'en a aucune. Le Parti qui gouverne a le monopole du pouvoir. La classe ouvrière n'a pas la possibilité de s'organiser en formant d'autres partis et donc de formuler et de propager d'autres programmes, de lutter pour la réalisation d'autres variantes de la répartition du revenu national, d'autres conceptions politiques que le programme et les conceptions du Parti Ouvrier Unifié Polonais. L'appareil d'Etat tout entier, avec ses organes administratifs, sa police politique, son organisme judiciaire et les organisations politiques dirigées par le Parti étouffant dans l'œuf toute tentative de mettre en doute le rôle dirigeant du Parti, veillent à ce que cette interdiction soit respectée.

Les membres du Parti, au nombre de plus d'un million, sont de simples citoyens comme les autres ; il n'y a parmi eux que quelques centaines de milliers d'ouvriers. Quelles sont pour eux les possibilités d'influencer sur les décisions des autorités du Parti et, par cela même sur les pouvoirs de l'Etat ? Le Parti est non seulement monopolistique pour l'extérieur, mais son organisation interne se fonde sur le même principe. Toute fraction, tout groupe ayant une plate-forme particulière, tout courant politique organisé y sont interdits. Le militant de base a le droit d'avoir son opinion, mais il n'a pas le droit d'avoir un lien organisationnel avec d'autres membres du Parti qui pensent comme lui sur la base d'un programme commun, ni de propager ces idées communes, ni de faire de la propagande électorale au sein du Parti en vue de leur réalisation. Les élections aux instances du Parti et celles de délégués aux conférences et aux congrès deviennent dans ces conditions une fiction car elles ne se font pas sur la base de plate-formes et de programmes différents (autrement dit dans des conditions permettant un choix politique réel) alors que la formation de l'initiative politique des masses a pour prémisses une organisation. Pour ses tentatives éventuelles d'influencer sur les décisions du « sommet », la masse des membres du Parti est privée d'organisation, atomisée et donc impuissante. L'unique source des initiatives politiques est ainsi constituée par la force des choses, par les instances du Parti, donc par l'appareil. Comme tout appareil, il est organisé de façon hiérarchique. Les informations circulent de bas en haut et les décisions, les instructions de haut en bas. Comme dans tout appareil hiérarchisé, à l'origine des ordres se trouve une élite, un groupe de gens occupant dans la hiérarchie des postes de responsabilité et qui élaborent ensemble les décisions fondamentales. Dans notre système, l'élite du Parti est en même temps l'élite gouvernementale : les décisions du pouvoir d'Etat sont prises par elle, et au sommet des échelles hiérarchiques du Parti et de l'Etat, on remarque généralement le cumul des postes. Exerçant le pouvoir dans l'Etat, cette hiérarchie dispose de l'ensemble des moyens de production nationalisés, décide de l'importance relative de la consommation et de l'accumulation, des investissements dans les secteurs de son choix, de la part de chaque groupe social dans la consommation du revenu national, bref de la répartition et de l'emploi de la totalité du produit social. Les décisions de l'élite sont indépendantes et libres de tout contrôle de la part de la classe ouvrière et du reste de la société. Ne peuvent influencer sur ces décisions

ni les ouvriers, ni l'ensemble des membres du Parti. Les élections au Parlement et aux Conseils nationaux (3) deviennent une fiction, étant donné qu'il n'existe qu'une seule liste de candidats désignés par le « sommet » et qu'il n'y a aucune différence de programme entre le Parti Ouvrier Unifié Polonais et les partis satellites, Parti Populaire et Parti Démocrate (Z.L.S. et S.D.). Nous appellerons cette élite du pouvoir Parti-Etat, libre de tout contrôle de la société, et qui prend, en toute indépendance, l'ensemble des décisions fondamentales d'importance nationale et l'ensemble des décisions politiques et économiques, **la bureaucratie politique centrale.**

L'appartenance à la bureaucratie politique centrale signifie la participation réelle à la formation des décisions politiques et économiques fondamentales d'importance nationale. Il est pratiquement impossible de chiffrer de façon précise l'importance de cette élite ; son estimation approximative exigerait la mise en œuvre d'études sociologiques dans un domaine qui constitue un tabou absolu. Le plus important pour nous n'est, de toute façon, pas de connaître les effectifs et l'organisation interne de la bureaucratie, mais son rôle dans la société et dans le processus de production sociale. Pour autant que les simples membres du Parti soient désorganisés en ce qui concerne d'éventuelles tentatives pour influencer sur les décisions de la bureaucratie, ils sont bien organisés, par contre, dans le cadre de la discipline du parti, pour l'exécution des tâches qui leur sont assignées par celle-ci. Qui s'y oppose est exclu et désormais hors du Parti, n'a pas le droit de s'organiser et donc d'agir. Ainsi le Parti qui, au sommet de sa hiérarchie, est tout simplement la bureaucratie organisée, devient en bas de l'échelle un outil de désorganisation de toute tentative de résistance et de toute tentative de la classe ouvrière d'exercer une influence sur le pouvoir. En même temps, il organise la classe ouvrière et les autres couches sociales dans l'obéissance à la bureaucratie. Le même rôle est joué par les autres organisations sociales dirigées par le Parti, y compris les syndicats. Ces derniers, organisations traditionnelles de l'autodéfense économique de la classe ouvrière, soumis à la direction de l'unique puissance politique organisée, c'est-à-dire du Parti, sont devenus un outil passif et obéissant de la bureaucratie ou, autrement dit, du pouvoir politique et économique de l'Etat. La classe ouvrière a été privée de son organisation, de son programme et de ses moyens d'autodéfense.

Ainsi, la bureaucratie détient l'ensemble du pouvoir politique et économique, privant la classe ouvrière non seulement de pouvoir et de contrôle, mais aussi de moyens d'autodéfense. Avec cela, les dirigeants de la bureaucratie se considèrent être les représentants des intérêts de la classe ouvrière. Si nous voulons apprécier le système non d'après les déclarations de ses dirigeants mais d'après les faits tels qu'ils sont, nous devons analyser la nature de classe de la bureaucratie. Le fait qu'elle exerce le pouvoir ne préjuge pas de sa nature de classe et ne l'explique pas de façon satisfaisante. Ce qui est déterminant à cet égard, ce sont les rapports de production. Nous devons donc examiner le processus de production et les rapports dans lesquels entrent d'une part la classe ouvrière, créatrice de base du revenu national et d'autre part la bureaucratie politique centrale, détentrice des moyens de production.

(3) Organismes d'administration locale.

II. SALAIRE, SURPRODUIT ET PROPRIETE

Qui crée le revenu national et comment se présente sa répartition ?

D'après la théorie marxiste, le revenu national est créé dans le cadre de la production matérielle, c'est-à-dire dans l'industrie, la construction, partiellement dans les transports, dans l'agriculture, dans l'artisanat.

Le producteur du revenu national dans l'industrie est le travailleur dit « global », c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs qui préparent, exécutent et assurent le processus technique de la production, donc, en dehors des ouvriers producteurs directs ou indirects, les ingénieurs et techniciens, autrement dit l'intelligentsia technique.

Par contre, ne sont pas travailleurs productifs ceux qui n'assurent pas le processus technologique de la production mais surveillent le maintien d'un état déterminé des rapports entre les hommes engagés dans ce processus, donc les surveillants du travail salarié, la technocratie. Il est vrai qu'ils assurent, eux aussi, la production, mais dans le même sens que les surveillants d'esclaves de l'Antiquité, les intendants des domaines féodaux et les directeurs d'usines capitalistes à l'heure actuelle. Leur tâche consiste à maintenir les rapports de production existant et non le processus matériel de production lui-même. (Cette distinction est bien entendu abstraite, car les surveillants assurent en général aussi bien des fonctions techniques que sociales. cependant, dans l'activité professionnelle d'un contremaître ou d'un ingénieur moyen prédominent les tâches productives techniques alors que dans celle d'un directeur prédominent les tâches organisationnelles, c'est-à-dire la surveillance des hommes et le maintien d'un état déterminé des rapports de production dans l'entreprise qu'il dirige.)

Dans l'agriculture, les travailleurs productifs sont les paysans individuels, les ouvriers des P.R.G. (fermes d'Etat), les membres, peu nombreux chez nous, des coopératives de production et dans le secteur urbain de la petite production d'objets d'usage courant, les artisans.

Ces derniers temps, on a lancé la thèse selon laquelle la conception marxiste qui limite la création du revenu national à la sphère de la production matérielle était dépassée. A l'heure actuelle, le revenu national serait créé par tous les travailleurs. Dans le secteur des services, pris au sens large (c'est-à-dire tout ce qui ne fait pas partie du secteur de la production matérielle) on satisferait indirectement les besoins de la production et de la consommation et on organiserait la vie de toute la société ou, en d'autres termes, on répondrait par l'affectation d'une quantité de travail déterminée aux besoins sociaux essentiels.

Un tel raisonnement ne serait cependant justifié que dans une société où il y aurait échange équitable de produits et de services

par conséquent, à condition que le producteur des biens matériels reçoive en retour, sous forme de services rendus à lui-même et non à un tiers, l'équivalent de la part du produit de son travail qu'il cède pour entretenir le secteur des services au sens large et que, de plus, l'accumulation soit subordonnée à ses intérêts. Si ces conditions ne sont pas remplies, qualifier tout travail (donc aussi celui du policier, du procureur, de l'officier ou de l'hôtelier) comme un travail productif, c'est masquer efficacement l'exploitation. Raisonant ainsi, on pourrait ramener l'intégralité du revenu national, sauf la part réservée à l'accumulation, à l'ensemble des salaires de toutes les catégories de travailleurs, donc à la rémunération d'un « travail productif ». On pourrait, de la même façon, masquer l'exploitation qui existe dans la société capitaliste: à l'exception de la consommation individuelle de biens matériels par la classe capitaliste (ce qui constitue une fraction très faible du produit social et même des revenus de cette classe) l'ensemble du revenu national se résoudrait en salaires et revenus des producteurs de biens matériels, en salaires des autres travailleurs employés directement par les capitalistes ou par l'Etat et à la part destinée au fond d'accumulation. Un tel raisonnement n'aurait rien de commun avec une analyse scientifique objective. Il serait tout simplement une apologie de l'ordre social existant.

Nous adoptons des méthodes de raisonnement permettant d'analyser les contradictions et non de les cacher. C'est pourquoi nous postulons, en suivant Marx, que le revenu national est le travail matérialisé des travailleurs productifs dans le cadre de la production matérielle. A la base de l'accumulation et des services au sens large, se trouve le produit matériel créé dans ce secteur: l'approvisionnement du fond d'accumulation, les dépenses pour la police, l'armée, la culture, la santé, etc..., constituent donc l'exploitation du revenu national. En dehors des services pour lesquels l'ouvrier paye de sa poche, tout le reste est entretenu au moyen du produit non payé du travail des ouvriers et des paysans, c'est-à-dire au moyen du surproduit. Nous sommes donc conduits à examiner la répartition de ce surproduit pour pouvoir déterminer dans l'intérêt de qui s'effectue son utilisation.

Les groupes fondamentaux qui produisent le revenu national dans notre pays sont les ouvriers et les paysans individuels. Quelle part prennent-ils dans la répartition du produit de leur travail ?

Les paysans individuels apportent le produit de leur travail sur le marché. Mais 75 % de la production de leurs exploitations est écoulee par l'intermédiaire de l'Etat qui achète ces produits à des prix qui sont en moyenne de 40 % inférieurs à ceux du marché. De plus, si on les compare aux prix des produits industriels, ceux des produits agricoles, fixés par l'Etat qui a un monopole sur le marché, sont défavorables aux paysans. Nous laisserons pour l'instant ce problème; nous y reviendrons lors de l'analyse de la situation dans le domaine de l'agriculture.

Les **ouvriers** ont une participation dans la répartition du revenu national déterminée avant tout par leur **salaire** . Qu'est-ce que, dans notre pays, le salaire et de quoi dépend son importance ?

D'après l'évaluation du professeur Kalecki, le revenu réel moyen d'un ouvrier effectuant le même travail qu'avant guerre était en 1960

d'environ 45 % plus élevé qu'en 1937 (pour un même travail, l'augmentation du salaire réel a été inférieure, en raison de l'accroissement plus rapide de la consommation sociale et de l'amélioration des revenus due à des travaux effectués en plus du travail de base). Quant au coût de la vie, les statistiques d'après guerre ne tiennent pas compte de la hausse cachée des prix, donc dissimulent son augmentation. Supposons cependant que l'évaluation du professeur Kałecki soit en principe exacte. L'augmentation des salaires au cours de la période 1949-1960 s'est effectuée principalement pendant les années 1956-1959. Ce fut une période anormale pour le régime : la crise politique, l'ébranlement du monolithisme du Parti, les grèves et les exigences collectives d'augmentation de salaire, une courte période de prestige des Conseils Ouvriers élus par les travailleurs jusqu'à la moitié de l'année 1958, et indépendants de l'appareil du Parti avaient relativement affaibli l'appareil du pouvoir. Dans ces conditions, en moins de quatre ans, la classe ouvrière avait gagné une augmentation de 30 % des salaires réels et obtenu au moins les trois quarts de l'augmentation totale du revenu réel, par ouvrier, par rapport à 1937. Dans la période 1949-1955, il est difficile de parler d'un accroissement sensible des salaires réels. Il en est de même pour la période postérieure à 1959 ; comme il résulte de l'analyse faite par le G.U.S. (Office Principal des Statistiques) du budget des familles, le revenu réel par tête dans les familles ouvrières de l'industrie a augmenté de 2,5 % durant les quatre dernières années (1960-1963). En tenant compte de l'augmentation cachée des prix — ce que les statistiques officielles ne font pas — il faut supposer que le niveau de vie de la majorité des familles ouvrières n'a pas augmenté pendant ces quatre années et a même légèrement baissé.

Cependant, la valeur globale de la production industrielle était, en 1963, presque neuf fois plus élevée qu'en 1938 (et 1948) et le revenu national a été multiplié, entre 1949 et 1963, par plus de 2,5. L'augmentation de la consommation moyenne par tête d'habitant a été évidemment plus élevée dans les années 1949-1960 que le modeste accroissement du salaire réel et cela en raison du développement du volume de l'emploi. Ceci n'est qu'une conséquence de l'industrialisation, quelque soit le système. Le taux d'exploitation ne dépend pas du volume de l'emploi mais uniquement du rapport entre la valeur du produit créé et le montant du salaire, donc de la rémunération pour le travail productif. L'augmentation du revenu national produit par l'ouvrier a été incomparablement plus rapide que l'augmentation modeste de son salaire réel (et obtenue en plus grande partie durant les quelques années exceptionnelles pour le régime). Dans les années 1960-62, la production industrielle nette a augmenté de 20 % et le salaire de moins de 5 %, et, dans le même temps, les prix des articles d'alimentation, d'après les statistiques officielles, ont augmenté de 3,4 % dans le commerce nationalisé, de 7 % dans l'épicerie et de 12 % sur les marchés. Le niveau de vie des familles ouvrières n'a donc pas du tout augmenté.

Les nutritionnistes polonais ont déterminé quatre régimes types d'alimentation. Le régime A (à peine suffisant et contre indiqué pour une période prolongée) prévoit, en moyenne, 37 kg de viande par an et par personne ; le régime B (suffisant et permettant le fonctionnement normal et permanent de l'organisme) prévoit 40 kg de viande par an et par tête. Il résulte de l'analyse des budgets familiaux

faite par le G.U.S. que dans environ 23 % des familles ouvrières la consommation de viande est inférieure à celle du régime A et que pour 19 % d'entre elles, elle se maintient au niveau du régime A mais est toujours en-dessous de celui du régime B.

L'écart dans la consommation de légumes, fruits, poissons, beurre et œufs est encore plus inquiétant pour les familles ouvrières.

Des sondages faits en 1957 sur la situation des ouvriers de l'Usine Varsoivienne de Motocycles montraient que 23 % des familles ouvrières mangeaient de la viande au déjeuner une fois par semaine au plus et 25 % d'entre elles au repas deux fois par semaine. On pourrait supposer que des données vieilles de sept ans sont périmées ; or la consommation de viande par habitant dans notre pays était en 1957 de 43,9 kg en moyenne par an, donc plus élevée qu'en 1960 (42,5 kg) et à peine plus faible qu'en 1963 (45,4 kg).

Les besoins minimum d'existence comprennent en plus de l'alimentation, l'habillement, le logement, le confort élémentaire et les installations ménagères. En 1957, il y avait par ouvrier de l'usine en question, 0,51 complet de laine, 1,05 complet de tissu à faible pourcentage de laine et en plus 0,8 pantalon et 0,6 veste de laine. Dans le groupe des familles aux revenus les plus bas (18 % des familles questionnées), il y avait un complet de laine pour 5 ouvriers. En ce qui concerne les vêtements d'hiver, il y avait en moyenne, par personne, 0,15 pardessus de laine, 0,12 pardessus en tissu à faible pourcentage de laine, 0,2 manteau de demi-saison en laine, 0,5 manteau de demi-saison en tissu à faible pourcentage de laine.

On pourrait supposer que la situation s'est améliorée depuis. Mais le salaire moyen a augmenté de 12 % environ entre 1958 et 1963 d'après les données officielles, et l'augmentation du salaire réel des ouvriers a certainement été inférieure à la moyenne générale : dans les années 1960-1963, le revenu réel moyen de l'ensemble des familles des travailleurs de l'industrie a augmenté de 4,5 % et celui des familles ouvrières de 2,5 %.

10 % des familles d'ouvriers de la même usine disposaient de moins de 3 m² de surface habitable par personne, 19 % de 3 à 4 m², 10 % de 4 à 5 m², 13 % de 5 à 6 m².

Ainsi, 52 % des familles possédaient moins de 6 m² de surface habitable par personne. L'eau courante chaude arrivait chez 1 % des familles questionnées, l'eau courante froide chez 46 % d'entre elles. 25 % des familles possédaient un W.C. et 7 % une salle de bains. Il y avait, en moyenne, 0,3 lit par membre de la famille.

65 % des ouvriers interrogés avaient des maladies chroniques.

Des données du G.U.S. sur les budgets des familles ouvrières, il résulte que jusqu'au 3^e groupe de revenu (600-800 zlotys par mois et par personne) l'augmentation de salaire sert avant tout à l'accroissement de la consommation en viande, charcuterie, lait et produits laitiers, œufs et autres produits alimentaires dont le sucre. C'est seulement à partir du 3^e groupe de revenus que les dépenses pour ce genre d'articles augmentent moins que le revenu de la famille et, qu'en revanche, les dépenses pour l'habillement, la culture, l'enseignement, le sport, augmentent davantage. Cela signifie que le 3^e groupe de revenus atteint le niveau de satisfaction des besoins les plus

élémentaires qui, dans les familles ouvrières, est considéré comme le minimum vital. Au-dessous de ce niveau minimum se trouvent de 22 à 23 % des familles ouvrières, ce qui correspond à peu près au nombre de familles dans lesquelles la consommation en viande est insuffisante.

Le minimum vital concernant des individus vivant dans une société n'est pas constant. Il est conditionné socialement et historiquement, et augmente en général avec le développement de l'industrie, de la technique, du niveau culturel de la société donnée. L'industrie moderne en se développant a besoin d'ouvriers dont le niveau culturel et professionnel soit de plus en plus élevé et qui ont donc des besoins personnels, aussi bien culturels que matériels, de plus en plus grands. Aujourd'hui, le minimum vital d'un ouvrier en Pologne est certainement plus élevé qu'il ne l'était en 1937. Le même phénomène existe dans la société capitaliste : dans la majorité des pays occidentaux, le revenu réel d'un ouvrier a certainement crû durant les 25 ou 30 dernières années d'au moins 45 %, mais le salaire n'a pas cessé d'être ce qu'il était il y a un quart de siècle : l'équivalent du minimum vital du moment, c'est-à-dire le prix de la force de travail.

Comme il apparaît dans l'analyse des budgets familiaux faite par le G.U.S., les différences de consommation dans les familles ouvrières ne résultent pas de l'éventail des salaires, mais, avant tout, du nombre de personnes composant la famille et du nombre de salariés qu'elle comporte. Cela signifie que le salaire actuel moyen dans le pays est tel qu'un quart des familles ouvrières ne peut atteindre le minimum vital à cause du trop grand nombre de membres de la famille et que 13 % d'entre elles se maintiennent juste à ce niveau. Au-dessus de ce minimum vivent essentiellement des couples sans enfant ou en ayant deux au maximum (au cas où les parents travaillent tous les deux).

Cela signifie que le salaire dans notre pays correspond au **minimum vital du moment**. Autrement dit, le salaire donne seulement à l'ouvrier, dans la distribution du revenu national, la part qui lui est absolument nécessaire pour vivre et élever ses enfants, donc pour reproduire sa propre force de travail et préparer de nouveaux ouvriers pour l'industrie.

Le salaire est donc uniquement une **composante des frais de production** aussi indispensable que les dépenses en matières premières et en machines.

L'ouvrier dispose généralement d'un logement d'Etat qu'il paye très peu, c'est-à-dire qu'il utilise en grande partie gratuitement ; mais il faut bien qu'il habite quelque part pour vivre et produire ; son appartement n'a rien de luxueux, et le plus souvent manque du confort le plus élémentaire. Il est une des composantes de son minimum vital qui lui est assurée en plus de son salaire.

L'ouvrier bénéficie de soins médicaux gratuits et de réductions sur le prix des médicaments : il doit être soigné pour pouvoir entretenir sa capacité de travail. Les services médicaux gratuits et les médicaments à prix réduits sont encore des composantes de son minimum vital. Si l'on supprimait la gratuité des soins médicaux, si l'on élevait les loyers et les charges au niveau de la rentabilité de

la construction et de l'entretien des immeubles, le salaire devrait s'élever d'autant. Ces charges et services gratuits sont pour l'ouvrier une partie indispensable de son minimum vital, un complément à son salaire, aussi nécessaire que le salaire lui-même ; ils entrent donc dans les frais de production. Par rapport au salaire, ces services et charges constituent un complément secondaire puisque la consommation sociale totale par tête d'habitant en Pologne s'élève à 1.200 zlotys par an.

Quelle fraction de sa production est contenue dans le salaire d'un ouvrier ? Les statistiques officielles en donnent une image faussée pour deux raisons :

1° les prix attribués à la production du secteur A (production des moyens de production) ne sont pas les prix réels et sont sous-évalués par rapport à ceux du secteur B (production des biens de consommation), ce qui gonfle artificiellement la part du salaire dans le prix de production ;

2° l'abaissement artificiel des prix des produits agricoles diminue faussement la part de l'agriculture dans la production du revenu national et augmente celle de l'industrie.

Cependant, contraints et forcés, nous nous sommes servis dans notre texte des statistiques officielles dont nous traitons les résultats comme une illustration approximative de la réalité.

En 1962, un travailleur de l'industrie a créé, en moyenne, un produit de valeur nette de 71.000 zlotys, dont il a obtenu sous forme de salaire 22.000 zlotys en moyenne. Autrement dit, pendant un tiers de la journée de travail, l'ouvrier produit son propre minimum vital et durant les deux autres tiers, il crée le surproduit.

La classe ouvrière n'a aucune influence sur l'importance de ce surproduit, sa répartition et son utilisation car, comme nous l'avons déjà vu, elle est dépourvue d'influence sur les décisions du pouvoir qui, lui, dispose des moyens de production et de la production elle-même. Ce n'est pas elle qui détermine le montant du salaire, il lui est imposé ainsi que les normes. Les ouvriers n'ont ni le droit, ni la possibilité d'autodéfense économique car, comme nous l'avons vu, ils sont dépourvus d'organisation, ce qui est absolument nécessaire pour qu'une action de grève soit efficace. Toute organisation (entente entre ouvriers) ayant pour but la lutte pour les salaires est illégale et comme telle poursuivie par l'appareil de répression : la police, les juges, les tribunaux. Le surproduit est donc pris de force à la classe ouvrières dans des proportions qui ne sont pas déterminées par elle, et est utilisé hors de son cercle d'influence et de ses possibilités de contrôle.

A quoi le surproduit est-il destiné ?

Premièrement, à l'accumulation, donc à l'élargissement de la production. Mais comme l'ouvrier ne produit pour lui que le minimum vital, le but de la production n'est pas son **but de classe** (ainsi que dans le capitalisme : l'accumulation peut servir les intérêts de l'ouvrier dans la mesure où elle lui procure un emploi chez un tiers, ce qui lui permettra de vivre ; mais le but de la production ne devient pas pour autant le sien). Dans le système actuel, les dépenses pour l'accumulation sont destinées à un but étranger à l'ouvrier.

Deuxièmement, à l'entretien de l'appareil de répression : l'armée, la police politique, les procureurs, les tribunaux, les prisons. Cet appareil sert à consolider les rapports économiques et sociaux existants, ceux dans lesquels l'ouvrier travaille pour son propre minimum vital et cède les deux tiers de son produit, tout en étant privé d'influence et de contrôle sur son travail et sa production, privé d'organisation propre et de possibilités d'autodéfense. Les dépenses pour le Parti et les organisations qu'il dirige sont utilisées dans le même but : empêcher toutes les tentatives de résistance et d'opposition de la part de la classe ouvrière et organiser celle-ci dans l'obéissance au pouvoir : dépenses pour la direction qui surveille l'ouvrier de manière à ce qu'il crée le plus grand surproduit possible et qu'il ne prenne pas un zloty de plus que son salaire ; dépenses pour l'appareil de propagande qui glorifie le régime actuel et explique aux ouvriers que tout va pour le mieux ; dépenses pour l'administration qui est un moyen de gouvernement pour la bureaucratie. Tous ces organismes sont les ennemis de la classe ouvrière et la part de la production qui leur est consacrée se retourne contre la classe ouvrière sous forme de police, de direction, d'organisation du Parti.

Troisièmement, le surproduit couvre les dépenses des secteurs dont la fonction n'est pas, apparemment, liée au système (sciences, instruction publique, enseignement supérieur, culture, santé, services). Certainement, ces secteurs ont une fonction sociale, mais la culture, l'enseignement, la science, et même la production de biens matériels ont aussi une telle fonction dans une société antagonique et ils n'y perdent pas pour autant leur caractère de classe. Les dépenses mentionnées dans ce paragraphe peuvent être classées comme suit :

1° Les dépenses servant directement à la production (une partie des fonds pour la science, par exemple les connaissances techniques ou mathématiques, une partie des fonds pour l'enseignement à tous les niveaux : formation de la force de travail ouvrière, etc...). Dans le système de rapports économiques existants, l'objectif de production et donc les dépenses destinées à la réalisation de cet objectif sont, tout autant que l'accumulation, étrangères du point de vue de classe aux intérêts de l'ouvrier.

2° Les dépenses servant indirectement à l'apologie des relations sociales existantes, à leur enracinement dans la conscience des masses, et à la constitution de formes de vie collective correspondantes. A cet ensemble appartient en premier lieu une partie des dépenses pour la science, la littérature, le cinéma, l'art. La soumission aux intérêts de la bureaucratie des intellectuels créateurs dont la profession est liée à la formation de la conscience sociale, est facilitée par leur dépendance matérielle à l'égard des pouvoirs scientifiques, des pouvoirs ministériels, des éditeurs, et ceci au moyen d'un argument politique (le rôle dirigeant du Parti dans la science et la culture) et d'un argument répressif, la censure. L'écrivain, le scientifique, le cinéaste ne peuvent faire preuve d'indépendance dans leur travail professionnel, et livrer quelque chose au public que dans la mesure où la censure le leur permet. En déterminant — au moyen de la censure, de la désignation des cadres, du contrôle et de la direction culturelle des éditions — les frontières de l'activité professionnelle des milieux créateurs, la bureaucratie les contraint à l'apologie ou au silence. Les dépenses pour l'enseignement servent également en partie à des objectifs semblables, non par le caractère propagandiste des programmes scolaires, mais plutôt en raison de la structure

traditionnaliste du système pédagogique de l'école d'aujourd'hui qui oriente la jeunesse vers des formes de vie collective qui correspondent exactement au caractère des relations sociales existantes, dans lesquelles l'ouvrier n'a pas le contrôle de son travail ou de sa propre production et se trouve privé de droits politiques; école qui est donc orientée vers des objectifs opposés à ceux des ouvriers.

3° Les dépenses pour différentes sortes de charges et services qui sont gratuits pour la classe ouvrière et la masse des travailleurs salariés, c'est-à-dire la plus grande partie des fonds accordés à la Santé, une partie des fonds consacrés à l'aménagement communal, aux crèches, aux écoles maternelles, aux organisations de loisirs, etc... Comme nous l'avons vu, ces services gratuits sont un élément indispensable du minimum vital de l'ouvrier, étant donné le niveau du salaire réel. Donc du point de vue des organisateurs de la production, ils constituent une partie des frais de production et appartiennent au produit nécessaire et non au surproduit.

Il est évident que l'ouvrier ne peut pas recevoir l'équivalent de sa production sous forme de salaire réel. Pour que la production s'élargisse, il faut dégager un fonds d'accumulation; pour entretenir les secteurs non productifs nécessaires aux besoins de l'ouvrier et de toute la société (éducation, santé, science, etc...) une partie de la production doit leur être consacrée. Mais dans le système actuel, l'ouvrier n'obtient, sous forme de salaire et de services, que le minimum vital. Le surproduit lui est pris de force (l'ouvrier n'a pas de contrôle sur son importance et sa répartition) et est utilisé à des objectifs qui lui sont étrangers et même opposés. Cela signifie qu'il est exploité: il produit le minimum vital pour lui-même et a toute la puissance de l'Etat à son encontre; le produit de son propre travail se dresse devant lui sous la forme d'une force ennemie ou étrangère et ne lui appartient donc pas.

Si le produit créé par l'ouvrier ne lui appartient pas, cela veut dire que son travail, source de ce produit, ne lui appartient pas non plus.

Pourquoi est-ce ainsi?

Pour vivre, l'ouvrier doit produire. Pour que la production puisse se faire, il faut qu'il y ait association de la force de travail et des moyens de production. L'association de sa force de travail avec les moyens de production d'autrui ne peut se faire que par la rencontre sur le marché du travail, de l'ouvrier propriétaire de sa force de travail, avec les propriétaires des moyens de production. L'ouvrier est donc exploité parce qu'il est privé de **la propriété des moyens de production**: pour vivre, il doit vendre **sa force de travail**. A partir du moment où il a accompli cet acte, indispensable pour lui, c'est-à-dire quand il a vendu sa capacité de faire un travail déterminé en un temps donné, ce travail et le produit qui en résulte ne sont plus sa propriété, mais celle de celui qui a acheté la force de travail, autrement dit le propriétaire des moyens de production qui l'exploite.

A qui l'ouvrier vend-il sa force de travail dans notre pays? A ceux qui disposent des moyens de production, donc à la **bureaucratie politique centrale**. A ce titre, la bureaucratie politique centrale est une classe dominante: elle a le pouvoir exclusif sur les moyens de production de base, elle achète la force de travail de la classe ouvrière, elle lui prend par la force brutale et la contrainte économique

le surproduit qu'elle exploite pour des objectifs hostiles ou étrangers aux ouvriers, c'est-à-dire dans le but de renforcer et d'élargir son pouvoir sur la production et la société. Et ceci est, dans notre système, le type prépondérant des rapports de propriété, la base des rapports de production et des relations sociales.

On dit que la bureaucratie ne peut pas être une classe puisque les revenus personnels de ses membres sont négligeables en comparaison de ceux des capitalistes : c'est à peine si chaque bureaucrate dispose d'une villa, d'une automobile et d'une secrétaire, puisque l'entrée dans les rangs de la bureaucratie se fait au cours d'une carrière politique et non par héritage familial et que l'on peut assez facilement être chassé de la bureaucratie à la suite de querelles politiques. Il y a là un malentendu. Tous ces arguments tendent seulement à prouver une chose évidente : la propriété bureaucratique n'a pas un caractère individuel mais est propriété commune d'une élite s'identifiant à l'Etat. Ceci détermine les principes de l'organisation interne à la bureaucratie ; cependant son caractère de classe ne dépend pas de l'organisation interne et des usages, mais seulement de son rapport — en tant que groupe — avec les moyens de production et avec les autres classes sociales (avant tout la classe ouvrière). Les revenus individuels des capitalistes sont incomparablement plus élevés que ceux des bureaucrates ; mais les capitalistes puisent dans leurs revenus personnels les fonds d'accumulation, le salaire des surveillants, des travailleurs, du personnel de service et de tous ceux qui contribuent à accroître leur pouvoir et leur importance. Leurs revenus personnels leur permettent d'acquérir le prestige, l'importance, l'influence et le pouvoir politique. La bureaucratie ne couvre, par ses revenus, que sa consommation personnelle ; tout le reste, c'est-à-dire les fonds d'accumulation et les fonds rassemblés pour payer un nombre incalculable de gens qui sauvegardent son pouvoir, effectuent la propagande pour le système, surveillent le travail des ouvriers, etc..., est puisé dans le revenu national dont elle dispose en toute exclusivité. Vu le petit nombre de ses membres, la bureaucratie n'engloutit qu'une partie négligeable du produit social pour sa consommation de luxe, mais cela est tout aussi valable pour les capitalistes qui ne consomment qu'une faible part de ce produit. Ce n'est pas là que réside l'exploitation. La consommation directe personnelle n'est, dans aucun système, le but de la classe dirigeante.

Le privilège de la grande consommation, le prestige, le pouvoir et, d'une manière générale, tous les privilèges existant dans la société, sont les conséquences du pouvoir exercé sur la production. Il découle de là que chaque classe dirigeante tend à se maintenir, consolider et élargir son emprise sur la production et la société ; pour réaliser ces objectifs, elle exploite le surproduit et, à cette fin, lui soumet le processus même de la production.

III. BUT DE CLASSE DE LA PRODUCTION

Chaque classe dominante détermine le but de la production sociale. Elle le fait évidemment dans son propre intérêt de classe, c'est-à-dire avec le souci de fortifier et élargir sa domination sur la production et la société.

La position d'un capitaliste individuel (d'une société anonyme, d'un monopole, etc...) dans la société dépend de l'importance de son capital, de même que la position internationale de toute la classe capitaliste d'un pays donné dépend de l'importance du capital national. Car le capital est la forme actuelle de domination sur le travail et son produit. Ainsi la préoccupation constante d'un capitaliste sera l'élargissement donc l'accumulation de son capital. En fait, il est l'expression de son capital et de sa tendance à l'expansion.

Le capitaliste trouve sur le marché tous les éléments indispensables à la production: les machines, les matières premières et la force de travail. Il doit réaliser sur le marché la totalité des marchandises produites. C'est pourquoi le but de la production n'est pas pour lui l'obtention du surproduit sous sa forme physique, mais le profit maximum, c'est-à-dire la plus grande différence possible entre les coûts de production (dépenses pour les machines, les matières premières et la force de travail) et les prix du marché.

Il y a une contradiction entre la tendance à l'élargissement du capital, de l'appareil productif et de la production elle-même et le bas niveau de la consommation de la classe ouvrière déterminé par le faible minimum vital. Cette contradiction a ses origines dans le processus même de production (payer le moins possible l'ouvrier et obtenir de lui la production la plus importante). Elle apparaît sur le marché comme une disproportion entre le capital et le produit social qui vont croissant et la faible demande effective (solvable) des masses. Dans le cas du capitalisme de concurrence, elle est périodiquement résolue par les crises cycliques; dans le capitalisme moderne, elle l'est par des variations de la conjoncture, des récessions et la diminution du rythme de croissance, l'utilisation réduite des capacités de production, l'armement et les dépenses de l'Etat qui, jusqu'à un certain point, rendent la production indépendante du marché, enfin par l'augmentation de la consommation de ce qu'on appelle la classe moyenne et la classe ouvrière organisée en partis et en syndicats luttant pour l'augmentation des salaires et des prestations sociales. Même si les statistiques montrent que pendant certaines longues périodes la participation du capital et du travail dans la répartition du revenu national est sensiblement constante, ceci ne prouve pas encore que le but de production ait changé. Le profit maximum demeure le but, alors que l'accroissement de la consommation des masses laborieuses reste un mal nécessaire dont l'origine est politique et économique.

Dans notre système il n'y a pas de capitaux privés. Les usines, les mines, les forges de même que toute leur production sont propriété d'Etat. Mais, étant donné que l'Etat se trouve entre les mains de la bureaucratie politique centrale qui dispose collectivement des moyens de production et exploite la classe ouvrière, la totalité des moyens de production et d'entretien, s'est transformé en un « capital » national, centralisé et unique. La puissance matérielle de la bureaucratie, son champ de domination sur la production, sa position internationale (facteur très important pour une classe qui s'organise comme un groupe s'identifiant avec l'Etat), dépendent de l'importance du capital national. La bureaucratie tend donc à l'élargir, à étendre l'appareil de production et d'accumulation. Elle est l'expression du capital national, de sa tendance à l'expansion, au même titre qu'un capitaliste le serait de son capital individuel.

Quel est le but de classe atteint par la bureaucratie au travers du processus de production, ou, en d'autres termes, quel est le but de classe de la production ? Ce n'est pas le bénéfice de l'entreprise, mais le surproduit à l'échelle de toute l'économie nationale. Elle fournit les sources de l'accumulation aussi bien que de toute dépense destinée au maintien et à l'affermissement de la domination de classe de la bureaucratie.

A la différence du capitalisme, la bureaucratie n'a pas besoin de réaliser le surproduit sur le marché, ni cette partie du produit global qui correspond à l'usure du capital constant. Elle est la propriétaire de toutes les entreprises et de leur production, elle n'a donc pas besoin de s'acheter à elle-même. Si le passage de l'acier de l'aciérie à l'usine métallurgique, ou bien du charbon de la mine à l'aciérie, s'enregistre comme achat de moyen de production, en réalité, c'est une simple forme de transfert du produit dans le cadre de la même propriété et non pas un véritable acte d'achat-vente. Le caractère arbitraire des prix à l'intérieur du système étatisé en est la preuve : les prix ne sont qu'un outil de comptabilité des produits ; leur relation ne doit donc pas obligatoirement correspondre aux relations de valeur.

Le seul moyen de production dont la bureaucratie ne soit pas propriétaire est la force de travail ; la bureaucratie l'achète en bloc dans des conditions monopolistiques (derrière toutes les entreprises se cache le même propriétaire, donc l'ouvrier « choisit » toujours le même acheteur, ce qui ne lui permet pas de s'organiser pour la défense de ses intérêts économiques) ; mais malgré tout, elle achète sa main-d'œuvre sur le marché. Il s'agit d'un véritable acte d'achat-vente, et il faut payer l'ouvrier. Avec quoi ? Naturellement avec de l'argent. Nous avons cependant vu que l'argent n'avait pas pour elle la même signification que pour un capitaliste, puisqu'il n'est qu'un simple moyen de contrôle sur la répartition du produit social dont elle dispose. Les taux de salaire déterminent simplement la quantité de moyens de subsistance dont dispose la bureaucratie et qu'elle accorde à l'ouvrier en tant qu'équivalent de sa force de travail.

En réalité, donc, la bureaucratie paye la main-d'œuvre avec une quantité déterminée de moyens de subsistance (nécessaires à la vie quotidienne de la famille), c'est-à-dire par la production de biens de consommation, la construction de logements, d'hôpitaux, de crèches, destinés à satisfaire les besoins des ouvriers et employés, et elle pourvoit aussi au ravitaillement.

La propriété de la terre étant individuelle, les produits agricoles ne constituent pas la propriété de la bureaucratie qui se trouve donc obligée de les acheter au producteur paysan sur le marché. Dans ce cas, nous avons encore à faire à un marché monopolisé, dans lequel la bureaucratie détermine les prix d'achat de la production agricole et ce dans une relation de prix défavorable par rapport aux prix des produits industriels. Mais il y a malgré tout un rapport achat-vente, et il faut payer le paysan. Avec quoi ? De nouveau par des biens de consommation industriels, ainsi que par des machines et des engrais. Les produits achetés au paysan sont une composante du minimum vital de l'ouvrier, donc le prix payé aux paysans fait partie des frais destinés à l'achat de forces productives pour l'industrie, au même titre que la construction, les transports et les secteurs urbains improductifs.

Ainsi, le prix de la force de travail se ramène à la production des objets de consommation, à la construction de logements, de crèches, d'hôpitaux, etc... et à la production de machines et d'engrais pour l'agriculture. En gros, ceci constitue ce qu'on appelle le secteur B. Comme nous l'avons déjà vu, la force de travail est le seul élément du processus de production qui ne constitue pas la propriété de la bureaucratie. Le paiement de cette force de travail, c'est-à-dire la production du secteur B, est donc, du point de vue de la bureaucratie, la seule dépense qu'elle ait à supporter pour que la production s'accomplisse et crée le surproduit. En tendant vers l'acquisition du surproduit le plus important possible, la bureaucratie maintient cette dépense au niveau le plus bas possible. La production pour la consommation est pour elle, en tant que classe, un mal nécessaire, et la production pour la production un but. La production, considérée en tant que processus ayant lieu entre l'homme et la nature, c'est-à-dire en tant que processus biologico-technique existant dans chaque société, ne peut constituer un but en soi. C'est toujours une production pour la consommation. Car elle constitue une activité consciente, créée par les besoins, la consommation des biens produits faisant renaître les besoins. Le but privé, subjectif, de la classe dominante (le but de classe de la production) peut être en contradiction avec ce sens social de la production. Ceci a lieu aussi bien dans le système capitaliste que dans le système bureaucratique, en raison de cette tendance, propre aux classes dominantes, de faire croître la production, tout en limitant, en vertu des critères de classe, le partage et donc la consommation. Dans les deux systèmes, cette contradiction limite en fin de compte la production elle-même, mais les manières d'y arriver sont différentes.

Pour atteindre ses buts, c'est-à-dire obtenir le profit maximum et assurer l'accumulation, le capitaliste doit réaliser sur le marché la valeur produite. La nature de l'objet qu'il produit importe peu pour lui, cependant le marché doit absorber sa production. Elle est destinée à un acheteur, donc en fin de compte, au consommateur. Ainsi, c'est la demande effective, établie par le niveau de la consommation sociale qui détermine les possibilités de réalisation sur le marché et en même temps limite la production capitaliste et l'accumulation par des crises périodiques ou d'autres formes de difficultés de réalisation.

Dans le chapitre traitant de la crise économique du système, et dont nous reparlerons en détail plus loin, nous expliquons comment

la production, dans le système bureaucratique, se trouve limitée par le bas niveau de la consommation sociale. Quoiqu'il en soit, ceci ne se fait pas par l'intermédiaire du marché. Car le but de classe de la bureaucratie n'est pas le produit et l'accumulation, mais le surproduit sous sa forme physique et l'accroissement de la production, c'est-à-dire directement la production pour la production. En principe, il n'y a que la force de travail et les moyens de son entretien qui arrivent sur le marché. Le surproduit n'y arrive pas de même que la partie de la production qui sert à reproduire et à élargir le capital constant (les machines, les matières premières, les combustibles). Le marché n'intervient pas en tant qu'élément régulateur de la production, d'où l'impossibilité des crises cycliques déterminées par la conjoncture et la limitation de la production par des difficultés de réalisation sur le marché. Il est donc possible de maintenir, pendant une longue période, l'accumulation et le taux de croissance de la production à un niveau très élevé, tout en gardant un bas niveau de consommation.

La contradiction entre le but de classe de la production et la consommation apparaît dans ce système déjà avant que le cycle productif soit commencé, à savoir au moment de l'établissement du plan. En général, dans les plans économiques, on fixe un taux d'accumulation le plus élevé possible, et par conséquent la part de la consommation au revenu national aussi petite que possible. On suppose donc une croissance de la production beaucoup plus rapide dans le secteur A (moyens de production) que dans le secteur B (biens de consommation). La disproportion s'aggrave au cours de la réalisation des plans: la réalisation du programme des investissements se trouvant d'habitude compromise, on essaye généralement de la sauver aux dépens de la consommation. Finalement, la part de l'accumulation est d'ordinaire supérieure à celle qui était dans le plan, et celle de la consommation, inférieure. A ceci correspond un accroissement de la production supérieur à celui qui avait été prévu, dans le secteur A, mais inférieur dans le secteur B.

On comprend facilement que, malgré cela, l'accroissement du revenu national soit en général accompagné d'un accroissement de la consommation. Ceci résulte de la croissance de l'offre de l'emploi et (à un degré moindre) de l'augmentation du minimum vital. Au cours de certaines périodes, la part de la consommation au revenu national peut rester constante et même augmenter (surtout dans le cas d'une menace politique directe de la part de la classe ouvrière). Cela ne signifie pas pour autant que le but de classe de la production ait changé: la bureaucratie considère la croissance de la consommation comme un mal nécessaire, le surproduit demeure son but. Comme toute loi économique, la production pour la production et l'extension de l'accumulation existent en tant que tendances et non pas comme une règle absolue. Cette tendance est d'ailleurs facilement saisissable, dès qu'il s'agit de longues périodes. En 1949, année qui, pour maintes raisons, peut être prise comme point de départ (fin de la période de reconstruction et établissement définitif des relations économiques, sociales et politiques en système de dictature bureaucratique), la part de la consommation dans le revenu national était de 85 % et celle de l'accumulation de 15 %. En 1963, la part de la consommation était de 74,6 % et celle de l'accumulation de 25,4 %.

Evidemment, la réalisation de cette tendance ne s'est pas faite

de manière uniforme. En 1950, l'accumulation a brusquement sauté de 15 % à 20 % pour croître ensuite lentement jusqu'en 1954 (22,4 %). Il y eut cependant une exception en 1953 où l'accumulation atteignit 27,1 % du revenu national, ce qui n'avait jamais été réalisé auparavant. Au cours des années 1956-1957, la part de l'accumulation a baissé (19,7 % en 1956 et 21,7 % en 1957), puis jusqu'en 1959 les proportions de l'accumulation et de la consommation restèrent à peu près constantes. En 1960 eut lieu un nouveau bond de l'accumulation de 21,9 % à 24,2 %, et au cours des années suivantes la tendance vers une nouvelle hausse allait subsister.

Au cours des années 1961-63, la consommation a augmenté selon les données officielles de 15 % seulement (et la consommation individuelle de 12 % seulement), tandis que l'augmentation de l'accumulation était de 23 %. Outre la consommation individuelle, la consommation comprend la « consommation restante ». C'est ce que la statistique officielle appelle la totalité des dépenses matérielles dans le secteur improductif qui englobent, entre autres, l'armée, la police, les crèches et les écoles maternelles. La part de la consommation individuelle dans le revenu national était en 1949 de 77,8 % et en 1963 de 66,1 % ; c'est le chiffre le plus bas de toute la période des vingt premières années d'après-guerre, car même en 1953 il était de 66,9 %.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les prix des moyens de production ont, chez nous, un caractère arbitraire, puisqu'ils sont calculés par rapport aux prix d'objets dont le niveau de consommation est bas. Or, c'est aux prix des moyens de production qu'on évalue l'accumulation. Il en résulte une réduction arbitraire de sa part dans le revenu national et une augmentation arbitraire de la consommation. Si l'on fixe à 100 les niveaux de l'accumulation et de la consommation en 1949, l'indice de l'accumulation en 1963 est de 361 % et celui de la consommation de 215 %.

La limitation de la croissance de l'accumulation au cours des années 1956-59 va de pair avec la crise politique, la faiblesse relative du pouvoir et la lutte de la classe ouvrière pour l'augmentation des salaires. Cette période exceptionnelle mise à part, on assiste depuis 1949 à une croissance presque ininterrompue de la part de l'accumulation dans le revenu national et à une baisse de la part de la consommation. Cette tendance se poursuivra au cours des années 1966-70 en raison d'un programme d'investissements extrêmement chargé. On voit que la tendance de « la production pour la production » n'est pas un mythe mais une réalité tangible.

Dans nos considérations sur le but de classe de la production, nous avons totalement négligé la consommation personnelle des bureaucrates. La bureaucratie politique centrale est si peu nombreuse que l'on peut considérer comme négligeable la part du produit social qu'elle consomme. En pratique, cette consommation ne dépend pas de l'ampleur de la production et n'a donc aucune influence sur le but de cette production.

Mais la bureaucratie entretient, à l'aide du surproduit, une vaste armée d'employés, de directeurs, de policiers, etc..., qui servent à maintenir et à affermir les rapports de production et les rapports sociaux qui se trouvent à la base de sa domination. Cette troupe qui compte dans ses rangs des groupes privilégiés jouissant d'un

niveau de consommation élevé, prélève une partie importante du revenu national. Parmi ces groupes privilégiés, le plus important est, sans doute, celui de la technocratie, car ses fonctions sont intimement liées au processus de production. La satisfaction des besoins de l'appareil et en premier lieu des directeurs d'entreprises, donc la consommation des couches privilégiées, ne serait-elle pas aussi un but de la production ? Ceci voudrait dire que la bureaucratie n'est pas une véritable classe dominante, mais qu'elle réalise seulement les intérêts des groupes sociaux privilégiés, de même que l'élite du pouvoir dans les pays capitalistes est le représentant politique de la grande bourgeoisie monopoliste.

Mais, dans les conditions capitalistes, ceci découle du fait que le capital, la propriété, la domination sur le travail et son produit, bref la domination de classe, est concentrée dans les mains des monopoles — et non pas dans celle de l'élite. Dans le nouveau système de domination sur le travail et son produit, le capital national, la propriété, sont concentrés uniquement dans les mains de la bureaucratie politique centrale ; elle seule domine la production et la société. La technocratie ne jouit d'aucun pouvoir, ne participe pas aux décisions, son seul rôle étant de réaliser les directives de la bureaucratie et de surveiller l'exploitation des ouvriers. C'est pour cela qu'on la paye. La bureaucratie est même disposée à payer bien, à accorder aux directeurs et aux chefs le privilège d'une haute consommation pour mieux les attacher à son système. Mais elle fait ceci exclusivement dans son propre intérêt. Elle ne représente pas les technocrates : elle les achète.

L'ouvrier est d'autant plus sensible aux dépenses consacrées par les directeurs à leur train de vie élevé qu'elles sont prélevées sur le surproduit qu'il a créé. Dans le cadre de l'analyse économique, ces dépenses appartiennent à la catégorie des dépenses improductives, puisqu'elles servent une organisation de classe de la production bien déterminée et non pas son processus matériel. Du point de vue de la bureaucratie, les rapports de production sur lesquels se fonde son pouvoir constituent la seule organisation matérielle du processus de production qui soit possible et admissible. Pour elle, il n'y a donc pas de différence entre les dépenses productives et improductives. Dans le cadre de la domination de classe et des rapports actuels, les policiers, les propagandistes et les surveillants du travail sont aussi indispensables — pour assurer le processus de production des biens matériels — que les producteurs eux-mêmes. Le haut niveau de la consommation de la couche des directeurs constitue donc du point de vue de la classe dominante, une dépense indispensable pour la production et non un but. Tant que les conditions sociales et politiques le permettaient — c'est-à-dire jusqu'en 1956 — la bureaucratie maintenait les salaires et revenus des surveillants du travail à un niveau relativement bas, bien inférieur à celui d'avant-guerre et sensiblement inférieur à celui d'aujourd'hui. La consommation de la masse nombreuse des petits employés demeure toujours dans les limites du minimum vital de la classe ouvrière, et ceci malgré le fait qu'ils servent le système actuel. Car, s'ils peuvent le servir pour 1.600 zlotys par mois, il n'y a aucun besoin de les payer davantage.

On voit que pour la bureaucratie, la consommation de la couche des directeurs et autres groupes privilégiés, de même que la consom-

mation de la classe ouvrière et de la masse des employés mal payés, est un mal nécessaire, la production restant le but unique. La technocratie contribue à la réalisation du but de classe de la production, mais c'est le rôle d'un surveillant payé et contrôlé qu'elle assume. Son intérêt propre (la production qui assurerait une haute consommation aux couches privilégiées) ne coïncide guère avec le but de la bureaucratie; bien au contraire, il lui est étranger et opposé. Dans la mesure où la technocratie sera libre de tout contrôle et agira selon sa propre initiative, elle tentera de réaliser son propre but qui se trouve en contradiction avec le but de production déterminé par la classe dominante.

Ceci a une grande importance pour la compréhension du mécanisme de gestion économique dans le système bureaucratique, l'ensemble des relations de gestion n'étant autre chose qu'une organisation en vue de la réalisation d'un but de production bien déterminé. Aussi, dans une société de classes l'ensemble des rapports de gestion est déterminé par le but de classe de la production.

Ce but est réalisé au cours du processus de production par les ouvriers et leurs surveillants, la technocratie. On a déjà vu que l'intérêt des uns et des autres était la consommation bien qu'elle n'ait pas le même caractère social et matériel dans les deux cas. Le but de classe de la production reste donc en contradiction avec les buts propres des ouvriers et des technocrates. Il doit donc être réalisé en dépit de leurs aspirations naturelles. Il s'ensuit que le système de gestion doit être conçu de façon à pouvoir contraindre les ouvriers et les directions des entreprises à réaliser les buts déterminés par la bureaucratie.

De là résulte d'abord la nécessité de réduire au minimum le champ d'initiative propre de la classe ouvrière et de la technocratie. Ainsi les directions sont privées du droit de décision dans les problèmes les plus vitaux de leur entreprise. Elles exécutent les directives de l'autorité centrale, et c'est en son nom qu'elles surveillent les ouvriers. Elles tentent à leur tour de rendre aux ouvriers toute initiative impossible, afin de mieux les contraindre à réaliser le but de la production, qui leur est étranger. Les décisions concernant la nature et le volume de la production, les méthodes à employer, le choix des matières premières et les frais de production de chaque entreprise (l'ensemble de ces décisions constitue ce qu'on appelle la gestion de l'entreprise) doivent appartenir à la direction centrale. Elles sont transmises aux entreprises sous forme d'ordre administratifs strictement obligatoires que l'on appelle les « indices directionnels ». Voilà en quoi consiste le système centralisé de gestion. On voit qu'il est l'expression des rapports de production actuels.

On a souvent tendance à expliquer la crise économique actuelle par un fonctionnement défectueux du système centralisé de gestion, et on en exige un changement général par l'application d'une réforme centrale qui amènerait ce système à un degré supérieur de perfection. Le défaut de la première partie de ce raisonnement est de prendre les faits pour la cause. D'autre part, l'idée qu'il est possible — dans le cadre des rapports de production actuels — d'effectuer d'une manière arbitraire un changement du système de gestion, est une utopie évidente. Essayons de voir si le remplacement d'un système centralisé de gestion par ce qu'il est convenu d'appeler le système

décentralisé est en accord avec le caractère des rapports de production qui dominant dans notre pays

Dans le système décentralisé, l'entreprise se gère d'elle-même, les décisions concernant la production étant prises au niveau de l'usine. Ce n'est pas le « niveau » qui décide, mais évidemment des hommes, c'est-à-dire des groupes sociaux, qui ont le monopole de la gestion. Ainsi, une entreprise rendue autonome, peut être gérée par l'un des deux groupes principaux unis par les liens de l'organisation de la production : le personnel ouvrier ou la direction. En considérant maintenant la totalité des entreprises, on en déduit que la gestion économique, dans un système décentralisé, peut appartenir soit à la classe ouvrière, soit à la technocratie.

La démocratie ouvrière ne peut pas se limiter, par la nature des choses, au niveau de l'entreprise. Si les décisions d'importance et d'intérêt national, autrement dit le pouvoir de disposer réellement de la plus-value et du travail qui la crée, n'appartiennent pas à la classe ouvrière, la participation des ouvriers à la gestion de l'entreprise devient nécessairement une fiction. La gestion ouvrière de l'entreprise exige donc une démocratie ouvrière totale dans l'Etat. Ce n'est que dans de telles conditions que la classe ouvrière organisée pourra déterminer les buts de la production sociale d'après son intérêt propre ; c'est-à-dire d'après l'intérêt de ceux qui n'ont aujourd'hui pour vivre que le minimum vital. Le but de la production sera évidemment la consommation des masses. Cela signifie, en somme, le renversement des rapports de production et des rapports sociaux existants et, avec eux, de la domination de classe de la bureaucratie.

La situation serait foncièrement différente si le monopole des décisions appartenait, dans les entreprises indépendantes, aux directions et aux groupes liés à celles-ci. C'est-à-dire à la technocratie. Une telle situation peut parfaitement exister derrière la façade de l'autogestion formelle si on maintient le système du parti unique ayant le monopole du pouvoir (ce parti se transformant inévitablement en instrument de dictature sur la classe ouvrière) et le vieil appareil de contrainte de la police et de l'armée (la police politique et l'armée régulière sont par essence même des instruments de la dictature antipopulaire). Un tel système, qui existe dans la Yougoslavie d'aujourd'hui, n'a aucun rapport avec la démocratie ouvrière. La classe ouvrière y est privée de toute influence sur le volume, la répartition et l'utilisation du surproduit, et sa consommation est maintenue au niveau du minimum vital. L'ouvrier y est exploité et le but social de la production n'est pas le sien. Cela ne veut pas dire cependant que ce but soit le même que celui du système bureaucratique.

Dans le système dit décentralisé, l'entreprise décide seule de sa production. La réalisation du plan central s'effectue — non par la voie de consignes administratives — mais par l'exercice de la puissance économique du pouvoir central qui décide des investissements-clé, des amortissements, du crédit, et du taux d'intérêt des prêts — et influe éventuellement sur les prix du marché.

A l'opposé de ce qui se passe dans le système centralisé, l'entreprise ne peut pas être jugée sur la base de l'exécution de coefficients fixés « d'en-haut ». Seuls les faits économiques de l'activité de l'entreprise déterminés par sa rentabilité, c'est-à-dire par le bénéfice réalisé par la vente de sa production, peut y constituer

le critère de sa valeur. Ceci veut dire que le volume, le prix, la structure et la qualité de la production doivent correspondre à la demande afin que la production créée soit entièrement réalisée sur le marché. La production est donc, en fait, destinée à l'acheteur et en fin de compte au consommateur. Etant donné que sont offerts sur le marché non seulement les biens de consommation individuels et la force de travail, mais aussi les moyens de production, la production est régie par le marché. Il s'ensuit que la production doit s'adapter aux besoins des consommateurs, qui s'expriment par la demande. Par sa politique économique, l'Etat peut influencer sur le marché, mais ne peut pas détacher l'entreprise de celui-ci et ne peut donc pas priver le consommateur de l'influence qu'il a sur la production. Quant au consommateur, il n'influe sur la production que dans la mesure où ses besoins se manifestent par une demande effective ; autrement dit, selon le pouvoir d'achat dont il dispose. C'est donc la répartition du revenu national qui exerce une influence essentielle sur la structure de la production. Cette répartition et, par conséquent la structure de la production, seront évidemment différentes dans le système de démocratie ouvrière et dans le système technocratique. Dans les deux cas, la demande du marché représentera les besoins d'un certain type de consommation.

C'est ainsi que dans le système technocratique également, le but de classe spécifique de la bureaucratie, la production pour la production, ne peut pas être réalisé ; et ce, pour les raisons suivantes :

a) La production dépend du marché ; elle est par conséquent limitée par le volume et la structure de la consommation dans une mesure bien plus immédiate que dans le système centralisé.

b) Exerçant la gestion de l'entreprise, la technocratie exerce par cela même une influence sur la répartition primaire des bénéfices, en en élargissant, dans toute la mesure du possible, l'éventail. Cette technocratie constitue une couche relativement importante qui affecte (pareillement aux autres couches privilégiées) l'intégralité de ses revenus élevés à la consommation. Il se crée ainsi une large demande effective de produits de haut standing et de luxe, et de services du même ordre, ce qui exerce évidemment une influence sur la production.

c) Le passage de la technocratie, de l'état de simple exécutant d'ordres administratifs et de surveillant du travail salarié, à celui de détenteur du pouvoir véritable au niveau de l'entreprise, élève immédiatement son rang et accroît son importance dans l'Etat. En raison de sa fonction sociale, elle est une couche organisée et notamment organisée pour gérer la production. Il faut donc tenir compte de cette couche également lors de la prise des décisions « centrales ». Ainsi « la couche des directeurs » conquiert la possibilité d'influer sur les décisions économiques d'ordre général qui constituent le monopole de la bureaucratie politique centrale dans le système centralisé. Dans les conditions de la production régularisée par les besoins du marché et l'action économique de l'Etat, l'influence qu'exerce la technocratie sur la répartition des réserves et les décisions économiques d'ordre général fait naître une tendance vers une production visant à satisfaire le haut train de vie des couches privilégiées (il est caractéristique que la course aux investissements qu'on observe aujourd'hui en Yougoslavie concerne surtout l'industrie de consommation).

Ainsi, le système dit décentralisé ne saurait être en aucune

façon un outil pour réaliser le but de classe de la production propre à la domination de la bureaucratie politique centrale. Même dans ce cas où la classe ouvrière reste privée du contrôle de son travail et du produit de celui-ci, donc exploitée, et où la direction des entreprises se trouve dans les mains de la technocratie, le système décentralisé de gestion réalise un autre but de production. Et ceci entraîne une autre composition et un autre caractère de la classe dominante, **d'autres rapports de production**. Il s'ensuit qu'un changement général du système de gestion est impossible sans changement des rapports de production (on a déjà vu que la réciproque était également vraie). En effet, les phénomènes économiques nuisibles de notre système dont on cherche habituellement la cause dans une mauvaise fixation des indices, des stimulants, etc., découlent en réalité des rapports de production, c'est-à-dire de la structure même du système économique et non pas de son mauvais « fonctionnement ».

On voit que ce sont bien les rapports de production (et surtout le but de classe de la production) et non pas le système de gestion considéré indépendamment de ceux-ci, qui font que le système économique favorise le développement du pays ou le freine. Par conséquent, ce sont eux qui décident de la longévité des rapports sociaux actuels et de la domination de classe de la bureaucratie fondée dessus.

IV. L'ORIGINE DU SYSTEME

Selon une opinion largement répandue, le régime actuel et sa première équipe gouvernementale, amenés dans le pays par « l'armée rouge », manquaient de toute assise économique et sociale, et n'ont pu se former que dans les conditions de l'absence de souveraineté nationale propre. Ainsi, les causes de la formation du système bureaucratique se trouvent déplacées hors des frontières de la Pologne — et les causes de ce qui se passe hors des frontières du pays n'intéressent que peu les partisans de cette opinion. Les intéressent seulement les effets, l'état de choses actuel interprété comme « la raison d'Etat polonaise ». Ainsi, l'idéologie nationaliste, malgré les apparences, aide à l'affermissement des rapports sociaux sur lesquels se fonde la domination de la bureaucratie.

Nous ne contestons pas le rôle que les conditions extérieures ont joué pour l'abolissement du capitalisme dans notre pays : faiblesse des éléments révolutionnaires authentiques et autonomes, rôle décisif de l'« armée rouge », dépendance très étroite de notre gouvernement vis-à-vis de la bureaucratie soviétique — érigée depuis longtemps en classe dominante — situation dans le mouvement ouvrier international. Bien sûr, ceci a efficacement accéléré le processus de bureaucratisation. Cependant, nous estimons qu'il était objectivement conditionné par le niveau du développement économique du pays et par sa structure économique-sociale ; c'est aussi bien le cas de la Russie tsariste, que de la Pologne d'entre les deux guerres, et de la très grande majorité des pays de notre camp. Il était également conditionné par leur relatif isolement international (les grandes puissances industrielles étant restées capitalistes). Au moment de l'abolition du capitalisme, c'était des pays arriérés, faiblement industrialisés, disposant de grands surplus de main-d'œuvre inutilisée, ce qui se manifestait par le chômage et surtout le surpeuplement des campagnes. Leur économie était, d'une manière ou d'une autre, subordonnée à la domination du capital des pays impérialistes développés.

Dans de tels pays, seule l'industrialisation peut apporter une amélioration réelle des conditions matérielles, sociales et culturelles de la vie des masses paysannes et urbaines, et la progression de toute la société. L'industrialisation est donc dans l'intérêt de toute la société et constitue la tâche principale du nouveau pouvoir qui a aboli le capitalisme dans l'intérêt de la classe ouvrière et s'apprête à gouverner en son nom.

Le potentiel industriel étant pauvre, il en résultait un surplus économique également faible (on entend par surplus économique, la différence entre la production et la consommation sociale en cours — autrement dit, la base de l'accumulation). On ne pouvait compter sur l'aide des pays capitalistes développés ; au contraire, le mécanisme du marché mondial conduisait au développement des exporta-

tions de produits alimentaires et de matières premières, subordonnant l'économie du pays sous-développé au capital des puissances impérialistes dominant le marché, freinait de ce fait l'industrialisation et perpétuait le sous-développement. Le développement exigeait donc l'indépendance par rapport au mécanisme du marché capitaliste international : l'industrialisation pouvait être soit rapide, soit nulle.

A la base du développement se trouvaient d'énormes réserves de main-d'œuvre sans emploi. L'industrialisation s'y faisait donc par la force des choses, grâce à l'emploi de ces réserves et la construction rapide de nouvelles forces productives (ce qu'on appelle la voie extensive). De plus, l'accroissement de l'emploi ne pouvait être accompagné d'un accroissement rapide de la consommation, car ceci aurait entraîné une diminution du surplus économique déjà maigre, rendant impossible le développement rapide de l'appareil productif et l'emploi de la main-d'œuvre encore inutilisée, freinant ainsi l'industrialisation. Il était nécessaire d'obtenir l'accroissement maximum de l'emploi et de la production, tout en maintenant la consommation au niveau le plus bas possible ; c'était la recherche du surplus économique maximum, donc la production pour la production. Tant que la base industrielle n'était pas édiflée, un tel but exprimait l'intérêt de l'industrialisation du pays, donc la production pour la production a correspondu pendant un certain temps aux impératifs du développement économique et aux intérêts de toute la société.

Au cours de l'industrialisation s'est produit un afflux massif de la main-d'œuvre inemployée des campagnes vers l'industrie en construction, un accroissement des rangs de la classe ouvrière, des cadres techniques supérieurs, des intellectuels et un épanouissement violent des cadres de la technocratie. En même temps, la nécessité de limiter la consommation a imposé une diminution sensible des salaires de la technocratie, des intellectuels et des employés par rapport à la période d'avant-guerre ; et également la limitation des salaires ouvriers à un niveau très bas, ce qui a été ressenti par les vieux cadres ouvriers comme une baisse des salaires, et enfin une politique tendant à priver de force le paysan de ses surplus agricoles qui dépassaient les besoins indispensables à sa famille et à son exploitation.

Ainsi l'industrialisation, tout en représentant l'intérêt social dans son ensemble, ne coïncidait avec aucun des différents intérêts de chaque classe ou groupe social isolément considérés. Les aspirations naturelles de chaque groupe social, des paysans en tant que paysans, des ouvriers en tant qu'ouvriers, des directeurs en tant que directeurs — et non pas en tant qu'individus venant d'améliorer leurs conditions sociales et matérielles ou ayant une perspective réelle de le faire — étaient l'élévation maximum des revenus individuels et l'amélioration de la situation matérielle et sociale de leur milieu propre, donc en tout cas une certaine tendance à la consommation maximum.

Par contre, les conditions de l'industrialisation imposaient la production pour la production. Pour le nouveau pouvoir, l'industrialisation constituait une raison d'être, un but principal. Il réalisait ce but en dépit des intérêts particuliers des autres classes et couches, donc, dans une certaine mesure, contre elles. Contre les paysans, privés de force de leurs surplus agricoles et constamment menacés

d'expropriation collective ; contre la classe ouvrière, dont les salaires étaient maintenus au niveau le plus bas possible — et même encore réduits ; contre les intellectuels et les technocrates. La réalisation d'une telle industrialisation exigeait qu'on les prive de la possibilité d'exprimer leurs intérêts particuliers et de lutter pour leur réalisation ou leur défense ; la concentration exclusive de la totalité des décisions politiques et du pouvoir sur les moyens de production et le produit social, entre les mains du nouveau pouvoir, exigeait qu'on rende la production indépendante de l'influence régulatrice du marché et qu'on limite de façon aussi étroite que possible le champ d'initiative propre de la classe ouvrière, de la technocratie et de la paysannerie. La réalisation de ces exigences s'exprima par l'introduction d'un système de « parti unique », tout en empêchant les autres groupes sociaux de posséder leur propre parti — et tout d'abord la classe ouvrière — par la mise de toutes les organisations sous la tutelle du pouvoir, le renforcement de l'appareil de contrainte dirigé contre les producteurs, la monopolisation des moyens d'information et de propagande, entre les mains d'une élite toute puissante, la liquidation de la liberté de création et l'établissement du système centralisé de gestion économique. Et tout ceci fut accompagné d'une terreur policière massive. Ainsi, l'élite, en monopolisant dans ses mains le pouvoir social et politique, ainsi que le pouvoir sur le processus de production et de répartition du produit (c'est-à-dire la propriété) a fait de l'industrialisation son intérêt de classe et — en un certain sens — un intérêt personnel. Elle a fait « de la production pour la production » son but de classe et la source d'affermissement et d'élargissement de sa domination.

Cette élite s'est donc transformée en une nouvelle classe dirigeante, « la bureaucratie politique centrale », tandis que le pays qu'elle dirigeait se transformait en un Etat de dictature de la classe bureaucratique. On peut donc dire que ce sont les besoins d'industrialisation d'un pays sous-développé qui ont donné naissance à la bureaucratie comme classe dominante ; elle seule pouvait répondre à ces besoins, puisque dans les conditions de sous-développement du pays, elle était la seule à faire de l'industrialisation, c'est-à-dire de la production pour la production, son intérêt de classe.

Dans ces conditions, les rapports de production fondés sur la propriété bureaucratique, assuraient un développement rapide de l'économie, grâce auquel s'ouvraient devant les autres classes et couches sociales des possibilités de progrès et d'amélioration de l'existence, des perspectives d'épanouissement dans le cadre même du système bureaucratique.

L'industrialisation ouvrait devant les grandes masses du pays sous-développé un chemin vers l'amélioration de l'existence, par un passage massif des classes et couches les plus défavorisées matériellement, socialement et culturellement, vers les classes et couches d'un niveau plus élevé : de la campagne dans les rangs de la classe ouvrière ; de la paysannerie et de la classe ouvrière dans les rangs des cadres techniques, des employés, des intellectuels et des technocrates, ceci grâce à l'expansion de l'enseignement de tous les niveaux. La progression sociale des masses, la liquidation du surpeuplement des campagnes et du chômage, étaient accompagnées de l'accroissement du niveau culturel de la population, des soins médicaux, des services sociaux, de l'enseignement, etc. Grâce à cela,

et malgré la terreur et la contrainte, la bureaucratie a trouvé dans tous les milieux sociaux des appuis nombreux et enthousiastes. Son pouvoir se voyait approuvé, ses idéologues et ses propagandistes pouvaient imposer son hégémonie d'une manière efficace à toute la société, car l'industrialisation qu'elle dirigeait signifiait la réalisation des intérêts de la société tout entière. La domination de classe de la bureaucratie s'appuyait donc sur une base sociale solide. Dès lors, cette domination pouvait durer tant que les rapports de production et surtout le but de classe de la production correspondaient aux exigences du développement économique, autrement dit, tant que n'était pas achevée la construction des bases de l'industrie moderne.

V. LA CRISE ECONOMIQUE DU SYSTEME

Nous avons déjà vu que le but de classe de la bureaucratie visant la production pour la production, correspond aux intérêts du développement économique d'un pays sous-développé pendant sa période d'industrialisation primitive, c'est-à-dire au cours de la période de construction de la base industrielle. La durée de cette période dépend avant tout de l'état de saturation de l'économie par l'industrie au commencement de l'industrialisation intensive. En Pologne, la fin de cette période se situe dans la deuxième moitié des années 1950. En 1956, l'appareil productif était déjà trois fois plus important qu'en 1949, tandis que celui de 1960 lui était plus de quatre fois supérieur.

Supposons qu'après avoir rempli les devoirs essentiels de cette période, la bureaucratie maintienne sa domination de classe ainsi que le même but de classe. Considérons la situation qui découle de cette hypothèse : les bases de la grande industrie ont été construites, l'effort d'investissement des années précédentes a permis un impétueux développement du potentiel industriel et l'emploi de la main-d'œuvre libre. La production pour la production se caractérise par le fait qu'elle tend à déplacer, dans la mesure du possible, la totalité de l'accroissement de la production dans le secteur A ; elle tend donc à reconvertir la totalité de l'accroissement de la production en nouveaux moyens de la production. Par conséquent, la continuation de cette tendance dans les conditions de « saturation de l'industrie » signifie que la totalité accrue des moyens de production, mis à part un accroissement de la consommation absolument nécessaire, mais aussi faible que possible, doit être employée en vue de la formation de nouveaux moyens de production, en vue de l'élargissement de l'appareil productif. En d'autres termes, l'accroissement du potentiel industriel doit être suivi par l'accroissement de la participation de l'accumulation dans le revenu national.

L'industrialisation intense ne peut avoir lieu dans des conditions d'équilibre : le surplus économique étant faible, on n'est pas en mesure de construire tout d'un seul coup, tout en gardant des « proportions harmonieuses ». Les disproportions qui apparaissent au cours de l'accroissement rapide du potentiel de production créent la nécessité d'investissements supplémentaires, et entraînent encore l'élargissement du fonds d'accumulation.

Supposons que tout l'appareil productif accru grâce à l'industrialisation doive être pleinement exploité, ce qui signifie que les conditions doivent être créées pour l'exploitation totale du potentiel industriel accru. Ceci entraînerait — dans l'hypothèse du maintien de la production pour la production — un tel accroissement de l'accumulation, que la consommation se trouverait repoussée en dessous du niveau socialement indispensable. D'autre part, il ne faut pas oublier que des phénomènes tels que le plein emploi, le

développement d'une civilisation industrielle et l'élévation du niveau culturel de la société, vont de pair avec l'élévation du besoin de consommation considéré comme indispensable par cette société. Si, dans ces conditions, on repousse la consommation en dessous du niveau indispensable, on crée, par ce fait, le danger d'une catastrophe économique, sociale et politique pour le système. Il est donc impossible de repousser la consommation en dessous de ce niveau, et, par conséquent, également impossible d'élever le taux d'accumulation de manière à permettre l'exploitation totale du potentiel industriel accru.

Ainsi, c'est le bas niveau de la consommation sociale qui limite, en fin de compte, la production elle-même : le système bureaucratique n'échappe pas à cette loi. La cause de cette limitation ne réside pas dans des difficultés de réalisation de la valeur produite sur le marché, mais dans la limitation directe de la reproduction élargie. Le maintien de la production comme but de production après l'achèvement de la construction des bases de l'industrie — c'est-à-dire dans les conditions de « saturation par l'industrie » — est à l'origine d'une **contradiction entre le potentiel industriel déjà développé et le bas niveau de la consommation**. Cette contradiction est la cause d'une exploitation incomplète du potentiel industriel, du gaspillage du surplus économique, et elle freine l'essor de l'économie. Elle est donc la source d'une crise.

En prenant la chose sous son aspect le plus général possible, on peut affirmer que la crise se manifeste par le ralentissement de l'expansion économique, et ce, malgré l'augmentation des dépenses consacrées à l'accroissement de la production. Au cours des années 1950-1955, le revenu national s'est accru de 74 %, soit environ 10 % en moyenne par an. Au cours des années 1956-1960, le revenu national s'est accru de 38 %, donc de 6,6 % en moyenne par an ; mais il ne faut pas oublier la baisse du taux d'accumulation par rapport à la période précédente, au cours des années 1956-1959. Par contre, au cours du quinquennat 1959-1963, le revenu national s'est accru — en comparaison avec l'année 1958 — d'à peine 30 %, soit 5,2 % en moyenne par an, tandis que l'accroissement des investissements était de 53,4 % (ou de 8,9 % en moyenne par an), dont 60 % dans l'industrie, soit plus de 10 % en moyenne par an. Au cours des années 1960-1963, la participation de l'accumulation au revenu national a été supérieure, non seulement à celle de 1956-1959, mais aussi à celle de 1950-1955 ; par contre, le taux de croissance du revenu national était inférieur de près de 50 % à celui du sextennat, et d'environ 40 % à celui prévu par le plan (d'après le plan, la croissance moyenne du revenu national aurait dû être de 8 % par an). Ceci signifie que, tout en augmentant les dépenses, on obtient un accroissement du revenu national de plus en plus faible. On assiste aux mêmes phénomènes d'augmentation des dépenses parallèlement à une baisse dans le rythme de développement des autres pays où règne la dictature de la bureaucratie, et où l'industrie a une part aussi importante dans la formation du revenu national (Tchécoslovaquie, R.D.A., et probablement aussi l'U.R.S.S.), ce qui a été souligné dernièrement dans un article d'une très grande portée de l'économiste Josef Goldmann.

Au cours des années 1960-1962, la proportion des dépenses matérielles dans le produit global s'est accrue de 59,7 % à 61,9 %

(ce qui signifie, en chiffres absolus, un accroissement de 137,4 milliards de zlotys). Quant au revenu national, sa proportion a diminué au cours de la même période de 40,3 % à 38,1 %. En 1962, la formation d'un même revenu national aura coûté 22 milliards de zlotys de plus qu'en 1960. Cela signifie un accroissement des dépenses nécessaires à la formation d'une unité de revenu national, c'est-à-dire une baisse générale de l'efficacité. Quels sont les facteurs du ralentissement de l'expansion et de l'accroissement des coûts ?

1° Dans les conditions du maintien de la production pour la production dans le cadre d'une économie développée, l'action de ce frein du bas niveau de consommation sur l'expansion se manifeste de la manière la plus directe par ce que l'on appelle « **le barrage inflationniste** ». Le rythme rapide des investissements et l'augmentation de l'emploi entraînent l'augmentation du fonds des salaires nominaux ; dans les conditions de la production pour la production, l'approvisionnement du marché en biens de consommation est incapable de satisfaire la demande, ce qui entraîne la hausse des prix et crée le danger d'une baisse de salaire réel, le plaçant en-dessous du niveau socialement indispensable. Ce barrage apparaît déjà dans le quinquennat actuel, et au cours des années 1966-1970, il apparaîtra sous une forme beaucoup plus aiguë en raison d'un programme d'investissements extrêmement tendu.

2° **Le barrage des matières premières**, ou le manque de matières premières et de combustibles freine les possibilités du développement de l'industrie de transformation et est une des raisons de l'exploitation incomplète du potentiel productif. Il s'agit là d'un phénomène technique, apparemment non lié aux rapports de production. Mais, en réalité, la source de ce manque aigu en matières premières et combustibles se compose essentiellement de deux phénomènes, que l'on ne peut considérer en faisant abstraction du système actuel. Premièrement, la production pour la production en elle-même signifie que l'expansion se limite, dans la mesure du possible, au secteur A. Cependant, dans ce secteur, les coûts des matériaux et combustibles sont sensiblement plus élevés que dans le secteur B (production des biens de consommation). Par conséquent, en développant avant tout et exclusivement la production des moyens de production, on élève la consommation en matières premières et combustibles, correspondant à une unité d'accroissement du revenu national. Donc, on augmente la part des frais matériels et on épuise plus rapidement les réserves de matières premières. Deuxièmement, comme nous le verrons plus loin, les rapports de production actuels entraînent un gaspillage énorme de matières premières, de combustibles. La consommation d'acier nécessaire à la fabrication d'un produit donné est de 30 % supérieure à celle des pays occidentaux développés ; la consommation de charbon, par unité produite, est dans notre industrie de 40 à 50 % supérieure aux moyennes mondiales. Les plans de diminution de coûts matériels sont réalisés approximativement à 50 % et ceci accélère l'épuisement des réserves en énergie et fait donc apparaître le barrage des matières premières. Le seul moyen, dans ces conditions, pour éviter ce barrage, est d'investir en industrie des matières premières et des combustibles. Mais on sait bien que ce sont des investissements très coûteux et à long terme. Environ 45 % des investissements réalisés actuellement sont destinés à l'exploitation des matières premières. Ceci contribue au freinage de l'augmentation du revenu national tout en augmentant les dépenses.

3° **Le gaspillage du surplus économique** sous la forme de l'exploitation excessive des matières premières et combustibles, de l'exploitation insuffisante du potentiel productif et d'un accroissement excessif des stocks. Nous avons déjà considéré le cas du gaspillage des matières premières. Le degré d'exploitation du potentiel productif de toute l'industrie n'est connu de personne, et les recherches sont d'autant plus difficiles que les entreprises s'efforcent de dissimuler leurs réserves. Dans l'industrie électromécanique, le degré d'exploitation du potentiel productif est évalué à 58 %. L'exploitation totale du potentiel productif dans cette seule branche de l'industrie augmenterait le revenu national de 18 milliards de zlotys par an. L'exploitation insuffisante de l'appareil de production est un phénomène extrêmement courant ; par exemple, dans toutes les entreprises de construction, de notre pays, les machines sont exploitées à 20 % environ. Une des causes de l'augmentation excessive des stocks est la « production manquée » — ce qui, en jargon économique polonais, s'appelle « buble » — négligée par la demande ou inutilisable à cause d'une qualité médiocre. Les coûts de cette production constituent une perte : elle n'engendre pas une valeur nouvelle et n'accroît pas la quantité des biens de consommation. Au cours des années 1961-1963, l'économie nationale a perdu ainsi environ 21 milliards de zlotys, non prévus sur le plan. On ignore combien de réserves inutiles sont incluses dans le plan lui-même ; en tout cas, l'accroissement des réserves à absorbé

- en 1960 : 28,2 milliards de zlotys — 7,4 % du revenu national
- en 1961 : 32,9 milliards de zloty — 8,1 % " "
- en 1962 : 21,4 milliards de zlotys — 5,1 % " "

tandis qu'en 1963 : 32,3 milliards, soit 7,3 % du revenu national.

La cause commune du sous-emploi du potentiel de production et des réserves inutilisables se trouve être l'**inadaptation générale** de la production aux besoins. La production massive d'assortiments qui ne trouvent pas d'écoulement et sont entreposés dans des magasins débordants est accompagnée de déficit aigu — non seulement en matières premières — mais encore de certains types d'outils, de pièces et de montages, ce qui entraîne des interruptions nombreuses, l'exploitation insuffisante du potentiel de production et un manque général de régularité — le rattrapage du plan pour la fin des périodes de compte rendu se faisant au prix d'un travail excessif des ouvriers et aux dépens de la qualité. La production n'est pas adaptée aux besoins, et ceci non seulement du point de vue de son assortiment, mais encore du point de vue de sa qualité. De plus, la qualité médiocre des matières premières, outils et pièces entrant dans la production contribue à la baisse de la qualité des produits finis et accélère l'usure des moyens de production — d'où la source d'un gaspillage supplémentaire. Il est difficile d'estimer la consommation excessive des matières premières et combustibles, l'utilisation incomplète des forces de production, les réserves et les dommages inutiles ayant pour origine la qualité médiocre. Il est toutefois hors de doute que tout ce gaspillage absorbe des dizaines et des dizaines de milliards de zlotys par an. Face à l'immensité de ce gaspillage, les manipulations économiques prises dans leur ensemble apparaissent comme de petits expédients.

4° **L'exploitation insuffisante des facteurs intensifs de l'expansion**, c'est-à-dire de l'accroissement du rendement dû à la modernisation,

au progrès technique et technologique (amélioration de la qualité, diminution des coûts en matières premières, etc.) ainsi que des progrès dans le domaine de l'organisation (détection et mise en exploitation des réserves). L'aboutissement à la « saturation par l'industrie » signifie que l'appareil productif s'est suffisamment élargi pour pouvoir employer toute la main-d'œuvre disponible étant donné le niveau du rendement dans l'agriculture. Par conséquent, l'expansion future ne peut plus se faire au moyen du simple élargissement de l'appareil productif et de l'emploi des réserves de main-d'œuvre, c'est-à-dire par la voie extensive, mais il doit s'opérer sur des facteurs qui augmentent le rendement — donc sur les facteurs intensifs. Selon les informations données en automne 1962, par le ministre du Commerce intérieur, les directives du plan quinquennal — en ce qui concerne la création de nouveaux produits — étaient réalisées à 57 %, pour la mécanisation à 44 %, et pour l'automatisation à 29 %. La tendance de l'entreprise à dissimuler ses réserves est bien connue. La faillite des plans, dans le domaine du progrès technique et de l'organisation, c'est-à-dire des plans d'accroissement du rendement dans des conditions où l'expansion ne peut plus se faire à l'aide de facteurs extensifs, contribue au freinage de la croissance du revenu national.

5° **Barrage de l'exportation**, c'est-à-dire l'équilibre précaire de la balance des paiements du commerce extérieur, causé par l'accroissement des importations en provenance des pays capitalistes, et l'incapacité d'exporter de l'industrie de transformation. 18 % de la production de l'industrie mécanique sont destinés à l'exportation, mais le marché capitaliste n'en absorbe que 4 % (et le marché des pays les plus développés de l'Ouest, à peine 1 %) — alors que les transactions avec ces pays constituent environ 39 % de la totalité des transactions du commerce extérieur, et que la balance des paiements est particulièrement précaire dans cette branche. Ceci est lié au fait que l'industrie ne réalise pas ses plans d'exportation, au bas niveau technique et à la médiocre qualité des produits. En raison de leur qualité médiocre et du prix de revient trop élevé des matières premières, ces produits ne trouvent pas d'acheteurs ou bien sont vendus de telle sorte que les coûts de production excèdent le prix des marchandises achetées à l'étranger. On rattrape le déficit de l'exportation industrielle par l'augmentation des exportations de matières premières, combustibles et produits alimentaires, ce qui est le type d'exportation le moins rentable. Ainsi, non seulement on diminue le revenu national à partager, mais on aggrave le déficit en matières premières et combustibles (c'est-à-dire le barrage des matières premières) ainsi que le déficit en produits alimentaires sur le marché intérieur (c'est-à-dire le barrage inflationniste).

Les symptômes de la crise économique énumérés dans les paragraphes 3, 4 et 5 découlent au fond des mêmes causes, nous les analyserons donc ensemble.

Souvent, on situe ces causes dans le **fonctionnement** défectueux de l'économie, dans des imperfections du système des stimulants, des moyens de mesure ou des indices du système de gestion. Les entreprises sont intéressées à réaliser les indices directionnels et plus précisément l'indice de base qui, dans notre pratique économique, se trouve être généralement la valeur de la production globale établie dans le plan. On réalise le plan d'autant plus facilement qu'il est fixé à un niveau inférieur aux possibilités de production de

l'entreprise (c'est-à-dire sans prendre en considération les réserves), en produisant surtout des biens dont les prix dépassent sensiblement les coûts de production (ce qui assure bien « une accumulation élevée ») ou bien en choisissant des assortiments qui — pour une quantité de travail moindre — assurent une grande valeur globale, en d'autres termes, des assortiments qui nécessitent une grande quantité de matières brutes. L'amélioration de la qualité, la baisse des coûts en matériaux, le progrès technologique, bref, tout ce qui augmente la part du travail et diminue la quantité de matières premières dans la valeur du produit final, rend plus difficile la réalisation du plan quantitatif de production globale. Les modernisations et les perfectionnements financés par l'entreprise créent le danger d'un dépassement de l'indice du fonds salarial, ou de la non-réalisation du plan quantitatif. D'où le gaspillage des matières premières, la non-adaptation de la production aux besoins, la qualité médiocre, les difficultés d'application des progrès techniques, la fuite devant la production pour l'exportation et la faible efficacité de l'exportation industrielle. La faute réside — selon les uns — dans l'indice de la production globale qui agit comme un anti-stimulant et, selon les autres, dans le système de gestion centralisée qui — non seulement crée des anti-stimulants — mais encore paralyse l'initiative de la direction et du personnel ouvrier, donc en même temps les facteurs intensifs de l'expansion.

Nous avons déjà vu que le système centralisé de gestion était l'expression des rapports de production existants; il ne peut être changé de façon totale dans le cadre de ces rapports. Les sources de la crise énumérées plus haut ne sont-elles pas plus profondes, et la réforme des indices dans le cadre des rapports de production actuels permettra-t-elle de vaincre cette crise? Voilà ce que nous proposons d'examiner par la suite.

Tout d'abord, il n'est pas vrai que les directions et le personnel ouvrier des entreprises n'aient aucun champ d'initiative, ils en ont et ils le manifestent. Pour un organisme central, il n'est guère possible de décider de tout; il est encore plus difficile de contrôler et de diriger l'exécution de toutes les directives particulières et même de tous les indices directionnels — il n'est pas possible de considérer une entreprise sous vingt points de vue différents. Donc, aussi bien les directions que le personnel ouvrier font preuve d'initiative. L'ouvrier tente de baisser le rendement, de dissimuler les réserves existantes dans son rayon pour retarder une révision des normes du travail ou pour, à l'occasion, arriver à fabriquer pendant les heures de travail, et à titre personnel, une « perruque »; il sacrifie la qualité afin de réaliser plus facilement les normes et, agissant « dans l'intérêt de l'entreprise », le contrôle technique acceptera le produit de mauvaise qualité, l'essentiel étant de sauver la réalisation du plan quantitatif. Les directions, quant à elles, dissimulent les réserves de l'entreprise afin de recevoir un plan modeste à réaliser, choisissent des assortiments qui nécessitent de grosses quantités de matière brute ou une grande accumulation afin de satisfaire plus facilement le plan, évitent la production pour l'exportation ou celle qui exige une grande quantité de travail. De même elles évitent — lorsque c'est aux frais de l'entreprise — tout progrès technologique, tout perfectionnement ou modernisation. Toute cette initiative sociale et de masse qui tend vers la réalisation apparente (illusoire) des directives du plan établi par la bureaucratie,

est au fond, dirigée contre ces directives qui expriment en termes d'indices directionnels le but de la production. Elle est donc dirigée contre le but de classe de la production. Comme toute initiative sociale, elle constitue une activité consciente tendant à réaliser les buts et les intérêts propres d'un milieu donné. C'est alors que la technocratie parle « d'intérêt de l'entreprise », intérêt qui exprime avant tout le sien, mais constitue néanmoins une plate-forme de compromis avec le personnel ouvrier qui donne à tous des facilités pour « se débrouiller » dans le cadre des rapports de production et de gestion actuels. Il s'agit donc finalement de la contradiction entre le but de classe de la bureaucratie dominante — la production pour la production — et les intérêts des groupes qui jouent un rôle essentiel dans la production, visant à rendre maximum leur consommation, et non pas d'une contradiction entre les directives du plan et ces anti-stimulants apparus à la suite d'un choix malheureux d'indices. Ainsi, il s'agit, en fin de compte, de la contradiction entre le but de classe de la production et la consommation, contradiction qui a pour cause les rapports de production et non pas un fonctionnement défectueux du système de gestion.

Cette contradiction, inséparable des rapports de production, est apparue dès l'instauration de ces rapports et avec elle, tous les symptômes déjà décrits : le gaspillage des matières premières et des combustibles, l'inadaptation de la production aux besoins (qui défavorise considérablement l'exportation), la qualité médiocre, le freinage du progrès technique et du progrès dans le domaine de l'organisation, la non exploitation des facteurs intensifs de la croissance économique, etc. Mais au cours de l'industrialisation primitive, le but principal était de construire la base industrielle et d'employer la main-d'œuvre libre ; c'était donc la production pour la production et la voie extensive du développement. Toute, ou presque toute production nouvelle, qui visait l'accroissement de l'appareil productif, était un succès, le système assurait l'expansion et, par conséquent, ses contradictions devenaient un problème secondaire. Mais dès lors que l'appareil de production élargi a absorbé les réserves de main-d'œuvre libre, la pleine exploitation du potentiel construit et l'augmentation du rendement sont devenus des problèmes majeurs. Dans ces conditions, la stagnation des facteurs intensifs de la croissance économique (l'inadaptation de la production aux besoins, la qualité médiocre, le freinage du progrès technique et du progrès dans le domaine de l'organisation) devient un frein et, donc, un problème d'une importance primordiale. Les disproportions et les contradictions du système se sont révélées avec éclat au moment où est apparue **la contradiction entre le potentiel économique développé et le bas niveau de la consommation sociale**. C'est donc cette contradiction qui constitue la raison profonde de la crise et de tous ces symptômes.

Certains demandent le remplacement de l'indice principal de la production brute par l'indice de la production nette. On propose également, ce qui va encore plus loin, de faire de la rentabilité un indice principal. Que peut-on espérer d'une telle réforme s'opérant dans le cadre des rapports de production et de gestion actuels ? Probablement un peu plus d'économie dans l'exploitation des matériaux et des combustibles. Mais les contradictions essentielles ne seront pas éliminées. L'entreprise va comme avant dissimuler ses réserves, afin de recevoir un indice principal faible, plus facilement

réalisable. Et, comme avant, elle choisira la production d'assortiments nécessitant une accumulation élevée, afin de garantir une réalisation du plan plus facile, elle poursuivra sa tendance à produire une qualité médiocre afin de réaliser l'indice directionnel — qui, par sa nature, est toujours quantitatif. Alors, l'inadaptation des assortiments et de la qualité aux besoins subsistera, avec toutes ses conséquences dans le domaine du commerce extérieur. Car, seul l'acheteur, donc en fin de compte le consommateur, est à même d'évaluer le degré d'adaptation de la production à ses besoins : ceci s'avère impossible pour un centre de décisions économiques, qui seul, et indépendamment du marché, établit les prix et juge l'entreprise selon la réalisation d'indices directionnels imposés par l'organisme central et qui ne peuvent qu'être quantitatifs. Le progrès technologique, la modernisation et tout perfectionnement financé par l'entreprise seraient en contradiction avec son intérêt ; les facteurs qui freinent le progrès dans le domaine technique et dans celui de l'organisation, c'est-à-dire les facteurs intensifs de la croissance, seraient loin d'être supprimés.

On voit donc que les symptômes de la crise décrits dans les paragraphes 3, 4 et 5 (les gaspillages du surplus économique, la non exploitation des facteurs intensifs, et le barrage des exportations) découlent également des rapports de production et ne peuvent en fait être supprimés dans le cadre de ces rapports. Mais faisons un instant l'hypothèse abstraite que la bureaucratie réussisse cette opération. Au cas où se seraient maintenues les relations économiques actuelles (la tendance à la production pour la production), la crise aurait revêtu la forme décrite au début de ce chapitre.

Toute la partie gaspillée du surplus économique serait reconvertie en nouveaux moyens de production, dont l'exploitation — conformément aux buts de classe de la production — entraînerait une augmentation considérable de l'accumulation tout en repoussant la consommation en-dessous du niveau socialement indispensable : d'où l'apparition du barrage inflationniste, qui rendrait impossible la croissance des investissements, paralysant de ce fait l'exploitation des nouveaux moyens de production. La crise se serait alors ramenée à ce qui constitue son essence, à savoir la contradiction entre le potentiel économique développé et le bas niveau de la consommation sociale. On voit ainsi que le gaspillage du surplus économique, la non exploitation des facteurs de croissance, ne sont que les différentes formes sous lesquelles se manifeste cette contradiction principale.

Ainsi, toute réforme perfectionnant le fonctionnement de l'économie, même si son application était possible, ne serait capable de supprimer la crise que si elle s'accompagnait du changement du but de classe de la production, c'est-à-dire du passage à la production pour la consommation. Existe-t-il à l'heure actuelle des réserves économiques importantes permettant d'atténuer la crise ne serait-ce que pour une période limitée ? De telles réserves existaient vers le milieu des années cinquante, à l'époque où l'achèvement de la réalisation des objectifs principaux de l'industrialisation primitive avait mis en évidence la contradiction entre le potentiel de production développé (l'appareil productif dans l'industrie avait triplé depuis 1949) et le bas niveau de la consommation sociale ; c'est-à-dire au moment où la crise économique du système venait seulement de commencer.

La source essentielle de ces réserves provenait des grands

investissements entrepris au cours de la période précédente. Leur réalisation entrait dans sa phase finale au cours des années 1956-1959. Ces grands investissements devenaient alors rentables, ce qui permettait d'obtenir des accroissements relativement élevés du revenu national, tout en diminuant la part de l'accumulation et en augmentant celle de la consommation.

L'agriculture représentait une deuxième source de réserves particulièrement importante au point de vue du niveau de la consommation. Grâce à l'industrialisation, une quantité importante de gens inutiles à la campagne était passée dans les villes — ou tout au moins — avait trouvé un emploi dans le secteur urbain. L'assainissement de la situation démographique des campagnes a eu pour conséquences l'amélioration de la structure agraire et l'accroissement des revenus de la majorité des propriétés paysannes. Les possibilités de la croissance de la masse des produits et du rendement agricoles étaient donc créées. Mais dans les conditions de la politique stalinienne, qui consistait à arracher de force tout leur surplus aux paysans, qu'on menaçait d'autre part d'expropriation collective, ces possibilités de croissance n'étaient pas exploitées — car l'accroissement de la production ne présentait aucun intérêt pour le paysan. Le changement de politique agraire marqué par la renonciation à la collectivisation forcée, a, à la fois, créé des conditions qui permettent la rentabilité de la production au moyen d'un système de drainage de surplus moins sévère — c'est-à-dire des concessions au profit des paysans — et permis l'exploitation des réserves ; on a ainsi assisté à une croissance rapide de la production agricole, sans efforts d'investissements importants de la part de l'Etat, et sans changement radical de la base technique de l'agriculture.

C'était donc dans les deux cas des réserves pour l'accroissement de la consommation. Seulement la mise en service de ces réserves impliquait une augmentation importante du fonds de la consommation. C'était, pour la bureaucratie, un mal nécessaire, une concession qui devait lui permettre de conserver le pouvoir et sa domination de classe dans les conditions de la crise sociale et politique de ces années orageuses. Sur le plan politique, la raison de la mise en exploitation de ces réserves doit se situer dans le cadre de la révolte générale contre les formes staliniennes de la dictature ; il ne faut pas oublier, en tout premier lieu, bien sûr, la pression de la classe ouvrière. Ceci donna comme résultat une augmentation du salaire réel moyen de 30 % et un changement de la politique agricole qui permit un accroissement des revenus de la paysannerie.

Les concessions faites au profit de la consommation ont eu comme résultat une atténuation temporaire entre le potentiel de production développé et le bas niveau de la consommation sociale. C'est ici qu'il faut chercher la cause principale de l'amélioration de la situation économique au cours des années 1956-1959. Mais les réserves qui fournissaient les moyens de l'augmentation du fonds de la consommation avaient leurs racines dans la période précédente ; autrement dit, dans la phase de l'industrialisation intense. Le système, au moment de sa crise, ne produisait plus ces réserves ; quant à celles qui restaient de la période précédente, elles devaient s'épuiser à la longue.

A la fin du quinquennat 1956-1960, les forces productives dont la construction avait été entreprise au cours des années antérieures,

ont été entièrement mises en service, il fallait donc — afin que l'expansion puisse se poursuivre — soit augmenter les rendements, soit accroître les investissements. C'est également au cours de cette période que l'agriculture a atteint le plafond de l'accroissement de sa production, sa base technique, sa structure et le taux de prélèvement de l'Etat étant donnés. Dans les années 1956-1958, la production agricole s'est accrue de 15 %, alors que dans les années 1959-1960 elle ne s'est accrue que de 5 % ; aujourd'hui, c'est à peine si elle peut suivre l'accroissement de la population. La stagnation de la production agricole est devenue un barrage pour la croissance de la consommation.

Pour obtenir une victoire durable sur la crise, il aurait fallu opérer un changement radical dans les proportions de l'expansion et des investissements : il fallait se diriger vers la modernisation et le remaniement de la base technique de l'agriculture, ainsi que vers une croissance rapide et constante de la production industrielle des biens de consommation. En bref, il fallait changer le but de la production. Cependant, au cours des luttes de classes des années 1956-1957, la bureaucratie a réussi à conserver le pouvoir politique et sa domination, tout en obtenant pour les années 1958-1959 une stabilisation de sa dictature de classe. Les rapports de production, sur lesquels est fondée sa domination, de même que le but de classe de la production ont été conservés. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'après l'épuisement des réserves économiques qui ont permis la stabilisation, au commencement même du quinquennat actuel la crise économique entre dans sa phase de maturité. Le système ne dispose plus aujourd'hui d'aucune réserve importante ; et quant aux difficultés, elles ne découlent plus d'une politique agraire stalinienne, ni, par exemple, de la nécessité de construire rapidement — et à partir de ses bases — une industrie d'armement. La crise économique se ramène directement à la crise des rapports de production.

Par conséquent, il n'existe plus de moyens pour atténuer la crise. Bien au contraire, tout développement nouveau de l'industrie dans les conditions de la production pour la production doit aggraver la contradiction entre le potentiel de production développé et le bas niveau de la consommation, nourrissant de ce fait le développement de la crise.

Le programme d'investissements pour les années 1966-1970 prévoit la création d'environ 1,5 million de nouveaux emplois pour tenir compte de la « poussée démographique » (il en faudrait davantage pour assurer le plein emploi) et les dépenses d'investissements de 830 à 840 milliards de zlotys. Ceci signifie une nouvelle augmentation de près de 20 % des investissements par rapport au revenu national. Malgré de si grandes dépenses, l'accroissement du revenu national prévu par le plan s'évalue à 30 % pour les cinq ans ; ceci signifie que, déjà en établissant le plan, la bureaucratie tient compte de l'action freinante du système : au cours de la période du plan de six ans, le revenu national s'était accru de 74 %, l'emploi de 2,4 millions de postes, et ceci avec des investissements de 319 milliards de zlotys — prix 1961. Le compte rendu du Comité Central du Parti Unifié Ouvrier Polonais au IV^e Congrès, montre que le plan se fonde sur l'hypothèse de la stabilisation des salaires réels ; autrement dit, les dimensions du fonds d'accumulation sont fixées à la limite même du barrage inflationniste. Cependant, l'expérience montre que la

réalisation effective du programme d'investissements exige des dépenses sensiblement supérieures à celles prévues par le plan. Par conséquent, ou bien on ira au-delà du barrage inflationniste, ce qui repoussera les salaires réels bien en-dessous du minimum socialement indispensable, ou bien ne se réalisera pas le programme d'investissements, ce qui provoquera un nouveau ralentissement de la croissance du revenu et un accroissement dangereux du chômage. Dans un cas comme dans l'autre, l'approfondissement de la crise est inévitable.

Les rapports de production, fondés sur la propriété bureaucratique, se sont transformés en lourde chaîne pour le développement des forces productives ; tant qu'ils subsisteront, chaque jour, la crise ne fera que s'aggraver. La seule et inévitable solution de cette crise est l'abolition de ces rapports de production, et, par cela même, l'abolition de la domination de classe de la bureaucratie.

VI. LES RAPPORTS DE PRODUCTION DANS L'AGRICULTURE ET LA CRISE

Les rapports de production dans notre agriculture sont fondés sur la propriété paysanne individuelle et le monopole de l'Etat sur le marché (l'Etat est pratiquement le seul fournisseur des marchandises industrielles pour les besoins de la campagne et l'acheteur de la plus grande partie de la production agricole).

La production destinée au marché constituait en 1961 environ 60,8 % de la production nette des exploitations individuelles (on appelle production nette la partie du produit global qui reste, déduction faite des coûts matériels de production). La dépendance de l'exploitation agricole à l'égard du marché est grande étant donné qu'elle se compose d'une famille qui produit elle-même ses moyens d'entretien. Ceci peut résulter de deux raisons fondamentalement différentes : ou bien nous avons affaire à une entreprise agricole spécialisée, rationnellement dirigée qui destine toute sa production au marché ; dans ce cas, la consommation de la famille est satisfaite par l'intermédiaire du marché. Ou bien l'exploitation est à un bas niveau de développement et alors c'est la relation de prix défavorable pour la campagne qui existe entre les produits industriels et agricoles et la pression fiscale qui obligent la famille qui veut voir subsister son exploitation à restreindre sa consommation.

Selon les données des exploitations qui livrent leur comptabilité à l'I.E.R. (4) (et ce sont en général des exploitations sensiblement supérieures à la moyenne), les dépenses des familles paysannes pour l'alimentation, les habits et le linge croissent avec l'importance de l'exploitation. A part l'alimentation et l'habillement, il n'y a pas de différence notable dans les dépenses des différents groupes. Mais si on convient de soustraire des dépenses totales pour la nourriture, celle pour la viande, alors les différences deviennent frappantes : au cours des années 1961-62, la consommation en viande par personne dans une famille paysanne était, dans le groupe des exploitations de 3 ha au plus (44,6 % de la totalité des exploitations) de 26,2 kg ;

- dans le groupe de 3 à 7 ha (28,9 % de la totalité) de 27,7 kg,
- dans le groupe de 7 à 10 ha (12,7 % de la totalité) de 34,3 kg,
- dans le groupe de 10 à 15 ha (7 % de la totalité) de 39,3 kg, et
- dans le groupe au-dessus de 15 ha (2,8 % de la totalité) de 46,6 kg.

On se souvient que la norme A (à peine suffisante) prévoit 37 kg de viande et de charcuterie par personne et par an. Ainsi donc, plus de 85 % de familles paysannes qui, pourtant, sont les principales productrices de viande, en consomment au-dessous de la norme jugée

(4) Institut de l'Economie de l'Agriculture.

physiologiquement à peine suffisante. Il n'est alors pas étonnant que les différences de revenus impliquent en premier lieu des différences importantes dans la consommation de viande.

A part la viande, le deuxième article alimentaire dont la consommation varie fortement suivant les groupes se trouve être la pomme de terre. Généralement, la consommation de pomme de terre diminue quand le niveau de vie augmente. Mais dans les familles paysannes, c'est le contraire qui se produit. Au cours des années 1961-62, la consommation de pomme de terre pour un membre d'une famille paysanne était dans les exploitations de moins de 3 ha de 216 kg ; de 3 à 7 ha, 217 kg ; de 7 à 10 ha, 238 kg ; de 10 à 15 ha, 215 kg ; au-dessus de 15 ha, 269 kg.

Des données qui précèdent, on déduit que la dépendance de l'exploitation agricole vis-à-vis du marché n'est pas un moyen d'augmenter la consommation, mais au contraire implique **la limitation de la consommation de base de la famille paysanne.**

Qu'est-ce qui force une famille paysanne à limiter ainsi sa consommation personnelle ?

Premièrement, **une pression fiscale directe**, c'est-à-dire les impôts et les fournitures obligatoires. Bien sûr, les fournitures obligatoires sont payées mais à des prix environ deux fois plus bas que ceux du marché libre. En 1961, les exploitations qui donnaient leur comptabilité ont recueilli dans la totalité de leur revenu 7 % seulement provenant des fournitures obligatoires ; ce qui veut dire que l'Etat accapare gratuitement, à l'aide des fournitures obligatoires, 7 % de la valeur de la production destinée au marché d'une exploitation paysanne moyenne. Au cours de la même année 1961, les impôts constituaient 7,5 % des revenus de la production d'une exploitation agricole moyenne.

Deuxièmement, **la pression réalisée par le monopole de l'Etat** sur le marché. L'Etat est le **fournisseur** unique de tout ce qu'une exploitation paysanne achète sur le marché. Il est aussi acheteur. En 1961, 76 % des revenus de la production destinée à la vente (dans une exploitation moyenne) provenaient de la vente à l'Etat (dont les fournitures obligatoires constituaient 7 %). En dehors des fournitures obligatoires, l'Etat achète aux paysans leurs produits dans le cadre d'accords contractuels et d'achats non obligatoires, ceci à des prix qui sont de 30 % inférieurs à ceux du marché libre.

Qu'est-ce qui contraint les exploitations agricoles à vendre « de leur propre volonté » à l'Etat la plus grande partie de leur production à des conditions défavorables ?

Dans certaines régions, l'achat non obligatoire et les accords contractuels constituent la seule forme de vente. C'est pourtant un autre facteur qui joue le rôle décisif : la pression exercée par l'Etat en tant que monopolisant la fourniture d'objets d'origine industrielle et indispensables à l'exploitation agricole et à la famille. Seules les exploitations qui signent le contrat ont le droit d'acheter du charbon qui est indispensable à l'élevage (et c'est cette production qui fournit plus de 69 % des revenus d'une exploitation moyenne) ainsi que la possibilité réelle d'acheter des engrais.

C'est par ce monopole de l'Etat sur le marché que la bureaucratie dominante ouvre de façon artificielle « le ciseau des prix » et dépouille la campagne de ses surplus économiques. On parle beaucoup aujourd'hui, et à juste titre, du problème des ciseaux des prix — à savoir la relation de prix défavorable pour la campagne entre les produits industriels et les produits agricoles — en ce qui concerne la Pologne d'entre les deux guerres. Comparons les prix exprimés en kilos de seigle de certains articles industriels achetés par la campagne en 1927-1928 et en 1962.

Pour une charrue à un soc, le paysan payait, en 1927-1928, 100 kg de seigle ; à présent, il la paye 112 kg de seigle — prix du marché non obligatoire ou des contrats — (69 % des revenus provenant des ventes d'une exploitation moyenne) ou 73,3 kg — prix du marché libre — (24 % des revenus).

Pour 100 kg de superphosphate, le paysan payait avant la guerre 31 kg de seigle, alors qu'il les paye aujourd'hui 47 kg — prix du marché non obligatoire — et 31 kg — prix du marché libre.

Avant la guerre, une paire de chaussures lui coûtait 99 kg de seigle et maintenant, il la paye 133 kg — marché non obligatoire — ou 90 kg — marché libre.

Pour (5) de sucre, il payait 36 kg de seigle, maintenant il paye 53 kg — marché non obligatoire — et 36 kg — marché libre.

Entre-temps, le potentiel productif industriel s'est accru de six fois par rapport à 1928, le rendement s'est accru bien au-delà, et les coûts de production unitaires ont baissé plus que dans l'agriculture. Le maintien artificiel des prix de vente des produits agricoles, à un niveau aussi bas est l'outil majeur pour l'obtention des surplus économiques non par la voie de l'accroissement de la production agricole, mais par l'abaissement du niveau de consommation nécessaire de la population paysanne ; par ailleurs ceci limite les possibilités d'investissements des exploitations paysannes.

D'où provient cette tendance ?

On a vu (chapitre III) que l'achat du ravitaillement à la paysannerie constitue du point de vue de la bureaucratie une composante des dépenses pour l'achat de la force de travail des secteurs industriels et des services. On a vu également que la production pour la consommation (et c'est par la nature des choses le caractère de la production agricole) était, pour la bureaucratie, un mal nécessaire, la production pour la production étant le but. Ainsi du point de vue de la réalisation de ce but de classe, les dimensions de la production agricole se trouvent être déterminées par le niveau de l'emploi et du minimum d'existence, il ne s'agit donc pas de développer au maximum cette production, mais d'obtenir avec le minimum de dépenses le ravitaillement nécessaire à l'entretien de la force de travail employée dans l'industrie, le bâtiment, les communications et les services. Le système de drainage des surplus au moyen de l'abaissement des prix de vente des exploitations individuelles (donc la limitation de la consommation et des possibilités

(5) Chiffre illisible.

d'investissements de la paysannerie) est par conséquent un moyen de diminuer les dépenses pour la force de travail et découle du but de classe de la production. Ainsi l'exploitation du paysan est la conséquence de l'exploitation de l'ouvrier et est indissolublement liée aux rapports de production qui règnent dans l'industrie.

Malgré cela, le niveau de vie de la paysannerie est aujourd'hui en Pologne sensiblement supérieur à celui qu'il était entre les deux guerres. Il en est de même du rendement général en agriculture et surtout du rendement par personne. C'est la conséquence de l'industrialisation du pays qui a libéré la campagne de la principale plaie économique d'entre les deux guerres : des millions de personnes inutiles sont passées dans les villes ou tout au moins ont trouvé emplois et salaires hors de l'agriculture. Ceci a eu lieu pendant les années 1949-55 ; mais à cette époque, la politique agricole qui consistait à prendre par la contrainte les surplus et menaçait les paysans de collectivisation forcée, c'est-à-dire d'expropriation, ne permettait pas d'utiliser pour l'élargissement de la production agricole et de la consommation de la paysannerie les possibilités offertes par la suppression du surpeuplement.

En 1956, on a renoncé à la politique de collectivisation et on a changé également les formes du drainage de la campagne : la contrainte économique réalisée par le monopole de l'Etat sur le marché et les « ciseaux des prix » ont remplacé la contrainte administrative et policière. Cette concession incontestable, et accordée de mauvais gré, a permis à la campagne d'exploiter les réserves créées par la suppression du surpeuplement pour l'accroissement de la production et de sa consommation.

Mais la nature des rapports entre les producteurs paysans et l'Etat n'a pas changé. C'est toujours le drainage — par des méthodes différentes — des surplus économiques et l'obtention de la masse nécessaire de marchandises par la limitation de la consommation des familles paysannes et de ses possibilités d'investissement et non par la voie du développement de l'agriculture. D'ailleurs il ne pouvait pas en être autrement étant donné que les rapports de production dans l'industrie n'ont pas changé. C'est pourquoi la croissance de la production agricole devait s'arrêter — et s'est effectivement arrêtée — avec l'épuisement des réserves créées pendant la période du plan de six ans. Au cours des années 1956-60, la production agricole globale a augmenté d'environ 20 %, mais les 3/4 de cet accroissement correspondent aux années 1956-58. Pendant les dernières quatre années (1961-64) la production agricole suit à peine l'augmentation de population et ses variations occasionnelles revêtent la forme de cataclysmes économiques. On a donc de nouveau affaire à une stagnation, mais à la différence de la période 1949-55, aujourd'hui ne se créent plus de nouvelles réserves qui dans l'avenir pourraient servir de base à un développement rapide : le plan pour les années 1966-70 prévoit le maintien de l'emploi dans le secteur privé de l'agriculture au niveau actuel et une certaine diminution de la superficie totale des exploitations.

Aujourd'hui, la cause de la stagnation ne réside plus dans une « politique agricole inadéquate », c'est-à-dire dans une forme donnée du drainage de la campagne, mais dans le principe même du drainage des surplus, privant la campagne des bases matérielles de l'expansion. (Le Fonds du Développement de l'Agriculture ne change rien à ce

fait : par exemple, le prix de l'hectare labouré par un tracteur du Cercle Agricole est selon le barème de 220 zlotys, soit 100 kg de seigle — prix du marché non obligatoire — ou bien la valeur d'une charrue à un soc. Pour la plus grande partie de la campagne, cette voie de mécanisation est trop coûteuse : pendant les années 1959-62, le Fonds du Développement de l'Agriculture fut exploité à 22 % environ). Ainsi la crise de l'agriculture découle directement des rapports de production actuels.

Quelles sont les perspectives pour l'avenir ? Pour répondre à cette question, il nous faut prendre en considération un facteur dont nous avons fait abstraction jusqu'à maintenant quand nous avons parlé des relations entre les producteurs paysans et l'Etat, à savoir la division de la paysannerie en couches différentes.

En 1960, les petites exploitations (entre 0,5 et 5 ha) constituaient 52,5 % du total (parmi lesquelles les exploitations de moins de 3 ha représentaient plus de 40 %) et occupaient 27,5 % de la superficie cultivée.

Les exploitations de plus de 10 ha constituaient 10,7 % de la totalité et occupaient 32,6 % de la surface exploitée : parmi celles-ci les exploitations les plus grandes (plus de 15 ha) doivent occuper une place importante, mais le G.U.S. ne donne aucun renseignement à ce sujet.

Pour 100 petites exploitations, on compte 87,5 têtes de bétail et 23,3 chevaux, alors que pour 100 exploitations de plus de 15 ha on compte 590 têtes de bétail et 216,2 chevaux. De plus, pour 100 villages étudiés en 1962 par l'Institut de l'Economie de l'Agriculture, on comptait 98 tracteurs privés, et ceci uniquement dans les exploitations de plus de 15 ha. Les données sur la structure et l'équipement des exploitations sont l'embryon de rapports capitalistes-fermiers. Cependant, le processus de concentration des propriétés est extrêmement lent et le travail journalier ne joue qu'un faible rôle : à peine 3 % des exploitations l'utilisent (300 jours par an au plus). Pourquoi en est-il ainsi ?

Les conditions pour qu'une exploitation de type capitaliste se réalise sont les suivantes :

- 1° les propriétés les plus grandes doivent disposer de moyens d'accumulation suffisants ;
- 2° il doit exister une offre abondante de terre à bon marché provenant de la faillite des petites exploitations ;
- 3° il doit exister une offre abondante de force de travail bon marché à la campagne.

Au cours des années 1950-55, l'exploitation de la campagne s'exprimait principalement par les fournitures obligatoires et les impôts, c'est-à-dire des charges croissant avec l'importance de l'exploitation agricole. Si l'on ajoute à cela la politique anti-koulak, les grosses exploitations étaient privées de possibilités d'accumulation et même acculées à la faillite.

Après 1956, le drainage de la campagne s'est effectué principalement à l'aide des ciseaux des prix dont l'ouverture était déterminée par le monopole de l'Etat sur le marché. C'est une forme d'exploita-

tion qui pèse uniformément sur chaque producteur et qui est par conséquent plus facile à supporter pour les exploitations les plus riches qui se sont emparées des moyens d'accumulation, et plus difficile à supporter pour les plus pauvres. Si la masse des petites exploitations (52,5 % du total) se voient privées de leurs sources de revenus extra-agricoles dans les conditions d'une large ouverture des ciseaux des prix, alors elles ne supporteront pas les charges fiscales et ce sera la faillite. Ceci aura pour résultat l'apparition d'une offre abondante de terre et de force de travail à bon marché, ce qui est indispensable à une exploitation capitaliste de la terre.

Ce qui sauve la masse des petites exploitations de la faillite et freine l'instauration de rapports capitalistes à la campagne, c'est le travail salarié des paysans dans les entreprises de l'Etat. Ce qu'on appelle les paysans-ouvriers constitue 26 % environ des salariés de l'économie nationalisée tandis que leurs exploitations constituent 45,5 % des exploitations individuelles agricoles du pays. C'est par cette voie, autrement dit par l'emploi dans l'industrie de gens habitant toujours la campagne et possédant de petites exploitations agricoles, que s'est effectuée dans une large mesure la liquidation de l'excédent de force de travail.

Les réductions d'horaire qui se sont produites au cours des dernières années dans les entreprises industrielles ont démontré que ces paysans-ouvriers forment un groupe particulièrement soumis aux dangers de licenciement. En même temps, on a pu constater en 1962, pour la première fois depuis les vingt années d'après guerre, une baisse de 15 % du prix de la force de travail à la campagne.

Le programme des investissements pour les années 1966-70 prévoit la création de 1,5 million de nouveaux postes de travail. Mais même la réalisation effective de ce plan ne pourrait équilibrer l'accroissement de la population en âge de travailler. Dans les conditions du chômage et d'une pression importante sur le marché du travail, il est facile de prévoir que la priorité de l'emploi sera accordée aux habitants des centres industriels et que, par contre, les paysans-ouvriers seront les premières victimes des réductions. C'est pourquoi le maintien du niveau de l'emploi dans l'agriculture privée apparaît comme utopique, quand bien même le plan serait réalisé. Encore que cette dernière hypothèse nous paraisse invraisemblable, car, comme d'habitude, le fonds d'investissement prévu par le plan s'avèrera certainement insuffisant pour la réalisation du programme matériel d'investissements; cependant, ce fonds étant fixé à la limite du barrage inflationniste, son dépassement peut avoir de graves conséquences; et la perspective de la non réalisation du programme matériel des investissements signifie une hausse violente du chômage et donc en premier lieu des licenciements massifs de paysans-ouvriers.

Comme nous l'avons déjà vu, le pourcentage élevé de paysans-ouvriers est le signe d'une détente démographique à la campagne et également un facteur favorable à la masse des petites exploitations; c'est encore un obstacle principal qui s'oppose à l'établissement de rapports capitalistes. Par conséquent, la crise croissante de l'industrie va inévitablement entraîner une nouvelle apparition d'excédent de main-d'œuvre à la campagne (le licenciement de paysans-ouvriers) et la faillite de nombreuses petites exploitations. Ceci signifie un retour partiel au surpeuplement de la campagne (donc une régression

par rapport aux acquisitions de la campagne dans la période d'industrialisation), ainsi que la création de conditions pour la transformation des exploitations les plus riches en fermes capitalistes.

Comme on le voit, la crise de l'économie agricole est étroitement liée à la crise économique dans le secteur de la grosse industrie et ne peut, dans le cadre des rapports de production actuels que s'approfondir. La seule façon de combattre victorieusement la crise dans l'agriculture aussi bien que dans l'économie tout entière, s'avère être l'abolition des rapports de production sur lesquels se fonde la domination de classe de la bureaucratie.

VII. LA PREMIERE REVOLUTION ANTIBUREAUCRATIQUE

1956-1957

Notre texte devait comporter un chapitre consacré à l'analyse des luttes de classe au cours des années 1956-1957. A cause de l'intervention des organes du M.S.W. (6), nous n'avons pas eu le temps de l'écrire. Mais comme il a une importance considérable pour l'intelligence de notre position politique et que de plus notre essai de réflexion sur les événements d'Octobre et sur les causes de la chute de la tendance de gauche ainsi que sur la défaite de la révolution de 1956 a été le point de départ de l'évolution de nos idées, nous considérons qu'il est souhaitable de présenter brièvement les thèses fondamentales du chapitre non écrit.

C'est pendant les années 1950 qu'a éclaté la crise internationale du stalinisme, première phase de la crise générale de la dictature de la bureaucratie. Ceci eut pour conséquence les premières manifestations révolutionnaires de la classe ouvrière : la grève générale en R.D.A., les manifestations et les combats de rue du 17 Juin 1953 à Berlin, une série de grèves dans les camps de concentration en U.R.S.S., les événements de Juin 1956 à Poznan et les premières révolutions anti-bureaucratiques en Pologne et en Hongrie.

L'origine économique des événements de cette période était le commencement de la crise économique du système. Dès que s'est achevée l'étape de la construction de l'infrastructure économique et l'emploi des excédents de force de travail, est apparue la contradiction entre le potentiel productif développé et le bas niveau de la consommation sociale. Dans ces conditions, pour la majeure partie de la société, les perspectives d'amélioration de leur existence cessaient d'être liées au passage des classes et couches inférieures vers les classes et couches plus favorisées matériellement et socialement ; elles dépendaient maintenant de l'amélioration des conditions matérielles, sociales et culturelles de leur propre milieu. L'intérêt spécifique de la classe paysanne privée par la force de ses surplus, de la classe ouvrière payée à un salaire de famine, des surveillants du travail exploités à des salaires relativement bas et sans pouvoir de décision, se ramenait dans chacun des cas à une certaine forme de l'augmentation de la consommation ; ce qui était contradictoire avec le but de classe de la production de la bureaucratie.

Ainsi, dès lors que tous ces intérêts de classe particuliers ont pris une importance décisive dans la pratique économique et sociale et dans la conscience des individus, toute la société s'est trouvée en conflit avec la bureaucratie dominante. Le système stalinien de dictature policière absolue qui avait pour but de priver toutes

(6) Organes de la Sécurité.

les classes et couches sociales des possibilités de formuler leurs intérêts propres et de lutter pour leur réalisation, est alors devenu l'objet d'une haine générale et a provoqué la révolte au lieu d'assurer la soumission. Il a cessé d'être un outil efficace de la domination de la bureaucratie et par conséquent le maintien ultérieur de cette forme de dictature était sans objet. Vint alors le temps du XX^e Congrès.

Comme la crise sociale était apparue dans la première phase de la crise économique du système, l'industrie disposait encore de réserves considérables créées au cours de la période de l'industrialisation primitive. On les a mentionnées dans les chapitres précédents : on se souvient que c'était des réserves destinées à la consommation, et leur mise en circulation a découlé de la menace qui pesait sur le pouvoir et de la pression directe de la classe ouvrière. Mais le fait même de l'existence de ces réserves a permis une stabilisation temporaire et donné la possibilité d'une réforme interne au système ; et par ce fait, la bureaucratie a trouvé un moyen objectif de maintenir et affermir sa domination de classe.

L'exploitation de ces possibilités demandait un certain délai. C'est pourquoi dans les pays où la révolution a éclaté, la bureaucratie a dû maintenir son pouvoir à court terme par des moyens politiques, dans le but d'atteindre à long terme la stabilité du système en s'appuyant sur les réserves économiques.

La bureaucratie hongroise a été sauvée par l'intervention armée soviétique et ceci d'autant plus facilement que le coup d'arrêt subi par la révolution en Pologne, le retard de la crise sociale en U.R.S.S., et l'absence de situation révolutionnaire en Tchécoslovaquie ont causé l'isolement de la révolution hongroise.

En Pologne, la bureaucratie a maintenu son pouvoir à l'aide de moyens pacifiques. Pour quelles raisons ?

L'issue de la révolution est déterminée par le combat des deux classes sociales essentielles : la classe ouvrière et la bureaucratie. Les événements de Poznan ont démontré suffisamment clairement que ce sont là les deux forces principales du conflit. L'aboutissement de la révolution est conditionné par l'hégémonie de la classe ouvrière, force anti-bureaucratique la plus puissante et la plus conséquente.

Pour que la classe ouvrière soit capable de jouer le rôle dirigeant, elle doit être consciente de ses propres buts et les formuler dans un programme politique ; elle doit organiser — en tant que classe luttant pour le pouvoir — son propre parti (ou ses propres partis).

L'embryon de l'avant-garde politique du mouvement des masses ouvrières aurait pu être ce qu'on a appelé la gauche d'Octobre, courant politique composé en grande partie des dirigeants naturels de l'opinion des milieux ouvriers, jeunes et intellectuels. La gauche se distinguait du courant libéral essentiellement par ses positions à l'égard des Conseils Ouvriers dans lesquels elle voyait la base des nouveaux rapports de production et l'ossature du nouveau pouvoir politique. C'était cependant un courant hétérogène. La gauche ne s'est pas séparée du courant technocratique dans les Conseils Ouvriers (la revendication de gestion de l'entreprise par les Conseils ne dépassait pas le cadre du programme de la technocratie) ; elle ne

s'est pas séparée non plus de la bureaucratie libérale dans le jeu politique à l'échelle nationale. Elle ne s'est pas démarquée nettement du front social anti-stalinien en tant que mouvement spécifiquement prolétarien. Dans cette situation, la gauche n'était évidemment pas capable de formuler son propre programme politique, de le propager de façon organisée dans les masses, de former des partis. C'est ce qui a fait défaut à la gauche pour pouvoir se transformer en une force politique autonome et éviter de devenir une force d'appoint de gauche à la bureaucratie libérale au pouvoir.

Le 8^e Plénum du C.C. du P.Z.P.R. (7) fut une victoire de l'aile libérale au sein de la bureaucratie. Cette aile se proposait d'atténuer la crise sociale et de stabiliser le système à l'aide de sa réforme interne et de concessions économiques, prenant la tête du mouvement de masse pour le maintenir dans les limites inoffensives pour le système.

On a choisi une direction qui soit populaire et on a présenté une plate-forme qui contenait des réformes et des promesses, ce qui était indispensable aux fins de la bureaucratie. La renonciation à la collectivisation et le changement de la politique agricole ont rejoint les aspirations de la campagne (bien que ceci réponde le plus aux intérêts des paysans riches) ; l'élargissement de la marge laissée à l'initiative privée a répondu aux désirs de la petite bourgeoisie ; l'entente avec l'épiscopat supprimait un facteur important de tension politique et créait une nouvelle possibilité pour la propagande politique (l'accord électoral avec Wyszynski) ; la politique d'augmentation des salaires et des revenus des directeurs et des cadres, poursuivie de façon conséquente après Octobre, tendait à lier la technocratie au système ; la critique du plan de six ans et l'annonce d'une nouvelle politique économique ont éveillé un espoir général d'augmentation du niveau de vie ; et avant tout, c'est la question nationale qui a procuré de la popularité à la nouvelle direction : les masses étaient portées à considérer la souveraineté récemment conquise par la bureaucratie polonaise comme sa propre souveraineté. Par contre, on n'avait même pas promis à la classe ouvrière l'augmentation de salaire qu'elle a conquise par la suite. On a reconnu le fait accompli des Conseils Ouvriers dans les usines, mais on ne leur accordé aucun droit effectif, et la nouvelle direction de la bureaucratie s'est opposée, d'abord en cachette puis ouvertement, à leur développement.

L'Octobre 1956 fut cependant non seulement le mois du 8^e Plénum mais aussi le point culminant de la révolution. Dans les mois suivants, la nouvelle direction de la bureaucratie se trouvait totalement privée de moyens pour étouffer la révolution par la force. La seule possibilité pour la bureaucratie de conserver le pouvoir était d'acquérir la confiance et l'autorité pour la nouvelle direction, l'hégémonie sur les masses, par des manœuvres et des concessions jusqu'au moment où la stabilisation économique ferait diminuer la gravité de la crise sociale et où l'appareil du pouvoir récupérerait sa force de répression et son contrôle sur la société. La seule possibilité de développement de la révolution était la formulation d'un programme de classe prolétarien et l'organisation autour de lui d'un mouvement combattant le pouvoir de la bureaucratie libérale.

(7) Parti Ouvrier Unifié Polonais.

En ce moment décisif, non seulement la gauche n'a pas proposé un tel programme et organisé son propre parti, mais encore elle a prêté appui à la bureaucratie libérale, principale force contre-révolutionnaire. Toute l'autorité énorme dont jouissaient dans leur milieu les militants de la gauche a été transférée à la nouvelle direction. Ainsi la gauche a contribué au maintien du pouvoir de la bureaucratie et donc préparé sa propre mort politique et la défaite de la révolution. Au printemps 1957, à la tribune du 9^e Plénum, la direction de la bureaucratie pouvait déjà proclamer la « lutte sur les deux fronts » pour le rétablissement du monolithisme dans le Parti et condamner ouvertement la conception du développement des Conseils Ouvriers et du Congrès National des Conseils en les qualifiant « d'utopie anarchisante ». En automne 1957, la bureaucratie pouvait déjà passer à la bataille décisive. Elle a commencé par étouffer à l'aide de moyens policiers la grève des employés des trams à Lodz, elle a continué en fermant « Po Prostu », en faisant charger par la police les manifestations de rue massives à Varsovie (du 4 au 7-10-57), en liquidant la liberté de presse, en épurant le Parti, ce qui supprimait la liberté de discussion au P.Z.P.R. et lui rendait son caractère monolithique, et enfin en soumettant au printemps 1958 les Conseils Ouvriers moribonds au contrôle direct du Parti par l'intermédiaire des Comités d'Entreprises et à son contrôle indirect par celui de l'appareil des Syndicats (la création de ce qu'on appelle la Conférence des Sections Autonomes Ouvrières). Ainsi toutes les conquêtes d'Octobre qui dépassaient le cadre de la réforme interne du système ont été liquidées et la gauche d'Octobre définitivement brisée.

La mise en exploitation des réserves économiques et l'augmentation des salaires réels conquis par la classe ouvrière ont créé les bases de la stabilisation de la dictature réformée de la bureaucratie. Mais, comme on l'a déjà vu, ces réserves avaient un caractère temporaire ; les rapports de production n'ont pas changé, et c'est pourquoi, une fois les réserves épuisées, vers la fin du dernier plan quinquennal la crise économique est parvenue à maturité. Le système ne possédait plus de réserves économiques et de bases pour une manœuvre réformiste : les réformes qui ne remettaient pas en cause la nature de classe du régime avaient été épuisées. Avec le renouveau de la crise économique, commença la crise sociale générale.

VIII. LA CRISE SOCIALE GENERALE DU SYSTEME

L'histoire connaît de nombreux régimes fondés sur l'injustice qui ont duré pendant de longs siècles. Aucun régime n'est tombé pour la seule raison qu'il exploitait et opprimait les masses. Mais aucune classe ne peut conserver son pouvoir à long terme si elle s'appuie uniquement sur la contrainte à l'égard du reste de la société. Elle doit son pouvoir aux valeurs sociales du programme réalisé qui lui permettent d'imposer aux autres classes et couches sociales ses propres opinions, idées, autorité spirituelle, en un mot l'hégémonie. Si ceci fait défaut, même les baïonnettes ne feront rien à l'affaire.

Que doit assurer la classe dominante aux autres classes et couches sociales pour bénéficier de leur appui, qui est indispensable, et « s'assujettir les âmes » ? La possibilité de réaliser, dans le cadre du système, ce que chaque milieu estime être le minimum de prospérité : l'amélioration des conditions matérielles et culturelles du développement, les possibilités de promotion, etc... Le développement économique est la base de tout cela. Tant que les rapports de production sur lesquels se fonde la domination de classe de la bureaucratie favorisaient le développement rapide de l'économie, c'est-à-dire pendant la période d'industrialisation intense, la promotion sociale massive a amélioré la situation de millions de gens, élevé le niveau culturel de toute la société, assurant ainsi une assise sociale à l'hégémonie de la bureaucratie. Pendant la période de stabilisation qui suivit Octobre, la mobilisation des masses fut limitée, mais la classe ouvrière et presque tous les milieux sociaux avaient acquis un accroissement substantiel de leurs revenus. Aujourd'hui, c'est-à-dire à l'époque de la crise économique du système, que peut assurer la bureaucratie aux autres classes et couches sociales ?

La classe ouvrière, pour des raisons objectives, est l'ennemi principal de la bureaucratie. L'ouvrier se trouve tout en bas de la hiérarchie sociale. Des contremaîtres au premier ministre, tout le monde le domine, il ne domine personne. L'exploitation de l'ouvrier constitue la base matérielle du maintien du système et c'est pourquoi tout l'appareil du pouvoir et la contrainte sont dirigés en premier lieu contre la classe ouvrière et pour la protection politique de l'exploitation. C'était comme cela avant et c'est comme cela maintenant. Mais au cours des années 1949-55, et 1956-59, la situation des ouvriers s'est améliorée, bien que chaque fois de manière différente. Les statistiques officielles que nous avons déjà citées (voir chapitre III) montrent qu'au cours des années 1960-1963, le revenu moyen réel par tête dans une famille d'ouvriers d'industrie s'est accru de 2,6 %, c'est-à-dire de 0,6 % en moyenne par an.

Prenons en considération : 1° l'augmentation cachée du coût de la vie due aux changements intervenus dans l'assortiment des marchandises ; 2° le fait qu'au cours des dernières années la hausse des prix a frappé principalement les articles de premières nécessités

(qui absorbent la plus grande partie du budget des familles les plus pauvres) ; nous constatons alors qu'au cours des quatre dernières années, le niveau de vie de la classe ouvrière a eu tendance à baisser ; ceci se fait surtout sentir dans les familles qui n'ont pas bénéficié d'une promotion sociale ou dont le nombre de salariés n'a pas augmenté.

Comme nous l'avons déjà signalé, le plan pour les années 1966-1970 prévoit la création de 1,5 million de nouveaux emplois au prix énorme de 830 à 840 milliards de zlotys consacrés aux investissements. Cependant, selon le calcul des démographes (article de Holzer publié dans « Trybuna ludu » avant le 15^e Plénum du C.C. de P.Z.P.R.), l'accroissement de la population en âge de produire sera de 2 millions ; ceci signifie que même la réalisation du plan accuse un manque de 500.000 emplois. Au 4^e Congrès du Parti aucun accroissement des salaires réels n'a été promis ; mais à partir des données publiées (accroissement de la consommation individuelle de 28 % et accroissement de l'emploi de 18 %) on peut toutefois déduire que si le plan est parfaitement réalisé, le salaire réel moyen augmentera dans les cinq ans à venir d'environ 10 %, c'est-à-dire sensiblement de 2 % en moyenne par an. Cependant, comme l'a démontré le Professeur Kalecki, les promotions nécessaires au cours d'une année absorbent environ 2 % du fonds salarial. En même temps, l'éventail des salaires entre les ouvriers, les cadres supérieurs, les ingénieurs et le personnel technique s'ouvre ; au cours des années 1960-1963, le revenu réel moyen par tête dans les familles des cadres techniques de l'industrie s'est accru de 11,6 % et dans les familles ouvrières de 2,6 %, selon les statistiques officielles.

Dans le rapport du C.C. au 4^e Congrès du Parti, on a mentionné que les fonds d'investissements ont été établis de manière à pouvoir obtenir au moins « la stabilisation du salaire réel », donc à la limite du barrage inflationniste. Ce qui signifie que les salaires réels des ouvriers doivent légèrement diminuer au cours du prochain quinquennat si le plan est parfaitement réalisé.

Mais au cours des vingt années d'existence de la République Populaire Polonaise, jamais les investissements n'ont correspondu à la somme prévue et n'ont été achevés à temps. Rien n'indique que le quinquennat prochain constitue une exception à cet égard. La somme des 840 milliards de zlotys s'avèrera selon toute probabilité insuffisante pour la réalisation du programme matériel d'investissement, et l'échec de ce programme signifie l'accroissement aigu du chômage. Il faudra absolument trouver des moyens supplémentaires pour la réalisation du programme des investissements ; puisque ces moyens ne peuvent qu'être soustraits au fonds de consommation, contrairement aux hypothèses, les salaires réels ne seront pas stabilisés mais connaîtront une chute importante.

Les possibilités de compléter le fonds d'accumulation en abaissant les salaires réels sont cependant limitées par des considérations aussi bien politiques qu'économiques. Il est donc probable que le programme matériel d'investissements pour les années 1966-70 ne sera pas malgré tout réalisé ; et on n'arrivera pas à créer à temps les 1,5 million d'emplois nouveaux prévus dans le plan. Le nombre de personnes inemployées va donc dépasser le demi-million.

Les dimensions de ce chômage massif vont probablement pousser

les dirigeants de l'économie à employer une partie de ces gens malgré le manque d'emplois. Alors le fonds des salaires réels va augmenter mais pas la production. Ceci va provoquer une perturbation de l'équilibre du marché, la hausse des prix et un nouvel abaissement des salaires réels et malgré cela, des centaines de milliers d'individus en âge de travailler ne trouveront pas d'emploi.

Nous voyons donc que dans les conditions de maturation de la crise, le système, non seulement prive la classe ouvrière de perspectives d'amélioration de ces conditions matérielles mais encore s'avère incapable de lui assurer le simple maintien du niveau de son salaire et de son travail, autrement dit la sécurité de son lendemain.

En traitant la consommation sociale comme un mal nécessaire, la bureaucratie s'efforce de maintenir les salaires des nombreuses catégories de salariés dans les limites du minimum vital. Ceci ne concerne pas seulement les ouvriers de l'industrie, du bâtiment et des transports mais aussi la plupart des travailleurs des communications, les employés communaux et du commerce, de la santé, de l'enseignement et les petits employés de l'administration. Du point de vue de la situation matérielle et des perspectives pour l'avenir, toute cette masse de salariés mal payés ne diffère guère de la classe ouvrière. Ainsi donc, tout ce que nous avons dit au sujet des conditions matérielles d'existence de la classe ouvrière dans la période de la crise économique du système se rapporte également à la plupart des salariés des secteurs non-agricoles.

L'industrialisation a apporté une amélioration considérable aux conditions de vie sociale et culturelle de la classe ouvrière ; elle a favorisé la généralisation de l'enseignement et donné des possibilités de promotion pour les jeunes, par l'accès ouvert à tous de l'enseignement supérieur. Beaucoup de ces acquis — les logements d'Etat à bas prix, les soins médicaux gratuits, les services sociaux, etc. — constituent, étant donné le bas niveau des salaires ouvriers, une composante indispensable du minimum vital historiquement formé. Dans les conditions de la crise, la bureaucratie limite avant tout ses dépenses consacrées aux investissements consacrés « à l'homme », ce qui frappe principalement les catégories les plus pauvres de la population, la classe ouvrière, les salariés mal payés, la partie la plus pauvre de la paysannerie.

Malgré des conditions de logement particulièrement mauvaises, la Pologne occupe en Europe une des dernières places au point de vue de la construction de logement par habitant. De plus, on est en train de passer au système des coopératives de construction qui doivent fournir 60 % des logements du quinquennat à venir. Ainsi, les frais de construction passent de la charge du budget de l'Etat à celle des revenus privés de la population. Ceci signifie que les logements ne seront pas pour ceux qui en ont le plus besoin, mais pour ceux qui peuvent payer. Les chances d'avoir un logement d'Etat deviennent illusoires et un ouvrier dont le salaire suffit à peine à couvrir ses dépenses journalières nécessaires, n'a pas de quoi mettre sur le livret d'épargne-logement.

La limitation des dépenses pour la culture ainsi que l'augmentation du prix des services et des biens culturels crée une régression dans le domaine de sa diffusion. Le nombre des spectateurs dans les théâtres baisse, les tirages des livres et des périodiques — y

compris ceux des livres scolaires — ont diminué de façon impressionnante. Ceci est particulièrement ressenti par les familles ouvrières qui se trouvent au niveau du minimum vital, et pour lesquelles l'augmentation de prix des billets de théâtre ou de cinéma, des livres ou des périodiques, etc., signifie la renonciation à plusieurs biens culturels élémentaires.

La limitation des dépenses pour l'enseignement supérieur — surtout celles des bourses, des restaurants et cités universitaires — rendra l'accès à celui-ci plus difficile à la jeunesse ouvrière, paysanne et à celle des petites villes. Le pourcentage des fils d'ouvriers et de paysans dans les établissements supérieurs diminue: le barrage de l'argent limite leur droit à l'enseignement et, donc, leurs possibilités de promotion.

L'approfondissement de la crise aggrave inévitablement la condition de l'ouvrier sur les lieux de son travail. La menace du chômage qui apparaît fait croître l'arbitraire de la direction et des surveillants et facilite la pression officielle sur l'ouvrier. Jadis, le pouvoir aimait à endosser des bleus de travail, affichait volontiers son origine ouvrière, décorait les meilleurs ouvriers et se trouvait, par conséquent, gêné de payer le directeur dix fois plus qu'un ouvrier. Aujourd'hui, le pouvoir porte un costume élégant, les directeurs — qui extirpent bel et bien le surproduit du personnel ouvrier — sont les héros positifs de la construction du socialisme, et leur voiture et leur villa sont le témoignage éloquent du prestige social et des vertus civiques. Aujourd'hui, l'exploitation est manifeste et visible pour tout le monde, et son moyen n'est plus la propagande et l'enthousiasme obligatoire, mais ouvertement le fouet de la sanction économique, de la contrainte administrative, et dans le cas de tentatives organisées de résistance, la contrainte policière. Aujourd'hui, les syndicats prennent avec le gouvernement, et appliquent avec les directeurs, les décisions de licenciement de personnel (action « R » (8)).

Comme nous le voyons, la crise aggrave, non seulement la condition matérielle de la classe ouvrière, mais aussi sa condition sociale et culturelle; elle renforce son esclavage sur les lieux du travail, la prive entièrement de la possibilité de réaliser un intérêt même minime dans le cadre des rapports de production et des relations sociales actuelles.

Elle force la classe ouvrière à se dresser contre la bureaucratie et le système pour défendre le niveau actuel de son existence matérielle et culturelle.

De bon gré, la bureaucratie ne lui concéderait pas un zloty; de toute façon, dans les conditions de la crise et du manque de réserves, elle n'a plus rien à concéder sous la pression. Toute action de grève de grande ampleur doit, dans cette situation, se transformer en un conflit politique avec la bureaucratie. Pour la classe ouvrière, c'est le seul moyen de changer sa condition. Aujourd'hui, à l'époque de la crise générale du système, l'intérêt de la classe ouvrière, c'est la révolution: l'abolition de la bureaucratie et des rapports de production, la prise entre ses mains du contrôle sur son propre travail et le produit de celui-ci, le contrôle des buts de la production, c'est-à-dire l'instauration d'un système économique,

(8) = R = comme « redukcja ».

social et politique fondé sur la démocratie ouvrière. Les intérêts de la plupart des salariés, en raison de leur situation prolétarienne, rejoignent ceux de la classe ouvrière.

Pour la campagne, la crise signifie avant tout la réduction massive du nombre des paysans-ouvriers, ainsi que la réapparition de la surpopulation agricole, la perte d'une source de revenus extra-agricoles qui aidaient à vivre les familles des paysans pauvres, celles-ci étant les plus nombreuses chez nous — et qui permettaient aussi l'existence d'un grand nombre de petites fermes. Pour la majorité des paysans, cela ne veut pas seulement dire un manque de perspectives d'amélioration de leur situation matérielle, et la menace de disparition de leur propriété agricole. Seule une petite minorité peut y gagner : les plus riches fermiers, à qui l'offre d'une force de travail et d'une terre bon marché ouvrira la voie vers la capitalisation. Mais ce même groupe ressent aussi la pression fiscale du pays comme une limitation à ses possibilités d'accumulation et de développement capitaliste ; c'est pour cette raison que, bien que la politique soit en ce moment très douce pour eux, ils sont hostiles au système, ou, au moins, ne donnent pas leur soutien actif à la bureaucratie gouvernante.

Si toute la société est privée de perspectives, c'est la **jeunesse** qui le ressent le plus. Car ces perspectives constituent son avenir et sa vie. Le chômage est une calamité pour toute la classe, mais il l'est surtout pour les jeunes ouvriers arrivant à l'âge du travail. C'est avant tout pour eux que le travail manquera. Le développement de la construction en copropriété enlève à la majorité des citoyens les possibilités d'amélioration de leur habitat. Mais là encore ce sont les jeunes arrivant à l'âge du mariage et de la fondation d'une famille qui le ressentent le plus. C'est eux qui avant tout ne trouveront pas de logement pour vivre.

La menace de surpopulation de la campagne est un fléau pour la majorité de la paysannerie ; elle l'est surtout pour la jeune génération qui ne trouvera pas d'emploi dans l'industrie et ne pourra compter que sur une place de domestique dans la ferme des parents et des frères aînés. La limitation des fonds accordés à l'éducation est nocive au développement de la société tout entière, mais ceux qui sont le plus touchés, ce sont les jeunes paysans et ouvriers, ainsi que la jeunesse des petites villes qui, de cette manière, se voit privée des chances de promotion. Etant données les difficultés croissantes pour trouver une place dans la vie sociale, la jeunesse est, dans chaque milieu, le groupe le plus touché par la crise économique, sociale, idéologique et morale et constitue en même temps dans chaque milieu l'élément potentiellement révolutionnaire.

En apparence, il semblerait que la technocratie, en qualité de couche sociale liée à la classe au pouvoir par ses avantages et sa place dans la production constitue aujourd'hui le principal appui du pouvoir bureaucratique dans la société. Sans aucun doute, il en serait ainsi, si, dans le cadre du système existant, la technocratie pouvait réaliser ses aspirations naturelles. Avant 1956, c'était une couche de surveillants mal payés, dont les salaires étaient beaucoup plus bas que ceux attribués à la caste réduite des administrateurs spécialisés qui étaient au service du capital avant la guerre. Mais parallèlement à l'industrie, on a construit son cadre dirigeant et les

fauteuils directoriaux ont été occupés par une foule de gens qui doivent tout au système. La technocratie est aujourd'hui une couche stabilisée et consciente de ses intérêts. Elle a obtenu sa part de privilèges de haute consommation et en même temps elle s'oppose à la classe ouvrière par ses fonctions quotidiennes de surveillance et par ses aspirations à un « socialisme des directeurs ». Cependant, nous avons déjà vu (chapitre III) que le but de classe de la production dans le système actuel est étranger aux intérêts de la technocratie, et que lorsqu'elle a la possibilité de manifester sa propre initiative elle agit contre les buts déterminés par la bureaucratie. C'est ainsi que les technocrates sont privés — non seulement de la participation aux décisions économiques générales — mais aussi du droit de prendre des décisions importantes concernant leur entreprise et leur travail. Dans le système actuel, les technocrates ne peuvent être que des exécutants et des surveillants ; ils ne peuvent donc réaliser leurs aspirations. Ils proclament et soutiennent la revendication de décentralisation de la direction sur le modèle yougoslave, et tendent donc, en fait, à changer les rapports de production. Le mot d'ordre populaire dans ce milieu, « le pouvoir aux spécialistes », exprime autant le point de vue des directeurs sur ce que doit être la portée sociale de la démocratie dans leur socialisme que leur animosité envers le système existant et la bureaucratie politique dirigeante.

Nous voyons donc que les intérêts de la technocratie dépassent le cadre du système actuel et opposent cette couche à la bureaucratie dirigeante. Nous avons également vu qu'une majorité écrasante de la population — c'est-à-dire : toute la classe ouvrière, la plupart des petits salariés, presque toute la paysannerie (à l'exclusion des plus riches), la jeunesse — se trouve aujourd'hui dans le cadre du système, privée de perspectives de développement et d'amélioration de ses conditions de vie, et que la crise en pleine croissance détériore irrévocablement ses conditions sociales et culturelles. Dans cette situation, la bureaucratie n'a pas la possibilité d'imposer son hégémonie aux autres classes et couches sociales et se voit privée d'appui populaire. Par conséquent, elle doit réduire son pouvoir à la seule contrainte économique, administrative et policière, dévoilant de cette façon l'essence de classe de sa dictature. Le contrôle de la société par la police devient plus sévère, non qu'elle devienne un Moloch engloutissant le parti lui-même, mais parce que dans tous les milieux l'animosité envers la bureaucratie devient de plus en plus aiguë et que, dans cette situation, les forces populaires, en s'organisant, créeraient un danger de mort pour le système. On a sorti du grenier la juridiction de la dictature stalinienne totale — le Petit Code Pénal (M. K. K.) — on revient aux accusations sur la base de l'article 22 de ce code (« le murmure », dépistage par la police des conversations privées) et de l'article 23 du même code (chasse aux notes et correspondances privées).

La bureaucratie, par sa nature même, étouffe l'initiative populaire, car son règne s'appuie sur son monopole d'organisation de la société et sur la destruction des forces populaires indépendantes. Cette tendance se renforce particulièrement dans les périodes de crise du système : lorsque les classes et couches sociales n'ont pas de perspectives de développement et d'amélioration de leurs conditions de vie dans le cadre du système, ni même la perspective de conserver les conditions actuelles d'existence, une initiative populaire authen-

tique risque toujours de se retourner contre la bureaucratie ; elle est donc dangereuse. En particulier, toutes les initiatives liées au développement de la pensée sociale et à l'enrichissement de la culture et de la vie idéologique dans certains milieux — clubs de discussions, sociétés culturelles et autres — sont soumises à un contrôle sévère et sont traitées par le pouvoir comme des dangers potentiels. Il en est de même des symptômes d'activités politiques et idéologiques indépendantes et des discussions au sein des cellules les plus actives de l'Organisation de la Jeunesse et du Parti. Les membres du Parti et du Z.M.S. à l'Université le savent par leur propre expérience.

N'ayant plus la possibilité d'imposer son hégémonie au reste de la société, la bureaucratie ne possède pas aujourd'hui d'idéologie propre. Rien n'a remplacé la doctrine stalinienne officielle détruite dans les années 1955-1957. La bureaucratie motive volontiers ses actions politiques et économiques par « l'intérêt national ». Ce dernier, quand il n'est pas l'intérêt des classes et couches sociales qui constituent la société ne peut être que l'intérêt du pays, donc de la classe qui concentre dans ses mains le pouvoir d'Etat. La bureaucratie camoufle son intérêt de classe sous des dehors nationalistes, le présentant comme l'intérêt général du pays ; mais dans les conditions de la crise économique, le nationalisme proclamé par le pouvoir n'a que peu de chance de gagner le soutien de la population. Ne possédant pas un système idéologique officiel un tant soit peu consistant, et contrôlant en même temps par son monopole d'organisation l'Administration et la police, l'ensemble de la vie sociale et toutes les formes de vie idéologiques dans le pays, la bureaucratie à l'heure de la crise générale, pourchasse toute forme d'idéologie indépendante. L'idéologie, en effet, est la conscience des individus ayant une action sociale ; et, dans les conditions de la crise, lorsque les intérêts d'une majorité écrasante de la société ne peuvent être réalisés dans le cadre du système et sont en opposition avec lui, toute activité sociale authentique attachée aux intérêts d'un milieu et toute idéologie authentique doivent finalement se retourner contre la bureaucratie.

Cette situation se répercute de façon particulièrement sensible dans le milieu intellectuel créateur, car sa fonction sociale est la formulation scientifique de la pensée sociale et la formation artistique de l'idéologie. La crise idéologique dans la société signifie pour ce milieu une crise de création — et toutes les tentatives pour sortir de cette crise, tous les symptômes d'indépendance idéologique au niveau des activités créatrices, sont étouffées par des moyens administratifs.

Les scientifiques, les écrivains, les artistes engagés sont l'objet d'une discrimination sous couvert de la politique d'édition, et de la politique culturelle ; ils sont privés de l'utilisation des moyens d'information modernes, donc privés des possibilités d'exercer leur métier ; les périodiques traitant de questions littéraires et sociales qui ne manifesteraient ne serait-ce qu'un minimum d'indépendance sont supprimés et remplacés par des organes qui se trouvent boycottés par les intellectuels les plus éminents ; la sévérité croissante de la censure préventive restreint la marge — déjà réduite — de libertés professionnelles accordées à l'intelligentsia. Ainsi, la crise idéologique devient une source de la crise de la création culturelle.

La crise idéologique entraîne également une crise des valeurs

et des critères moraux particulièrement sensible dans la jeunesse au moment où se forment sa conception du monde et son idéal de vie. De là découlent des attitudes cyniques, un carriérisme évident, l'« houliganisme » ; les vols massifs ne sont pas un phénomène seulement économique.

Cette crise générale des rapports sociaux découle du fait que les rapports de production sur lesquels se fonde le pouvoir de la bureaucratie sont devenus un frein au développement de l'économie et source de sa crise, et que toute la société s'est trouvée privée de perspectives de développement et de possibilités de satisfaire ses intérêts de classe minimum dans le cadre du système. Ainsi pas plus que la crise économique ne peut être surmontée sur la base des rapports de production actuels, la crise sociale générale ne peut être surmontée dans le cadre des rapports sociaux actuels, qui ne font qu'aggraver la crise dont la solution n'est possible que par l'abolition des rapports de production et des relations sociales actuelles. **Le développement passe nécessairement par la révolution.**

Dans les conditions de la crise générale du système, la bureaucratie est isolée dans la société. Aucune classe sociale ne va se déclarer à ses côtés, tout au plus la paysannerie riche et la petite bourgeoisie pourront rester neutres. Mais, seule la classe ouvrière, du fait de ses conditions de vie et de travail, ressent la nécessité d'abolir la bureaucratie. Les sources essentielles de la crise économique et sociale se situent, comme nous l'avons déjà vu, dans les rapports de production du secteur de la grande industrie, c'est-à-dire des rapports qui s'établissent au cours du processus de production entre la classe ouvrière et la bureaucratie politique centrale. C'est pourquoi la classe ouvrière doit en être la force principale et dirigeante. La révolution qui abolira le système bureaucratique est donc, par sa nature, prolétarienne.

On dit souvent que le puissant appareil du pouvoir disposant de tous les moyens modernes de contrainte matérielle est en soi un soutien suffisant pour la classe dominante et lui permet de se maintenir de façon durable même en l'absence totale de soutien social. Malgré une argumentation apparemment moderne, ceci est un malentendu aussi vieux que la société de classe et l'Etat. Nous avons vu en octobre 1956, comment, en Hongrie, la puissante machine de contrainte est devenue impuissante et s'est volatilisée en l'espace de quelques jours. La classe ouvrière produit et transporte les armes, sert dans l'armée, crée toute la puissance matérielle de l'Etat. Si les murs des prisons, des casernes et des arsenaux restent debout de façon durable, ce n'est pas parce qu'ils sont construits en matériaux solides, mais c'est parce qu'ils sont protégés par l'hégémonie de la classe dominante, l'autorité du pouvoir, la peur et la résignation devant l'ordre social en place. L'existence de ces murs psychologiques permet au pouvoir de s'installer en sécurité derrière les murs de briques. La crise sociale prive le pouvoir de son hégémonie, de son autorité, lui oppose la majorité écrasante de la société, enfin, dresse la classe ouvrière contre la bureaucratie dominante. L'approfondissement inévitable de la crise sape les murs psychologiques qui sont la véritable protection du pouvoir. La situation révolutionnaire les fait s'écrouler : et alors les murs de brique ne constituent plus un obstacle. La crise économique et sociale est impossible à surmonter dans le cadre du système bureaucratique : **la révolution est inévitable.**

IX. LES PROBLEMES INTERNATIONAUX DE LA REVOLUTION

On nous dit : « Nous vivons au centre des conflits européens. Le monde est divisé en deux camps équipés d'armes nucléaires. Etant donné cette situation, tout mouvement révolutionnaire constitue un crime contre la nation et contre l'humanité. La raison d'être polonaise, résultante de sa position internationale ainsi que de sa situation géographique, nous impose le calme et la soumission devant le pouvoir, sinon on court le risque d'une extermination nucléaire, ou bien — dans le cas le plus favorable — de l'intervention d'une puissance sœur, comme en Hongrie. Dans ces conditions, il est insensé et même nuisible d'entreprendre une analyse de la structure sociale, de méditer sur la plus-value ou de formuler des programmes politiques. Pour construire le socialisme, il faut d'abord **exister**. »

Ceci est une argumentation politique : il est donc important de savoir par qui elle est diffusée et dans quel but. Il y a tout d'abord les représentants du pouvoir eux-mêmes, bien qu'ils n'aient pas toujours l'adresse de mettre tous les points sur les « i » ; viennent ensuite des gens qui ne parlent qu'à contre-cœur de leurs liaisons avec le pouvoir, mais qui, par contre, vous suggèrent volontiers qu'ils sont oppositionnels de cœur. Pourtant, ils prêchent la subordination au pouvoir, se plaçant ainsi de son côté, sur sa tribune. En tant que propagandistes du système, ils parlent ; en tant qu'oppositionalistes hypothétiques, ils se taisent. Chez eux, la révolte ne dépasse guère le domaine des sensations spirituelles. Ainsi, ils sont ramenés au rôle de porte-parole de la bureaucratie dominante ; ainsi ils apparaissent du côté du pouvoir.

Cette argumentation a, pour parler poliment, quelque chose d'ambigu : les dirigeants et les propagandistes d'un système ayant à sa disposition tous les moyens de contrainte et d'extermination, appellent les masses à l'ordre au nom de la paix. En tant qu'argument typique de « position de force », un tel chantage peut être rationnel et même convaincant ; essayons donc d'analyser tranquillement ce raisonnement, en rejetant tout d'abord l'illusion qu'il s'agit là d'une persuasion par la douceur.

1^o Le raisonnement en question part de l'hypothèse que la révolution, étant le résultat d'un simple complot, constitue un crime contre la paix aussi bien intérieure que mondiale. C'est l'argument traditionnel de toutes les idéologies contre-révolutionnaires, proclamé par toutes sortes de dictatures, employé dans les procès juridiques et bien connu, dans une certaine mesure grâce à ce fait, par l'histoire du mouvement ouvrier. C'est un raisonnement typiquement policier. En réalité, les révolutions sont toujours la conséquence d'une crise des structures économiques et sociales, elles constituent donc un phénomène inévitable et un aspect périodique du développement

de la société. Du point de vue social, la révolution apparaît toujours comme un acte de force, car, étant dirigée contre la domination de la classe au pouvoir, elle oppose la force du mouvement social à la force de l'appareil d'oppression et de contrainte de l'Etat. Mais c'est une lutte menée par la majorité écrasante contre la domination d'une minorité. Elle est donc accompagnée de la crise du pouvoir politique et de la défaillance de l'appareil de contrainte. Elle ne doit donc pas nécessairement prendre la forme d'une lutte armée. La possibilité d'éviter une guerre civile dépend des facteurs qui limitent le désordre qui naît au cours des luttes révolutionnaires et paralysent la réaction armée de la classe dominante : elle dépend donc de la force et du degré de conscience et d'organisation du mouvement révolutionnaire.

Nous n'existons pas en dehors de l'histoire, nous sommes soumis à ses lois. La révolution est une conséquence inévitable de la crise du système, et le niveau de préparation (organisation, élaboration du programme) détermine les frais sociaux qu'elle entraînera. Le seul crime contre la paix intérieure, c'est la politique de la bureaucratie dominante qui tente d'abord de désorganiser les masses et de les priver de conscience politique, puis passe ensuite aux moyens militaires de contrainte pour essayer de briser la montée des mouvements révolutionnaires. Le souvenir de Poznan et de Budapest reste vivant dans notre mémoire.

2° L'argument des chars soviétiques. On dit que l'éclatement éventuel de la révolution en Pologne aurait infailliblement provoqué une intervention armée de l'U.R.S.S., dont le résultat, du point de vue militaire, ne saurait être mis en question. Les auteurs de ce raisonnement supposent que tout se passe dans « un pays pris à part », ce pays étant à titre exceptionnel déchiré par des conflits de classes, tandis que dans les pays voisins, il n'y aurait pas de classes, mais uniquement des armées régulières avec un nombre bien déterminé de chars et d'avions. Ainsi la révolution ne causerait aucun effet hors des frontières du pays où elle éclaterait.

Ce « réalisme politique » très particulier est totalement infirmé par l'expérience historique. Les crises révolutionnaires ont toujours eu un caractère international. L'année 1956 n'était pas de ce point de vue une exception. Mais nous avons déjà vu que la bureaucratie disposait alors de réserves économiques et sociales, ce qui lui permit de résoudre la crise à l'aide d'une manœuvre réformiste. Ceci freina la montée de la révolution en Pologne et permit d'éviter une situation révolutionnaire en Tchécoslovaquie et en U.R.S.S. ; ainsi la bureaucratie a pu isoler et écraser ensuite la révolution hongroise.

La phase actuelle de la crise se caractérise par le manque de réserves indispensables pour effectuer une nouvelle manœuvre. Ceci concerne aussi bien la Pologne que la Tchécoslovaquie, la R.D.A., la Hongrie et l'Union Soviétique. Il est difficile de dire dans lequel de ces pays commencera la révolution. Par contre, il est certain qu'elle ne s'arrêtera pas là. Dans aucun de ces pays, la crise sociale ne peut être surmontée — ne serait-ce que de façon temporaire — à l'aide de réformes et de concessions : il n'y a plus rien à réformer. Dans ces conditions, le mouvement révolutionnaire ne pourra que se répandre à l'échelle du bloc tout entier, et la possibilité d'intervention armée de la bureaucratie soviétique s'exprimera par le degré de gravité des conflits de classes en U.R.S.S.

et non pas par le nombre de chars et d'avions dont elle dispose actuellement.

La révolution anti-bureaucratique ébranlera sans doute la stabilité politique du néo-capitalisme. Mais elle ne constitue pas pour lui un danger aussi direct que pour la bureaucratie. Quoiqu'il en soit, il est peu vraisemblable que l'impérialisme occidental, qui remplacerait volontiers la bureaucratie abolie, soit résolu à procéder, dans ce but, à une intervention militaire. La classe ouvrière des pays occidentaux développés a conquis pour elle-même et pour la société une marge relativement grande de libertés démocratiques. Dans ces conditions, on ne peut commencer une guerre sans y préparer l'opinion publique convenablement. Une expédition armée contre les pays qui ont fait la révolution anti-bureaucratique est de ce point de vue impossible : elle provoquerait des protestations de l'opinion publique, une résistance des masses et une lutte active contre la guerre, menée par la classe ouvrière, qui constitue dans tous ces pays une force politique puissante et organisée. Au surplus, le néo-colonialisme est menacé par la révolution coloniale. Enfin, une guerre d'intervention contre la révolution anti-bureaucratique risque de se transformer en un conflit nucléaire à l'échelle mondiale, ce qui équivaldrait à un suicide.

3° **L'argument de la bombe atomique** est la conquête la plus récente de l'arsenal traditionnel des arguments contre-révolutionnaires. A l'époque où les stocks d'armes nucléaires suffisent largement pour la destruction de la planète, toute révolution constitue, paraît-il, un crime, non seulement contre la paix intérieure, mais aussi contre l'humanité. Cet argument est répété sous maintes variantes par les élites dirigeantes des deux grands blocs qui se partagent le pouvoir dans le monde ; disposant d'arsenaux remplis de moyens d'extermination nucléaires, les cercles dirigeants de l'impérialisme et de la bureaucratie internationale appellent les masses à l'obéissance pour éviter une guerre mondiale nucléaire.

La guerre est une entreprise d'ordre économique, elle est fondée sur un certain calcul. Une guerre nucléaire serait, du point de vue des objectifs des deux blocs, une aberration ; elle conduirait à l'extermination de l'humanité tout entière, ou, dans le meilleur des cas, à celle des puissances principales, c'est-à-dire des parties du monde les plus peuplées et les plus développées. Ce serait donc un suicide. D'ailleurs, les deux blocs principaux n'aspirent pas à une extermination réciproque. Ils mènent une compétition sur le plan économique, politique et diplomatique, fondée sur le partage du monde en sphères d'influence établies. L'arme nucléaire constitue un moyen de chantage contre les mouvements révolutionnaires. Pourtant, on sait bien que, depuis la seconde guerre mondiale, des guerres révolutionnaires se déroulent sans cesse dans les diverses parties du monde et qu'en même temps, et indépendamment d'elles, les deux blocs principaux disposant des armes nucléaires se livrent à leur politique de tensions et de rapprochements. Ce fait évident a été souligné récemment par les dirigeants de la bureaucratie chinoise, au moment où le conflit avec la bureaucratie soviétique et le désir de renforcer leur indépendance et leur position internationale les ont poussés vers l'alliance avec les forces de la révolution coloniale.

La bureaucratie parle beaucoup de la nécessité de sauvegarder la paix, en se plaçant sur le maintien du *statu quo*, c'est-à-dire en restant soumise. Mais à chaque fois que sa domination était en

danger, elle n'hésita pas devant l'emploi de la force armée. Elle a lancé ses tanks contre les manifestations ouvrières de Berlin en juin 1953, de Poznan en 1956 et de Novotcherkassk en 1962 ; elle a déclenché une véritable guerre contre la classe ouvrière hongroise en 1956. Les dirigeants des pays impérialistes rivalisent avec la bureaucratie dans le domaine de la phraséologie pacifiste. Mais l'histoire des vingt dernières années est pleine des interventions armées et des guerres contre la révolution coloniale : l'étouffement de la lutte des partisans grecs pour la libération, la Corée, l'Algérie, Cuba, le Viet-Nam et enfin le Congo et les derniers actes d'agression contre la République Démocratique du Viet-Nam.

On comprend alors bien pourquoi les porte-parole idéologiques des classes dominantes n'aiment guère que l'on réfléchisse aux raisons sociales des dangers de guerre et considèrent comme nuisibles les « méditations sur la plus-value ». En réalité, le problème n'a jamais été aussi urgent qu'à présent. Aujourd'hui, l'aliénation du travail revêt une forme matérielle menaçante pour l'existence de l'humanité ; le surproduit formé par les ouvriers occidentaux, par les peuples exploités par l'impérialisme, et par des ouvriers soviétiques se retourne contre eux non seulement sous la forme classique de la police, des prisons, des « marines » et des unités blindées, mais se dresse contre l'humanité entière sous la forme menaçante des moyens d'extermination nucléaires. La cause du danger de guerre se situe dans la croissance des conflits sociaux au sein des dictatures anti-populaires, croissance qui va de pair avec la crise de domination du monde par ces mêmes dictatures. Ceci concerne en tout premier lieu l'impérialisme qui, n'étant plus en mesure de maintenir sa domination sur les pays sous-développés, multiplie les guerres d'intervention et les manœuvres politiques aventureuses « à la limite de la guerre ». Mais ceci concerne aussi la bureaucratie internationale : on se souvient de la crise de Berlin en 1951, de cette entreprise hasardeuse qu'était l'installation de fusées soviétiques à Cuba, ce qui mit en danger la révolution cubaine ; on se souvient des chars soviétiques en action à Berlin en 1953 et de l'intervention — qui fut une véritable guerre — contre la révolution hongroise. Les cercles dirigeants des deux grands blocs n'ignorent pas, sans doute, qu'une guerre nucléaire à l'échelle mondiale serait une aventure insensée. Ceci ne les empêche pourtant pas de fabriquer et de stocker des armes nucléaires, ce qui constitue pour eux un moyen de chantage politique. Par conséquent, c'est leur domination qui cause puis aggrave la crise intérieure et internationale, multiplie les tensions, les conflits et les guerres contre-révolutionnaires, créant ainsi un danger pour l'humanité.

Toute désorganisation des mouvements révolutionnaires dans le monde renforce les dictatures anti-populaires, ainsi que la possibilité d'une intervention armée de leur part, donne au processus un caractère spontané et fait donc croître le risque de guerre. Le danger de guerre ne pourra être définitivement liquidé tant que subsisteront ses sources sociales — l'impérialisme et la dictature de la bureaucratie. Un mouvement révolutionnaire organisé et conscient de ses buts offre à l'humanité la perspective de limitation de ce danger dans l'immédiat et son élimination dans l'avenir.

4° La bureaucratie et le mouvement révolutionnaire dans le monde. La jeune république soviétique a pu se défendre avec succès contre l'intervention des pays impérialistes grâce aux luttes de la classe

ouvrière occidentale et à la vague de mouvements révolutionnaires qui a gagné le monde vers la fin de la première guerre mondiale, après la victoire de la révolution russe. Le développement ultérieur de la Russie soviétique en tant qu'**Etat ouvrier** dépendait des résultats des luttes révolutionnaires menées dans les autres pays et surtout dans les pays industrialisés de l'Europe de l'Ouest. Lénine, Trotsky et les autres dirigeants bolcheviks étaient parfaitement conscients de cet état de choses : ils savaient que seule une autre révolution pouvait être un allié authentique du pays de la dictature du prolétariat. Ainsi, l'idéologie et la politique extérieure de la Russie soviétique avaient, au cours de cette période, un caractère internationaliste.

Au fur et à mesure de la bureaucratisation de l'Etat soviétique et de la transformation du nouveau pouvoir en celui d'une classe dominante, la situation se modifiait. Le mouvement révolutionnaire perdit son rôle naturel d'allié. Tant qu'il restait subordonné aux directives de la bureaucratie soviétique, il pouvait servir de monnaie d'échange, de moyen au service des intérêts de l'Etat de l'U.R.S.S. (c'est-à-dire des intérêts de la bureaucratie dominante) dans sa rivalité avec le bloc impérialiste. La stabilisation du capitalisme et le reflux de la vague révolutionnaire à l'Ouest ont contribué à la bureaucratisation des partis communistes et à leur subordination aux directives du P.C.U.S. ; ce qui signifiait, en pratique, la subordination des intérêts de la révolution et de la classe ouvrière des pays capitalistes aux intérêts diplomatiques de l'heure de la bureaucratie soviétique. Nous en connaissons les conséquences.

Par contre, toute victoire d'une révolution autonome constitue un danger pour la bureaucratie. Par sa nature même, une telle révolution apparaît comme un acte souverain des masses populaires. Par conséquent, son exemple et ses idées contagieuses menacent l'hégémonie idéologique de la bureaucratie sur ses propres masses. De plus, les révolutions victorieuses ne se soumettent pas aux diktats de la bureaucratie soviétique, violant ainsi le monolithisme international de sa domination, ce qui est également dangereux pour son monolithisme intérieur. La victoire d'une révolution autonome après la seconde guerre mondiale eut lieu, pour la première fois, en Yougoslavie. Le deuxième pays fut la Chine. Nous en connaissons les conséquences. Voilà pourquoi la bureaucratie soviétique agit selon le principe : « le socialisme n'ira pas plus loin que notre armée ». Au nom de ce principe, elle a d'abord essayé de subordonner à ses propres dirigeants et à sa police la révolution espagnole ; au nom de ce principe, elle l'a plus tard trahie ; elle a interdit aux communistes italiens et français de mener une lutte révolutionnaire pour le pouvoir au cours de la situation révolutionnaire des années 1945-1946 ; elle a trahi la révolution en Grèce ; elle a tenté d'exercer une pression sur les communistes chinois pour les faire renoncer à la lutte contre l'armée de Tchang-Kaï-Tchek.

La libération d'un groupe important de pays de la domination capitaliste était — et ne cesse pas d'être — un facteur favorisant les luttes révolutionnaires contre l'impérialisme. Mais la bureaucratie de ces pays constitue un frein pour le développement de la révolution coloniale et la lutte de la classe ouvrière des pays capitalistes économiquement développés. Par sa politique extérieure qui se fonde sur le partage des zones d'influence avec l'impérialisme et sur le désir de sauvegarder le statu quo, par son idéologie justifiant cette politique, enfin par son influence sur les partis communistes officiels,

la bureaucratie internationale s'oppose à la révolution anti-capitaliste. Mais la révolution coloniale échappe à son contrôle. Elle a été plus d'une fois organisée et dirigée avec succès par des groupements se situant hors des partis communistes officiels. Mentionnons l'exemple de Cuba et de l'Algérie.

Le pouvoir de contrôle de la bureaucratie internationale sur le mouvement communiste mondial traverse aussi une crise qui ne peut que s'aggraver. Ce n'est pas par hasard que ses débuts coïncident avec le début de la crise à l'intérieur de notre camp et avec les premières révolutions anti-bureaucratiques de Pologne et de Hongrie. La lutte contre la dictature de la bureaucratie aide le mouvement ouvrier mondial à se libérer de sa tutelle. La révolution anti-bureaucratique victorieuse mettra fin à cette tutelle; elle est l'allié naturel du mouvement révolutionnaire dans le monde.

X. PROGRAMME

Nous avons analysé jusqu'ici la révolution comme le fossoyeur de l'ancienne société. Elle est, en même temps, créatrice de la nouvelle. La classe ouvrière qui, par sa nature même, est la force principale et dirigeante de la révolution, est-elle capable de proposer un programme valable ?

I. — Est valable le programme de la classe sociale dont l'intérêt de classe particulier coïncide au mieux avec les exigences du développement économique et dont la domination ouvre des perspectives de développement et de satisfaction des besoins aux autres classes et couches sociales ou, autrement dit, permet la réalisation des intérêts de la société toute entière. L'intérêt de classe des ouvriers exige la suppression de la propriété bureaucratique des moyens de production. Cela ne veut pas dire que le salaire de l'ouvrier doit être égal à la valeur intégrale du produit de son travail. Le niveau de développement des forces productives de la société moderne crée la nécessité d'une division du travail comportant l'existence de secteurs non productifs entretenus par le produit matériel créé par les ouvriers. En démocratie ouvrière, il sera aussi nécessaire de prélever sur le produit du travail de l'ouvrier une partie destinée à l'accumulation, à soutenir et développer les services de santé, l'enseignement, la culture ; une partie encore sera destinée aux prestations sociales, à l'administration et à l'appareil du pouvoir. Mais tout ceci s'effectuera dans la mesure où la classe ouvrière le jugera nécessaire à ses propres intérêts. L'exploitation, en réalité, ne consiste pas en ce que le salaire ouvrier ne représente qu'une partie de la valeur produite, mais en ce que le surproduit soit arraché et utilisé à des fins qui lui sont étrangères et hostiles ; en ce que le secteur non productif serve à maintenir et à renforcer la domination de la bureaucratie (ou aussi bien de la bourgeoisie) sur la production, sur la société et la vie sociale de la classe ouvrière. La suppression de l'exploitation signifie en conséquence la création d'un système où la classe ouvrière organisée sera maîtresse de son travail et de son produit ; où elle déterminera le but de la production sociale, où elle décidera de la répartition du produit national. Autrement dit, elle déterminera la mesure et la direction des investissements, la mesure et la destination des dépenses pour les prestations sociales, les services de santé, l'enseignement, la culture, la mesure des dépenses pour l'appareil du pouvoir et les tâches courantes de cet appareil. C'est alors que la classe ouvrière exercera le pouvoir économique, social et politique dans l'Etat.

Le niveau actuel de développement des forces productives implique une division sociale du travail où la fonction de production soit séparée de la fonction de direction. Il faut qu'il y ait des ouvriers et des directeurs. Dans le processus de production, la classe ouvrière n'est pas destinée à diriger, mais à produire. Pour diriger, elle doit s'organiser par elle-même et être organisée par son Etat.

Comment la classe ouvrière doit-elle créer son organisation propre et l'Etat afin de pouvoir dominer son travail et sa production ?

S'il n'y a pas de démocratie ouvrière dans l'usine, elle ne peut exister a fortiori dans l'Etat. En effet, c'est seulement à l'usine que l'ouvrier est dans son milieu, c'est là qu'il exerce sa fonction sociale essentielle. Si l'ouvrier était un esclave à son travail, alors la liberté, hors de ce travail, serait bien vite « une liberté des dimanche », c'est-à-dire une liberté fictive. La classe ouvrière ne peut pas être maîtresse de son travail et de la production si elle ne possède pas le contrôle des conditions et des buts de son travail dans l'usine. A cette fin, elle doit s'organiser dans les entreprises en formant des Conseils Ouvriers pour diriger l'entreprise. Elle doit faire du directeur un fonctionnaire subordonné au Conseil, contrôlé, engagé et licencié par lui. Aujourd'hui, toutes les décisions-clés qui constituent la direction de l'entreprise sont dictées par le pouvoir central. Dans de telles conditions, les Conseils Ouvriers seraient pratiquement privés de pouvoir. Le directeur est lié, par sa nature même, aux organismes dirigeants et, donc, à l'appareil central de la direction économique. Dans de telles conditions, les Conseils Ouvriers se présenteraient inévitablement comme une direction secondaire, comparable aux Conférences Autonomes Ouvrières. Pour que ces Conseils puissent diriger l'entreprise, la classe ouvrière doit les rendre indépendants de ces entreprises. Ainsi, elle créera la condition préliminaire de la démocratie ouvrière et, en même temps donnera de nouvelles directives pour réaliser le véritable but de classe de la production (comme nous l'avons déjà montré dans le chapitre III, la centralisation est l'instrument pour organiser la production pour la production, alors que la production des biens de consommation exige la décentralisation). De cette façon-là, la classe ouvrière, en commençant à réaliser son programme, réalise au passage ce qui est très en avance dans le programme de la technocratie : l'indépendance de l'entreprise. La classe ouvrière et la technocratie mettent dans cette notion un contenu social totalement différent. Pour la technocratie, l'indépendance de l'entreprise signifie le pouvoir tout entier entre les mains de la direction. Pour la classe ouvrière, cette notion signifie l'indépendance des travailleurs. C'est pourquoi la classe ne peut pas se limiter à la direction de l'entreprise par l'intermédiaire des Conseils. En effet, dans ce cas, elle réaliserait seulement le programme de la technocratie et par là-même subirait un nouveau joug.

Les décisions principales concernant la répartition et l'utilisation du revenu national ont, par définition, un caractère économique général, c'est-à-dire qu'elles se situent au niveau de l'économie nationale ; autrement dit, elles peuvent être prises seulement au niveau du pouvoir central. Si ces décisions émanant du pouvoir restaient en dehors du rayon d'action de la classe ouvrière, celle-ci ne pourrait pas dominer la production et par là-même son propre travail. L'autonomie ouvrière limitée à l'entreprise deviendrait inévitablement une fiction dissimulant le pouvoir de la direction d'usine et la domination d'une nouvelle bureaucratie, politiquement liée à la technocratie dans l'Etat. Alors l'exploitation continuerait et l'ancien désordre se répéterait sous une forme nouvelle.

II. — C'est pourquoi il est nécessaire que la classe ouvrière organise, en plus des Conseils Ouvriers dans les entreprises, des délégations des entreprises dans le pays, c'est-à-dire qu'elle orga-

nise des **Conseils de Délégués Ouvriers** avec, à leur tête, le **Conseil Central des Délégués**. Par ce système de Conseils, la classe ouvrière décidera du plan de l'économie nationale, autrement dit, elle fixera les buts de la production sociale, prendra les décisions nécessaires et contrôlera à chaque instant la réalisation du plan. Ainsi, à chaque niveau, les Conseils deviendront les instruments du pouvoir économique et politique, exécutif et législatif. Ce seront des organismes vraiment éligibles car les électeurs, organisés sur la base de l'entreprise de production, pourront à tout moment, indépendamment des dates fixées pour les élections normales, renvoyer ces représentants et les remplacer par de nouveaux délégués. De cette façon, les délégations des ouvriers d'entreprise deviendront l'armature de l'Etat prolétarien.

III. — Si les délégués ouvriers dans le Conseil Central des Délégués n'avaient à leur disposition qu'un projet unique de distribution du revenu national présenté par le gouvernement ou par la direction du Parti unique, leur rôle se bornerait à un vote mécanique. Comme nous l'avons montré dans le chapitre I, le pouvoir monopoliste ne peut pas avoir un caractère ouvrier; il devient inévitablement une dictature pesant sur la classe ouvrière, une organisation servant à désorganiser et à maintenir dans la sujétion les ouvriers et toute la société.

Afin que le système des conseils puisse devenir l'expression de la volonté, de l'opinion, de l'activité des masses ouvrières, **la classe ouvrière doit s'organiser sur la base de la pluralité des partis**. Qu'est-ce que signifie la pluralité des partis ouvriers dans la pratique? Le droit pour chaque groupe politique reconnu par la classe ouvrière d'éditer son propre journal, de présenter son programme par les moyens d'information modernes, d'organiser des cadres, de faire de l'agitation, bref de constituer un parti. La pluralité des partis ouvriers exige la liberté de parole, de presse, de réunion, **la suppression de la censure préventive**, une pleine liberté de la recherche scientifique, de la création littéraire et artistique. Sans la liberté d'expression des différents courants de pensée dans la presse, dans la recherche scientifique, littéraire et artistique, sans la pleine liberté de création, il n'y a pas de démocratie ouvrière. Dans le cas de la pluralité des partis ouvriers, les différents partis expriment dans le Conseil Central des Délégués leurs propositions de répartition du revenu national; alors seront véritablement créées les conditions qui permettent de distinguer les éléments réels d'un programme électoral; tout ceci doit servir aux représentants centraux de la classe ouvrière ainsi qu'aux masses qui élisent et révoquent les délégués. Nous parlons de la pluralité des partis ouvriers sans penser limiter l'accès de ces partis aux seuls ouvriers. Le caractère ouvrier de la pluralité des partis reflète le caractère du pouvoir d'Etat organisé suivant le système des Conseils. Dans ces conditions, les partis qui cherchent à exercer une influence sur le pouvoir politique ne le peuvent qu'en gagnant l'audience des masses ouvrières.

Pour les mêmes raisons, nous sommes contre le régime parlementaire. L'expérience des deux périodes de vingt ans montre que ce régime ne constitue aucune garantie contre la dictature et que, dans sa forme la plus parfaite, il ne constitue pas un pouvoir du peuple. Dans le système parlementaire, les partis se livrent bataille pour gagner les suffrages des électeurs: dès que le bulletin de vote a été jeté dans l'urne, le programme électoral peut être jeté au

panier. Au parlement, les députés ne se sentent liés qu'à la direction du parti qui les a désignés comme candidats. Les électeurs sont groupés dans des circonscriptions découpées suivant des critères purement formels. Ils sont par conséquent atomisés. Le droit de révocation des députés est une pure fiction. La participation du citoyen à la vie politique se résume à lire les déclarations des dirigeants dans la presse, à les entendre à la radio et à les voir à la télévision et, une fois tous les quatre ou cinq ans, à se rendre aux urnes pour choisir le parti qui les gouvernera. Le reste se fait en vertu de son mandat, mais sans sa participation. De plus, le parlement n'exerce que le pouvoir législatif. L'appareil du pouvoir exécutif devient, dans ces conditions, le seul pouvoir réel, pouvoir contrôlé par ceux qui disposent de la puissance matérielle, c'est-à-dire de la plus-value.

C'est ainsi que le système parlementaire est un système dans lequel la classe ouvrière et toute la société se trouvent, par l'effet de leur vote, privées de toute influence sur le pouvoir. Au vote formel tous les quatre ou cinq ans, nous opposons la participation permanente de la classe ouvrière organisée dans le système des Conseils, dans les partis politiques et les syndicats, la prise en main, la correction et le contrôle de l'exécution des décisions politiques et économiques à tous les niveaux.

Dans la société capitaliste, au-dessus du parlement, se trouve la bourgeoisie qui dispose de la plus-value. Dans le système bureaucratique, derrière la fiction parlementaire, règne sans partage la bureaucratie politique centrale. Dans le système de démocratie ouvrière, si la représentation de l'ensemble des citoyens prend la forme parlementaire, la classe ouvrière se trouvera au-dessus du parlement, organisée en Conseils, disposant de la base matérielle de l'existence de la société, c'est-à-dire du produit de son travail.

IV. — La classe ouvrière ne peut pas décider de la répartition des produits de son travail directement, elle ne le peut que par sa représentation politique centrale. Par ailleurs, la classe ouvrière n'est pas, quant à ses intérêts, absolument homogène. Des conflits entre les décisions des représentations ouvrières et les intérêts et tendances d'ouvriers d'entreprises particulières et de secteurs particuliers de la classe ouvrière sont par conséquent inévitables. Le seul fait de la séparation entre la fonction de direction et celle de production recèle en lui la possibilité de la cristallisation d'un pouvoir élu, en quelque sorte indépendant, et ce, autant au niveau de l'entreprise qu'au niveau de l'Etat. Si les ouvriers étaient privés — en plus du droit de vote — de la possibilité d'auto-défense contre les décisions de leur système de représentation, celui-ci dégénérerait et agirait contre les intérêts de ceux qu'il devait représenter. Si la classe ouvrière était privée de la possibilité de se défendre contre son Etat, la démocratie ouvrière deviendrait une fiction. Cette possibilité de défense doit être assurée par **des syndicats absolument indépendants de l'Etat et ayant le droit d'organiser des grèves économiques et politiques**. Les divers partis politiques combattront pour le maintien du caractère ouvrier des syndicats en cherchant à exercer une influence sur ceux-ci.

V. — Pour que les organes de la démocratie ouvrière ne se transforment pas en une façade derrière laquelle se recréerait toute l'ancienne « pagaille », il faut qu'aux formes de la démocratie cor-

répondre le contenu vivant de l'activité des masses ouvrières. Pour les administrateurs, les spécialistes et les politiciens, les affaires publiques constituent une profession. Ils ont donc le temps et le savoir nécessaire pour s'en occuper. L'ouvrier est, dans le processus de production, un exécutant. Son métier est de servir la machine. Pour qu'il puisse participer à la vie publique, il est indispensable de lui donner un minimum de temps et d'instruction.

Dans ce but, il faut que quelques heures par semaines prises sur la durée de travail légale et payées soient consacrées à l'**instruction générale ouvrière**. Dans le cadre de ces heures, les ouvriers, groupés par unité de production, discuteront sur les variantes du plan économique du pays, de la région et de l'entreprise proposées par les divers partis politiques. Il ne s'agit d'affaires trop difficiles, intelligibles pour un homme simple que si l'on tente de dissimuler le sens de classe de la répartition effectuée du revenu national. Les représentants des divers partis politiques participant aux heures d'enseignement ouvrier, rapprocheront la classe ouvrière de leurs programmes et leurs programmes de la classe ouvrière.

VI. — Dans le système de démocratie ouvrière, la police politique, l'armée régulière (permanente) ne peuvent être maintenues sous aucune forme. Le caractère anti-démocratique de la police politique est évident pour tout le monde. Par contre, autour de l'armée régulière de la classe dominante, se crée une foule de mythes qui sont acceptés, dans une certaine mesure, par la société.

En quoi consiste cette armée régulière ? C'est une organisation dans le cadre de laquelle des centaines de milliers de jeunes gens arrachés à leur milieu sont isolés dans les casernes où à l'aide de méthodes brutales, on leur extirpe de la tête toute indépendance de pensée en leur apprenant à exécuter mécaniquement n'importe quel ordre venu du commandement hiérarchisé et professionnel. C'est donc cette organisation qui est la base de la force armée de l'Etat ; cette force, séparée de la société, est donc prête à lui être opposée à chaque instant. C'est pour cela qu'il ne suffit pas de changer les officiers : l'armée régulière, de même que la police politique est par essence même un instrument de la dictature anti-populaire. Tant qu'elle est conservée, une clique de généraux peut toujours s'élever au-dessus de n'importe quel parti ou Conseil.

On dit que l'armée régulière est indispensable à la défense de la Patrie. Il en est ainsi dans les conditions d'une dictature anti-populaire où il est difficile d'obliger les grandes masses à lutter pour défendre un Etat qui ne leur appartient pas ; on ne peut y arriver que par l'intimidation et la terreur en s'appuyant sur l'armée régulière. L'armement des masses en dehors du cadre de cette organisation représente un danger mortel pour le système, c'est pourquoi l'armée régulière est pour lui l'unique possibilité d'organiser la force armée.

En revanche, l'exemple des guerres révolutionnaires au Vietnam, en Algérie et à Cuba démontre que les ouvriers et les paysans armés — quand ils savent pourquoi ils se battent et identifient leurs intérêts à ceux de la révolution — ne le cèdent en rien du point de vue militaire aux armées régulières. Ceci concerne surtout les petits pays en butte à l'agression contre-révolutionnaire de puissances étrangères : attaqués par une armée régulière, ils ne peuvent

se défendre efficacement que par les méthodes de la guerre populaire. L'armée régulière est nécessaire aux agresseurs pour mener leurs guerres coloniales et leurs interventions ; elle est nécessaire aux dictatures anti-populaires pour maintenir les masses dans l'obéissance. C'est cette dernière fonction qu'elle remplit au sens propre en Amérique Latine où l'armée joue le rôle d'une police intérieure. Elle joue d'ailleurs ce rôle partout où elle existe et il en est de même en Pologne comme le montrent entre autres les événements de Poznan. L'armée régulière, qu'il y ait combat ou non, est un instrument de domination brutale sur la classe ouvrière et sur la société, de même que la matraque est un instrument pour taper, que le propriétaire s'en serve ou non. Dans un système de démocratie ouvrière, l'armée régulière n'empêche pas la contre-révolution, au contraire elle peut devenir elle-même un outil contre-révolutionnaire. Elle doit donc être liquidée.

Pour rendre impossible le renversement de sa démocratie, la classe ouvrière doit être armée. Ceci concerne en particulier les ouvriers de la grande industrie qui devraient partout être organisés en milice ouvrière subordonnée au système des Conseils.

Les spécialistes militaires devraient remplir les fonctions d'instructeurs sous la dépendance et le contrôle du Conseil. Ainsi la force de répression militaire de l'Etat sera liée de très près à la classe ouvrière qui sera toujours prête à défendre, les armes à la main, son Etat et la révolution.

Pour des raisons techniques, il est important de maintenir des unités permanentes spécialisées (fusées, aviation, flotte, etc.). Les soldats de ces unités devraient cependant être recrutés parmi des ouvriers d'entreprises déterminées de la grande industrie et pendant le temps de leur service armé, ils devraient rester en liaison avec les ouvriers de leur entreprise et conserver les droits dévolus aux ouvriers.

VII. — La production agricole et la paysannerie jouent un rôle trop important dans l'économie et dans la société pour que le programme ouvrier puisse omettre les questions de la campagne.

L'avenir de la paysannerie réside indubitablement dans de grandes entreprises d'Etat spécialisées et industrialisées. La base technique de cette organisation de la production agricole ne peut être créée que par l'industrialisation rurale. Ceci exige d'importants investissements dont la réalisation demandera un temps incontestablement long. Dans les conditions techniques et économiques actuelles toute tentative de collectivisation généralisée signifierait l'expropriation des paysans et par conséquent ne pourrait s'accomplir que contre eux, par des méthodes de dictature policière. Il en résulterait une chute de la production agricole et un retour du système de dictature policière contre la classe ouvrière. Une collectivisation réalisée dans ces conditions ne s'accorderait qu'avec le système bureaucratique. Pour une démocratie ouvrière, elle signifierait la mort ; elle est donc inacceptable.

Les structures actuelles de l'agriculture où subsiste la propriété privée de la terre, aboutissent à l'établissement de fermes de type capitaliste si la loi du marché joue librement, c'est-à-dire sans limite. Parce qu'elles sont éparpillées, les petites exploitations n'ont que peu de moyens pour investir — or, cela est indispensable à leur

développement — et donc, la majeure partie des investissements ne sont effectués que par les plus grosses exploitations. La rationalisation des propriétés paysannes signifie donc une crise profonde, la faillite des propriétaires les plus pauvres, l'absence de perspectives et le déclassement des petits paysans.

Pour la classe ouvrière des usines, cela signifie une hausse du prix des articles de première nécessité et le chômage. Une telle éventualité est acceptable pour la technocratie (partisan naturel de la tendance à la concentration agricole), mais inacceptable pour un régime de démocratie ouvrière.

VIII. — Le but de la production pour la classe est de développer la consommation de l'immense masse de ceux qui n'ont aujourd'hui pour vivre que le minimum vital. Comme nous l'avons déjà vu au chapitre VI, la bureaucratie rabaisse la consommation de la majorité de la paysannerie en-dessous de ce minimum vital; elle prive l'économie paysanne de ses surplus et la paysannerie de ses perspectives de développement parce qu'elle tend à réduire le plus possible le coût réel de la force de travail et traite la consommation sociale comme un mal nécessaire.

La classe ouvrière a intérêt à supprimer ce type de rapport existant entre la paysannerie et l'Etat. L'intérêt de la classe ouvrière exige un développement rapide de la production agricole (base de la consommation) par le développement de la masse des petites et moyennes entreprises individuelles et par conséquent l'augmentation de leurs possibilités d'investissement et de consommation. C'est justement cela qui fait de la classe ouvrière le porte-parole de l'intérêt de la majorité des paysans et du même coup établit la base d'une alliance véritable entre eux.

Pour réaliser les intérêts communs de la classe ouvrière et de l'immense majorité des paysans, il faut :

Premièrement : diminuer l'ouverture des ciseaux des prix artificiellement entretenue par le pouvoir bureaucratique et qui prive particulièrement les petites et moyennes exploitations des bases matérielles de leur développement, et de plus établir un impôt progressif sur les exploitations les plus puissantes.

Deuxièmement : que la partie du produit du travail paysan prélevée par l'Etat sous forme d'impôt, ou sous quelque autre forme, retourne (déduction faite de la quote-part des paysans pour l'entretien de l'administration) à la campagne sous forme d'investissements sociaux et culturels et d'aide économique et technique d'Etat destinés en premier lieu à intensifier la productivité des exploitations petites et minuscules.

A cette fin, la paysannerie doit s'organiser sur des bases économiques, et se faire représenter politiquement. Elle doit créer ses propres organisations de production. Ceci est décisif pour ouvrir les perspectives aux 60 % de la paysannerie qui végète sur ses petites exploitations et représente un surplus de force de travail; en même temps il ne faut pas permettre un gonflement excessif des investissements industriels. Ceci exige qu'on utilise cette force de travail excédentaire pour une production intensive supplémentaire: élevage, cultures maraîchères et fruitières, industrie de transformation des produits de l'élevage et des fruits et légumes. Ceci est très dif-

facile et il est impossible de constituer une industrie de transformation avec les forces dispersées des petites exploitations. La condition du succès est par conséquent la création d'associations de petites et moyennes exploitations individuelles disposant ainsi d'un surplus suffisant de force de travail. Ces associations, grâce à la terre qu'elles possèdent, à la coopération du travail qu'elles permettent et à l'aide de l'Etat (qui accorde des crédits à faible taux, participe aux petits investissements, prend en charge les transports, etc.), vont mettre en service des petites entreprises de transformation, et organiser ensemble la distribution et la vente. C'est la voie la plus économique pour augmenter la production des produits alimentaires dont on manque aujourd'hui, pour surmonter le sous-développement de l'industrie des biens de consommation, et pour intensifier le rendement des exploitations petites et minuscules en employant sur place le surplus de la force de travail.

Il faut créer dans les exploitations paysannes les conditions d'une spécialisation de la production sans laquelle il n'y a pas d'économie rationnelle. En même temps, dans leurs contacts avec les organismes étatiques d'achat, les paysans producteurs doivent s'organiser pour se défendre contre une baisse artificielle des prix. Le producteur paysan isolé, s'il conclue des accords « libres » avec l'Etat, est impuissant devant le monopole de celui-ci sur le marché. C'est pourquoi, indépendamment de la création d'organisations de production, la paysannerie doit créer sa propre organisation générale de distribution et de vente. Avec ce type de rapports, les exploitations les plus puissantes, peu nombreuses, mais jouant un rôle important en raison de leurs dimensions et de leur force économique, n'auront pas la possibilité de se transformer en fermes capitalistes ; il leur manquera la force de travail et les terres à bon marché qui proviennent de la ruine des exploitations les plus faibles. Les exploitations les plus puissantes auront cependant la possibilité d'augmenter leur production grâce à leurs propres moyens d'investissements ou dans la mesure où elles réussiront à remplacer les forces qui leur manquent par la mécanisation.

Puisque l'industrie est le secteur décisif de l'économie, les options du développement de la production industrielle fixent la ligne générale de développement de toute l'économie nationale. La classe ouvrière disposant du produit de son travail déterminera le cadre général du développement des autres secteurs et par conséquent également celui de la paysannerie. Mais dans le cadre général de l'ensemble de l'économie déterminé par le niveau, la structure, et le développement de la production industrielle, la paysannerie doit avoir le contrôle du produit de son travail. Les plans de développement de la campagne, de la répartition de l'aide économique fournie par l'Etat, de la mise en valeur du fonds d'investissement social et culturel rural, ne peuvent être offerts unilatéralement à la paysannerie par l'Etat. Dans ce cas, en effet, le pouvoir sur la paysannerie serait exercé par un appareil développé et isolé, qui échapperait pratiquement au contrôle de la classe ouvrière et pourrait même lui imposer son propre contrôle.

La convergence d'intérêts de la classe ouvrière et de la majorité des paysans, permet **l'autonomie politique de la paysannerie**, autonomie qui est aussi une exigence de la démocratie ouvrière. Les organisations économiques des producteurs paysans dont nous avons parlé plus haut ne suffiront pas à leur assurer **le contrôle de cette**

partie de leur production qui est versée à l'Etat et doit leur être rendue sous la forme de différentes sortes d'investissements financiers immédiats et d'aide économique. Cette tâche ne peut être accomplie que par **une représentation politique des producteurs paysans à l'échelle nationale** créée avec l'appui des organisations économiques et des partis politiques paysans. C'est pourquoi la classe ouvrière est profondément intéressée à cette indépendance du mouvement paysan qui permet de représenter les intérêts de la majorité des paysans et non seulement ceux de l'étroite couche des propriétaires les plus puissants.

IX. — Nous ne considérons pas la révolution anti-bureaucratique comme une affaire exclusivement polonaise. Les contradictions économiques et sociales que nous avons analysées ont mûri dans tous les pays bureaucratiques industrialisés, en Tchécoslovaquie, en R.D.A., en Hongrie, en U.R.S.S.

Nous ne considérons pas non plus la révolution comme l'affaire exclusive de la classe ouvrière des Etats de dictature bureaucratique. Le système bureaucratique assimilé au socialisme par les propagandes officielles de l'Est et de l'Ouest, par les partis bourgeois et par les partis communistes officiels, compromet le socialisme aux yeux des masses populaires des pays capitalistes développés.

La bureaucratie internationale et sa force dirigeante — la bureaucratie soviétique — craint tous les mouvements révolutionnaires authentiques dans le monde, car ils menacent le monolithisme de son système à l'échelle internationale et aussi le monolithisme intérieur qui lui permet d'exercer sa dictature sur sa propre classe ouvrière. Désirant la stabilisation internationale et intérieure de son système, sur la base du partage du monde en sphères d'influence, avec le capitalisme, la bureaucratie étouffe les mouvements révolutionnaires sur son territoire et freine, au moyen de son influence sur les partis communistes officiels, le développement des mouvements en Amérique Latine, Asie, Afrique. La révolution anti-bureaucratique est donc l'affaire du mouvement révolutionnaire international et de tous les mouvements en faveur de la révolution coloniale, en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Elle est une partie du mouvement révolutionnaire mondial.

Comme toute révolution, elle menace l'ordre établi dans le monde et est menacée par les forces qui le défendent. La bureaucratie internationale, dans la mesure où elle sera encore suffisamment forte au moment de la crise tentera d'étouffer la révolution victorieuse dans les premiers pays où elle se produira. L'impérialisme occidental tentera de profiter de notre révolution pour substituer à la dictature de la bureaucratie une dictature des monopoles capitalistes qui ne vaut guère mieux.

Notre alliée contre l'intervention des chars soviétiques est la classe ouvrière russe, ukrainienne, hongroise, tchèque. Notre alliée contre la pression et les menaces de l'impérialisme est la classe ouvrière de l'occident industrialisé, la révolution coloniale montante dans les pays sous-développés. Contre l'entente de la bureaucratie internationale avec la bourgeoisie impérialiste internationale qui maintiennent les systèmes de dictature anti-populaires dans leurs sphères d'influence respectives, nous lançons le mot d'ordre traditionnel du mouvement ouvrier: « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! »

La classe ouvrière doit effectuer tous ces bouleversements dans tous les domaines, politiques, économiques et sociaux, pour réaliser son but de classe, à savoir la domination de son propre travail et des produits de celui-ci. Son programme est-il valable ?

En commençant à le réaliser, c'est-à-dire en rendant les entreprises autonomes, la classe ouvrière crée les conditions nécessaires pour adapter la production aux besoins, supprimer le gaspillage des surplus économiques, exploiter les facteurs intensifs de la croissance économique. La technocratie en ferait autant. Mais le but de la production pour la classe ouvrière est la consommation sur la base sociale la plus large et non pas la consommation luxueuse des couches privilégiées. C'est pourquoi, la domination de la classe ouvrière sur la production assure de la façon la plus radicale le dépassement de la contradiction économique principale qui freine aujourd'hui le développement économique et social : la contradiction entre le potentiel productif développé et le bas niveau de la consommation sociale. Par conséquent, les rapports de production fondés sur la démocratie ouvrière ouvrent les perspectives les plus larges au développement de l'économie et de la société.

Par leur intérêt de classe spécifique, les ouvriers représentent en même temps les intérêts économiques de la masse des salariés mal payés et de la petite et moyenne paysannerie, c'est-à-dire de la majorité écrasante de la population rurale et urbaine.

L'esclavage de la classe ouvrière est la source principale de l'esclavage des autres classes et couches sociales ; en se libérant elle-même, la classe ouvrière libère la société tout entière.

Pour se libérer, elle doit supprimer la police politique, et ce faisant, elle libère toute la société de la dictature et de la peur ;

— Elle doit supprimer l'armée régulière, et ce faisant elle libère le soldat de l'abrutissement de la vie de caserne ;

— Elle doit instaurer la pluralité des partis, et ce faisant, elle donne la liberté politique à la société tout entière ;

— Elle doit liquider la censure préventive, introduire une liberté totale de la presse, de la création scientifique et culturelle, de la création et propagation des divers courants de la pensée sociale ; ce faisant, elle libère l'écrivain, l'artiste, le journaliste et crée les conditions dans lesquelles l'intelligentsia pourra réaliser, de la façon la plus large, la fonction sociale qui est la sienne ;

— Elle doit soumettre l'appareil administratif à un contrôle constant et à une dépendance permanente de ses organisations démocratiques, c'est-à-dire changer les rapports qui existent à présent à l'intérieur de cet appareil ; ce faisant, elle libère le simple fonctionnaire de la dépendance féodale et humiliante de la hiérarchie bureaucratique ;

— Elle doit assurer à la paysannerie le contrôle sur sa production, l'autonomie économique, sociale et politique ; ce faisant, elle fait passer les paysans de l'état d'éternels sujets impuissants soumis à tous les pouvoirs, à celui de citoyens actifs, organisés et participant aux décisions qui fixent les conditions de sa vie et de son travail.

Dans le processus de production, l'ouvrier occupe la place la plus ingrate. C'est pourquoi la classe ouvrière, plus que toute autre classe de la société, a besoin de la démocratie : tout renoncement

à la démocratie se retourne en premier lieu contre les ouvriers. C'est pourquoi la démocratie ouvrière est socialement la plus large et crée les conditions les plus amples pour l'épanouissement de la société.

L'intérêt de classe spécifique des ouvriers correspond donc le mieux aux besoins du développement économique et par conséquent représente de la manière la plus complète l'intérêt de toute la société. Le programme de la classe ouvrière est donc valable.

Sera-t-il réalisé ?

Cela dépend alors de l'état de préparation idéologique et organisationnel de la classe ouvrière au moment de la crise révolutionnaire et par conséquent de ce que font déjà aujourd'hui ceux qui considèrent le programme de la démocratie ouvrière comme le leur.

XI. CONTRE-ARGUMENTS

Dans le dernier chapitre de notre document (« Que faire ? »), nous avons énuméré, entre autres, les tendances politico-sociales actuelles et futures contre lesquelles la classe ouvrière doit polémiquer et combattre politiquement : la technocratie, c'est-à-dire « le socialisme des directeurs », le parti des fermiers, c'est-à-dire « le socialisme des bons exploitants », et la petite bourgeoisie, c'est-à-dire « la démocratie chrétienne ».

Ce point, ainsi que le programme et le chapitre « Que faire ? » même, ont soulevé des objections importantes, auxquelles nous essaierons de répondre maintenant. La première de ces objections, concerne notre attitude envers la technocratie.

« Le socialisme des directeurs » ne change pas la situation de l'ouvrier dans le processus de la production, il maintient l'exploitation ; il est donc une nouvelle forme de dictature sur la classe ouvrière, la majorité des paysans, les intellectuels. Nous ne nous prononçons pas contre lui à la suite d'un calcul, mais parce que consciemment, nous avons choisi l'autre côté de la barricade. De plus, on nous a reproché d'avoir choisi la voie de la révolution prolétarienne, alors que, nous dit-on, le programme de la technocratie résout également la crise et peut, d'autre part, être réalisé par la conjonction de pressions venant d'en-bas et de réformes venant d'en-haut — c'est-à-dire sans révolution et sans les dangers qui en découlent.

Remarquons d'abord que les partisans de cette opinion ont également choisi leur côté de la barricade et que, donc, nous discutons à partir de deux points de vue opposés. D'autre part, bien qu'ils se servent d'arguments dits réalistes, nous estimons que ce sont des utopistes. En Yougoslavie, le système technocratique n'a pas remplacé un système bureaucratique déjà structuré ; mais il est issu directement de la fluidité post-révolutionnaire des rapports sociaux et politiques dans un contexte international spécifique, et avec les nécessités économiques qui en découlaient. On pourrait croire que dans notre pays toutes les conditions pour l'application d'une réforme technocratique étaient réunies en 1956-1957 : celle-ci aurait apporté une solution à la crise et une stabilisation durables. Pourtant, la bureaucratie ne l'a pas permis. Nous estimons que ceci était inacceptable pour elle pour deux raisons.

Premièrement, la bureaucratie constitue une classe dominante structurée et défendait par tous les moyens les rapports de production qui se trouvent à la base de sa domination. On a bien vu (chapitre III) que la réforme technocratique implique **un changement des rapports de production**. Si cet argument paraît anachronique, aux « marxistes d'antan » nous attirons l'attention sur une deuxième raison également importante. Nous vivons à l'époque de la crise générale du système, lorsque la position de la classe dominante se

trouve ébranlée par la tension et le mûrissement des antagonismes de classe. La réforme technocratique signifie l'affrontement de forces sociales, la lutte politique pour le pouvoir, une crise politique aiguë et un élargissement — ne serait-ce que pour une courte période — des libertés politiques. De plus, elle rend l'entreprise autonome et alors les ouvriers ne se trouvent plus en face de la puissance anonyme de l'Etat, mais en face de la direction qu'ils connaissent bien. Au cours de la tension des luttes de classes, qui existaient déjà en 1956, ceci aurait vraisemblablement entraîné un développement ultérieur de la révolution et la chute du pouvoir bureaucratique. Si la bureaucratie ne s'est pas alors décidée à une telle réforme quand le système disposait encore de réserves économiques et que la nouvelle direction jouissait encore d'une autorité incontestable, elle ne peut le faire a fortiori maintenant. En effet, elle manque de réserves — ou autrement dit de bases matérielles à une manœuvre réformiste — aussi bien que d'autorité et de soutien dans la société. Cette réforme n'a pas été appliquée il y a huit ans, et on n'a pas l'intention de la faire aujourd'hui malgré les symptômes évidents de la crise de l'économie. En tout cas, ceci est un fait avec lequel doit compter, non seulement un marxiste, mais même un simple réaliste.

« Le socialisme des directeurs » sera peut-être, mais il n'évitera pas la révolution, et ne pourra triompher qu'à son occasion ou à sa suite : il serait pour la démocratie ouvrière un genre de « Thermidor ». Nous ne voyons pas pourquoi nous militerions en faveur d'une telle solution ; au contraire, dans le chapitre concernant le programme nous nous sommes efforcés de trouver les moyens qui l'empêcheraient.

On nous a également reproché d'être inconscients en parlant de la nécessité de la voie révolutionnaire, nous opposant que ceci ne peut qu'aboutir au triomphe de forces anti-socialistes, soit parce que la classe ouvrière est dans sa masse réactionnaire, soit parce que les éléments bourgeois dans la société sont si puissants. On oppose la même chose aux autres mesures que nous proposons telles que la pluralité des partis, la liquidation de la police politique, etc.

Constatons que les auteurs de ce raisonnement ont également choisi leur côté de la barricade. En effet, ils désirent défendre contre la classe ouvrière qualifiée d'anti-socialiste, le système actuel, qualifié, lui, de socialiste ; dans ce raisonnement, la bureaucratie a été identifiée au socialisme, et la défense de sa domination de classe sur les masses présentée comme la défense du socialisme.

Nous estimons que la chose doit être considérée tout à fait à rebours — et c'est ce que nous nous sommes efforcés de démontrer dans la partie de notre document concernant l'analyse. La bureaucratie dominante est une force anti-ouvrière, donc anti-socialiste. C'est elle l'élément réactionnaire le plus puissant, car elle dispose du pouvoir politique, et elle domine la production. Les éléments de la droite traditionnelle n'ont aucune base dans les secteurs décisifs de l'économie — l'industrie, le bâtiment, les transports, la banque. Les éléments de la petite bourgeoisie, l'« initiative privée » dans les secteurs urbains et ce qu'on appelle les exploitations des koulaks à la campagne, se situent en marge de l'économie et des structures sociales. Par contre, il faut accorder une grande importance aux groupes et courants **politiquement de droite** avec la hiérarchie de

l'Eglise en tête, qui s'accrochent aux anciens symboles de l'idéologie réactionnaire.

Le système bureaucratique éveille à juste titre les protestations et la haine des masses : il s'identifie avec le socialisme et étouffe sans scrupule toute opposition de gauche — créant ainsi à l'idéologie de droite des conditions favorables pour pénétrer dans les masses. En effet, les gens cherchent des symboles idéologiques qui soient l'expression de leur protestation contre le système d'exploitation et de dictature ; et comme il manque une opposition de gauche qui exprimerait leurs intérêts essentiels, ils se retournent vers les vieux symboles de la droite traditionnelle. Ainsi, la dictature bureaucratique et réactionnaire **favorise** la droite politique traditionnelle ; d'ailleurs elle établit avec certaines de ces tendances des accords fondés sur des principes de collaboration (P.A.X.) et avec d'autres (la hiérarchie de l'Eglise) des ententes fondées sur des compromis.

Le seul moyen efficace pour combattre la droite traditionnelle ne consiste donc pas à défendre la dictature bureaucratique, mais à la combattre et à la démasquer de façon conséquente à partir d'une position de gauche. Le programme de la classe ouvrière n'utilise guère de symboles nébuleux, mais se sert des réalités sociales : il s'oppose à la nature même de la dictature de la bureaucratie et correspond aux intérêts vitaux des masses. Le radicalisme de sa critique et de ses propositions lui confère un avantage évident sur la phraséologie nationaliste et cléricale de la droite, lui assure toutes les possibilités de gagner l'appui des masses. Les luttes contre la droite au pouvoir et la droite traditionnelle sont inséparables.

A ceux qui s'imaginent que la démocratie ouvrière ouvre l'accès au pouvoir aux forces de la droite parce qu'elle accepte le pluripartisme et se prive d'un outil tel que la police politique, nous répondons : nous ne parlons pas d'un Etat au-dessus des classes, mais d'une démocratie ouvrière de classe. Ce sont les représentations des ouvriers des entreprises qui y constituent les fondements du pouvoir politique et économique ; c'est donc la classe ouvrière qui est l'élément décisif dans l'affrontement des partis politiques. Il existe aussi une organisation qui rassemble les moyens de contrainte, la milice ouvrière ; à la différence du système actuel, la force militaire et répressive de l'Etat n'est pas, en démocratie ouvrière, opposée à la classe ouvrière, mais lui est étroitement liée. Nous pensons que cet ensemble de mesures donne à la classe ouvrière la position-clé dans l'Etat, donc préserve contre la droite. Nous ne prendrons pas la peine de discuter la thèse qui soutient que la classe ouvrière est chez nous une force réactionnaire, car elle n'exprime rien d'autre qu'une conscience de classe anti-ouvrière. Notre programme a soulevé, dans les milieux universitaires, également d'autres critiques : que nous exigeons tout le pouvoir à la classe ouvrière en excluant le reste de la société, que c'était un programme anti-intellectuel et qu'il n'était pas « actuel ».

Nous sommes persuadés que les auteurs de ces critiques ne peuvent avoir dans la tête comme idéal de « modernisme », « l'Etat du peuple tout entier » qui n'existe nulle part et selon toute vraisemblance n'existera jamais, sauf dans le programme du P.C.U.S.

Il se peut donc que cette critique se ramène au fait que dans le cadre de l'Etat ouvrier, nous n'ayons pas parlé des formes de

représentation politique de la société toute entière. Il est en effet difficile de prévoir à l'avance les détails de l'organisation politique et juridique de la prochaine société. Nous n'avons pas écrit la Constitution du prochain Etat, mais un programme politique. Il est naturel que nous n'y avons inclus que les éléments essentiels qui déterminent la nature de la démocratie ouvrière. Nous avons seulement essayé de répondre à la question de savoir comment la classe ouvrière devait s'organiser et organiser le pouvoir d'Etat pour réaliser son intérêt fondamental : la domination de son propre travail et du produit de celui-ci, c'est-à-dire la suppression de l'exploitation.

En raison du rôle décisif du secteur industriel dans l'économie, la domination de la production industrielle, autrement dit du travail de la classe ouvrière, équivaut dans une société moderne à la domination de classe et au pouvoir politique. Aussi longtemps que subsisteront dans la société des groupes d'individus se différenciant par la place occupée dans le processus de production, la situation matérielle et sociale, les intérêts, le parlement — ou toute autre forme de représentation de la société toute entière — sanctionnera le pouvoir de la classe qui exerce le contrôle réel sur l'activité du travail et la répartition du produit dans les secteurs décisifs de l'économie. C'est pourquoi la suppression de l'exploitation du prolétariat doit signifier la prise en mains du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière. Toutes les objections qui reprochent à la démocratie ouvrière d'avoir un aspect de classe sont donc dénuées de sens. On pourrait seulement lui reprocher d'être ouvrière : mais ce ne pourrait être évidemment que le fait d'une autre classe qui prétend au pouvoir.

Si cette « société moderne » que nous connaissons mal, et que nos contradicteurs opposent à la démocratie ouvrière n'est ni la dictature bureaucratique, ni le néo-capitalisme, ce ne peut être que le système technocrate. Nous ne voyons toujours pas sur quoi se fonde la conviction que dans un tel système le rôle de l'intelligentsia serait plus important que dans les conditions d'une démocratie ouvrière. Tant que subsiste l'exploitation, subsiste la nécessité d'avoir les moyens policiers, administratifs et propagandistes de son maintien. Ceci ne se réduit pas seulement à l'existence de la police politique par exemple, mais implique également une fonction apologétique à la science et à la culture. Tout système fondé sur l'esclavage de l'ouvrier prive d'une façon ou d'une autre l'intelligentsia de liberté. Seule l'émancipation de la classe ouvrière pourra changer cet état de choses. Par sa nature même, la démocratie ouvrière peut assurer à l'intelligentsia une liberté beaucoup plus large que celle qui est possible dans la plus parlementaire des républiques bourgeoises — ou le plus « moderne » des royaumes des managers.

Le développement économique et social conduit, dans sa perspective lointaine, à la disparition des différences entre le travail productif et non productif, intellectuel et manuel, industriel et agricole. Ceci rejoint les perspectives et les buts de la classe ouvrière. Mais la voie qui conduit à la société communiste qui abolira le salariat et l'exploitation du producteur qui lui est nécessairement liée, passe par la démocratie ouvrière. Nous n'avons pas donné de vision de la société communiste du XXI^e siècle ; sur ce plan, nous n'aurions que peu de choses à ajouter à ce qu'a écrit Marx. Nous avons, par contre, essayé de donner la première esquisse d'un programme de démocratie ouvrière de la deuxième moitié du XX^e siècle.

La plupart des critiques les plus véhémentes nous ont été faites à propos des propositions pratiques contenues dans le chapitre « Que faire ? » et concernant l'exercice de la grève et la formation de cercles ouvriers — embryons du prochain parti. En déformant notre analyse et en passant sous silence presque totalement le programme, les rapporteurs officiels citaient abondamment le dernier chapitre pour éveiller l'indignation contre les intentions proclamées de violer le Droit Pénal ; ce qui nous dispense de la nécessité de présenter ce chapitre en détails. Nous allons donc nous limiter à donner la motivation de notre point de vue et la réponse aux objections faites.

Nous estimons que la crise de l'économie et de la société mène infailliblement à la révolution. Le pouvoir de la bureaucratie n'est plus fondé aujourd'hui sur l'appui de la société, mais sur la désorganisation des forces sociales, maintenue par la contrainte en premier lieu, et sur l'atomisation de la classe ouvrière privée de programme et de parti.

La révolution est indispensable au développement de la société. Elle est aussi inévitable. Mais son développement et son résultat dépendent d'abord du niveau de préparation de l'organisation et du programme de la classe ouvrière. C'est de cela surtout que dépendent les possibilités de limiter le désordre lié à la révolution — et par conséquent, les possibilités de son déroulement pacifique ainsi que de la minimisation de ses coûts sociaux. Privée d'organisation propre et de programme, la classe ouvrière ne saurait jouer dans la révolution un rôle dirigeant ; elle pourrait tout au plus hisser au pouvoir des forces non prolétariennes, c'est-à-dire ses nouveaux oppresseurs.

On comprend alors que la transformation de la classe ouvrière en une classe « pour soi », c'est-à-dire en une force organisée et consciente de ses buts est aussi bien dans l'intérêt de cette classe que dans celui du développement social ; cette transformation ne peut résulter que d'une **activité consciente**. Nous estimons qu'il s'agit là d'un devoir politique et moral pour tous ceux qui veulent lutter pour la réalisation de l'intérêt de la classe ouvrière.

Nous pensons que l'axe de cette activité doit être de regrouper les intérêts de la classe ouvrière en les exprimant sous forme d'un programme, de le propager dans la classe ouvrière pour qu'elle prenne conscience de ses buts : par la discussion autour du programme, par l'intégration des ouvriers dans la lutte pour la défense de leurs intérêts immédiats, c'est-à-dire dans des mouvements de grève. Ceci conduit à l'organisation de la classe ouvrière en partis et syndicats qui lui soient propres.

On s'est insurgé contre nous en soutenant qu'une telle perspective signifie une activité illégale. Autrement dit, elle tomberait sous le coup de la législation en vigueur. Mais appelons les choses par leur nom : ni la grève, ni la formulation d'un programme, non plus que les discussions ne sont légalement interdites. En revanche, il est certes vrai que la loi pénale en vigueur — créée ou conservée par la bureaucratie — permet de poursuivre, par des moyens policiers, de telles activités. Dans notre pays on applique le Code Pénal de 1932 qui était l'instrument de la dictature semi-fasciste de la période de renouveau national (Sanacja), et le Petit Code Pénal, l'ins-

trument de la dictature totalitaire stalinienne. Les deux codes, surtout le petit, sont si vagues et élastiques que pratiquement ils ne limitent pas l'activité répressive du pouvoir, et lui laissent les mains libres. Ainsi, il est possible de punir, avec toute la respectabilité de la loi, l'organisateur d'une grève, bien que la grève ne soit pas interdite, le participant d'une discussion, bien que la discussion soit permise, l'auteur d'une lettre personnelle, bien que tout le monde écrive des lettres. Mais, puisque nous discutons de questions de droit, rappelons que l'acte législatif principal est la Constitution. Le droit pénal (et particulièrement celui du Petit Code Pénal) lui est contradictoire, et de façon flagrante, pourtant il est toujours en vigueur bien qu'il lui soit antérieur. La censure préventive est anti-constitutionnelle, de même que toutes les mesures supprimant la liberté de parole, d'édition, de réunion; anticonstitutionnel lui-même, est le pouvoir de la bureaucratie. Du point de vue de la Constitution, les grèves, les discussions politiques, la formulation d'un programme et l'organisation des ouvriers ne sont pas contradictoires avec la législation actuelle, mais bien avec la légitimité du pouvoir.

Les mobiles de notre action ne sont pas seulement d'ordre constitutionnel, mais ils représentent aussi l'engagement dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière et de la société. Mais puisqu'on nous reproche une activité illégale, nous nous devons de démontrer que la loi elle-même est interprétée par le pouvoir et ses défenseurs de façon arbitraire: est qualifié d'obligatoire ce qui leur convient. Ainsi, ce qui nous est, en fait, reproché n'est pas une activité illégale, mais une activité contre les interdits arbitraires du pouvoir bureaucratique. Ce genre de morale qui tolère exclusivement ce que le pouvoir daigne autoriser, élevant ainsi la **soumission** au rang de vertu suprême, nous est étranger en raison de notre engagement et des traditions que nous estimons être les nôtres. C'est contre les interdictions du pouvoir bourgeois que militait le Parti Communiste Polonais réduit à la clandestinité; c'est contre les interdictions du pouvoir bureaucratique que militait l'opposition communiste de gauche en U.R.S.S. en combattant la dictature totalitaire stalinienne en voie de formation. Ainsi agissaient tous les groupements et partis qui luttaient contre les dictatures anti-populaires, pour l'émancipation de la classe ouvrière. Les gens qui ne s'intéressent pas à la lutte de classe et pensent que l'analyse marxiste est anachronique, « à la lumière des réalités contemporaines », nous attaquaient hier pour infraction à la discipline du Parti; ils nous attaquent aujourd'hui pour infraction à la discipline exigée par le pouvoir d'Etat; ceci correspond à un spectaculaire retournement de la pensée: élevés dans le marxisme dogmatique, ils ont rejeté le marxisme pour conserver le dogme; ils ont mis en doute la valeur de la théorie marxiste, mais ne doutent pas, par contre, que le Parti ne puisse tolérer des fractions, et qu'il faille se soumettre au pouvoir.

Nous espérons que cette lettre aidera à dissiper l'ignorance qui règne autour de notre texte et rendra plus facile une polémique franche au sujet de nos thèses, aussi bien pour les membres du Parti que ceux du Z.M.S. à l'Université. Nous aimerions également être sûrs que cette fois, les comités universitaires du P.Z.P.R. et du Z.M.S. — qui possèdent leurs **propres** exemplaires de cette Lettre Ouverte — permettront à ses vrais destinataires de prendre connaissance de son contenu — c'est-à-dire tous les membres qui le désirent.

Nous ignorons évidemment si, en raison de cette lettre, les autorités appliqueront envers nous de nouvelles répressions administratives, ou bien se décideront à organiser notre procès. Quoi qu'il en soit, nous estimons avoir le plein droit de nous adresser aux organisations politiques qui nous ont exclus de leurs rangs par une lettre ouverte qui explique à tous ses membres nos points de vue et les motifs de notre action.

Jacek KURON

Karol MODZELEWSKI

abonnez-vous à **rouge**

hebdomadaire de la Ligue Communiste
(Section Française de la IV^e Internationale)



B. P. 201 - Paris 19^e.

| | |
|-----------------------------|-------|
| Pli ouvert : 6 mois | 25 F |
| 1 an | 50 F |
| Pli fermé : 6 mois | 40 F |
| 1 an | 80 F |
| Par avion : 6 mois | 50 F |
| 1 an | 100 F |
| Abonnement de soutien | 100 F |

C.C.P. Paris 25 043 88

Achévé d'imprimer en mars 1970
pour le compte de François Maspero, éditeur
sur les presses de l'Imprimerie Ch. Corlet, à 14 - Condé-sur-Noireau
Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1970 — N° d'Imprimeur : 8056
N° d'Editeur : 256 — Deuxième tirage : 5.000 à 10.000 exemplaires